

Principales données financières

(en millions, excepté pour les montants par action)

Exercice clos le 31 décembre	2009	2008	2007
Chiffre d'affaires	\$ 22 702	\$ 27 163	\$ 23 277
Résultat des activités poursuivies	\$ 3 156	\$ 5 397	\$ 5 177
Résultat dilué par action – activités poursuivies	\$ 2,61	\$ 4,42	\$ 4,20
Dividende en numéraire déclaré par action	\$ 0,84	\$ 0,84	\$ 0,70
Rentabilité des ventes – activités poursuivies	14 %	20 %	22 %
Rentabilité des capitaux propres – activités poursuivies	17 %	33 %	41 %
Endettement net	\$ 126	\$ 1 129	\$ 1 857

Performances de sécurité et d'environnement

Exercice clos le 31 décembre	2009	2008	2007
Taux de fréquence d'accidents avec arrêt de travail – normes du secteur pour les producteurs de pétrole et de gaz	1,4	1,7	2,0
Taux d'accidents automobiles – normes du secteur	0,4	0,4	0,5
Tonnes de CO ₂ par employé par an	13	14	14

Schlumberger, première société mondiale de services pétroliers, fournit des technologies, des solutions d'information et des services de gestion intégrée de projets, qui optimisent les performances des réservoirs de l'industrie pétrolière et gazière internationale. Notre société compte aujourd'hui près de 77 000 collaborateurs de plus de 140 nationalités, dans près de 80 pays. Schlumberger offre un large éventail de produits et de services : acquisition et traitement de données sismiques, évaluation des formations, essais des puits et forage dirigé, cimentation et stimulation des puits, production assistée et complétions des puits, services de conseil et gestion de l'information.

Sommaire

2^e de couverture

Principales données financières,
et performances de sécurité et d'environnement

Page 2 Lettre du Président

Page 4 L'intégration technologique, facteur de succès
dans la gestion des projets complexes
*Performed by Schlumberger – les lauréats 2009
du Prix du Président*

Page 7 Accélérer la mise sur le marché
des nouvelles technologies :
l'atout Schlumberger

Page 14 Des mesures et des technologies
pour réduire l'empreinte écologique

Page 17 Activités

Page 19 Résultats financiers

3^e de couverture Conseil d'administration

3^e de couverture Direction et Informations générales

Première de couverture

Au centre technologique régional pour les bruts lourds de Schlumberger à Calgary, Carlos Damas et Jose Rivero, ingénieurs réservoir, examinent les résultats d'une simulation du procédé de drainage gravitaire assisté par injection de vapeur (SAGD) dans un réservoir de brut lourd de l'Alberta.

L'ère du pétrole facile à produire est révolue. À l'heure où le secteur de l'exploration-production se mobilise pour répondre aux besoins énergétiques de demain, il se trouve confronté à des eaux toujours plus profondes, des formations géologiques toujours plus complexes, des hydrocarbures toujours plus divers, et des températures et pressions toujours plus extrêmes. Ce rapport témoigne de tous les atouts dont disposent les collaborateurs et les technologies de Schlumberger pour relever ces défis avec succès.



Les hydrates de gaz ne sont pas encore produits commercialement, mais ils pourraient devenir une source importante d'énergie. Situé dans une île reculée du delta du Mackenzie dans le nord-ouest du Canada, le gisement de Mallik a fait l'objet d'un

projet de recherche sur la production d'hydrates de gaz pendant dix ans. Gestion intégrée de projets (IPM) de Schlumberger a fourni des services de construction de puits : planification de projets, études d'ingénierie, forage, compléments et essais des puits.

Lettre du Président

En 2009, le chiffre d'affaires de Schlumberger a reculé de 16 % pour s'établir à 22,7 milliards de dollars, dans un contexte de dégradation de la conjoncture économique mondiale et de réduction des dépenses des clients liée à la baisse du cours des matières premières. Toutefois, tout au long de l'année, le prix du baril est progressivement remonté, passant de moins de 40 dollars en janvier à plus de 70 dollars en décembre.

Dans ces conditions de marché, le chiffre d'affaires de Services pétroliers Schlumberger a baissé lui aussi de 16 % par rapport à 2008, pour s'établir à 20,52 milliards de dollars. En Amérique du Nord, la baisse des prix du gaz naturel et les fondamentaux défavorables du marché ont provoqué un recul de 37 % du chiffre d'affaires, surtout dans le GeoMarket* à terre aux États-Unis et dans le GeoMarket Canada. En Europe/CEI/Afrique, le chiffre d'affaires accuse un repli de 13 % dû principalement à un affaiblissement de plusieurs devises locales face au dollar et à une réduction de l'activité dans les GeoMarkets Russie, Mer du Nord, Afrique de l'Ouest et du Sud, et Caspienne, ainsi que chez Framo Engineering. Dans la région Moyen-Orient et Asie, le chiffre d'affaires est en recul de 9 % du fait surtout de baisses d'activité dans les GeoMarkets Asie de l'Est, Méditerranée orientale, Arabie, et Australie/Papouasie-Nouvelle-Guinée. En revanche, en Amérique latine, le chiffre d'affaires n'est que légèrement inférieur à celui de 2008 car l'intensification de l'activité dans les GeoMarkets Mexique/Amérique centrale et Brésil a compensé en partie l'affaiblissement des devises locales face au dollar et le recul marqué de l'activité dans les GeoMarkets Venezuela/Trinité-et-Tobago et Pérou/Colombie/Équateur.

Le chiffre d'affaires de WesternGeco, qui ressort à 2,12 milliards de dollars, est en recul de 25 % par rapport à 2008. Toutes les lignes de produits ont été affectées, les plus fortes baisses étant enregistrées pour les activités de sismique marine et les ventes de données multiclients. Le chiffre d'affaires de Sismique marine a diminué en raison d'une baisse de l'activité et d'une réduction des tarifs liée au fléchissement du marché, et celui des Services multiclients sous l'effet d'une restriction des dépenses non essentielles de nos clients surtout en Amérique du Nord. Le chiffre d'affaires de Sismique terrestre a reculé du fait d'une moindre utilisation des équipes et celui de Traitement des données par suite d'un repli de l'activité, principalement en Europe et en Afrique ainsi qu'en Amérique du Nord.

Si les clients ont consacré moins de dépenses aux nouvelles technologies qu'en 2008, plusieurs services Schlumberger récemment introduits ont toutefois encore progressé sur leurs marchés. PowerDrive*, famille de systèmes de forage rotatif orientable, a élargi sa couverture géographique avec son introduction sur de nouveaux marchés en Amérique du Nord et en Amérique latine. Scanner Family*, services avancés d'évaluation des formations, a rencontré le succès auprès des clients au Mexique et au Canada. ACTive*, gamme de services de coiled tubing en temps réel, qui améliore l'efficacité opérationnelle et la productivité des puits par la mise en œuvre innovante de la fibre optique pour transmettre en surface les informations recueillies au fond du puits, a permis à Service pour les puits d'entrer dans les marchés d'Arabie Saoudite, d'Abu Dhabi, et de Malaisie.

Les nouvelles technologies sismiques ont aussi progressé : ainsi, WesternGeco a annoncé le déploiement de UniQ*, système intégré d'acquisition et de traitement de sismique terrestre à récepteurs ponctuels, au Koweït pour la Kuwait Oil Company. Conçu pour apporter une meilleure efficacité opérationnelle et une souplesse accrue, ce nouveau système, qui offre jusqu'à quatre fois la capacité des systèmes Q-Land* existants, a déjà permis d'acquérir les données recueillies par 53 000 canaux à récepteurs ponctuels actifs, en association avec les camions de vibrosismique terrestre DX-80* de WesternGeco, équipés de MD Sweep*, technologie basse fréquence introduite l'année dernière.

Tout au long de l'année, nous avons poursuivi nos investissements dans les infrastructures destinées à étayer notre croissance future. Entre autres événements saillants, citons l'ouverture d'un nouveau centre de production d'équipements de complétion à Dammam, en Arabie Saoudite. Ce centre, qui représente un investissement de 25 millions de dollars, réunit des ingénieurs d'étude et de fabrication spécialisés dans la production des équipements de fond de complétion des puits. Il offre aussi un environnement propice à la collaboration entre les équipes des compagnies pétrolières et celles de Schlumberger pour élaborer des solutions de complétion applicables en Arabie Saoudite et au Moyen-Orient. Au Brésil, nous avons annoncé la signature d'un accord de coopération avec l'Universidade Federal do Rio de Janeiro en vue de construire un centre de recherche international de première importance sur le campus universitaire. Ce centre sera spécialisé dans les activités de recherche et développement dans les environnements complexes en eau profonde.

Nous avons aussi mené à bien un certain nombre d'accords et d'acquisitions technologiques en vue de renforcer le développement des produits ou d'étendre notre couverture géographique. En mai, Schlumberger a acquis Techsia SA, fournisseur de logiciels de pétrophysique établi à Montpellier (France). Techsia va devenir pour Schlumberger le pôle d'excellence des logiciels d'interprétation de pétro-

physique, spécialisé dans la mise au point de solutions de pointe pour l'industrie de l'exploration-production gazière et pétrolière. En septembre, nous avons annoncé la création d'une coentreprise avec National Oilwell Varco en vue de fournir des systèmes de télémétrie à grande vitesse montés sur train de tiges, qui amélioreront l'efficacité et la sécurité des opérations pétrolières et gazières, et en novembre, nous avons acquis Lonkar Services, fournisseur de services de logging par câble en puits tubés et de services d'essais des puits en surface, présent dans l'ouest du Canada et le nord des États-Unis. En novembre, nous avons aussi signé un accord de coopération avec Technip pour développer des solutions permettant d'assurer l'intégrité et la surveillance sous-marines de la conduite flexible utilisée pour la production pétrolière et gazière en eau profonde. Cet accord portera en priorité dans un premier temps sur les systèmes de surveillance pour les applications nouvelles et complexes mettant en œuvre une conduite flexible, comme pour les opérations en mer profonde.

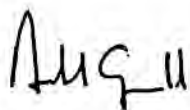
L'année dernière, c'est avec regret que j'ai dû annoncer un bilan de sécurité médiocre. Cette année, je suis donc heureux de constater une certaine amélioration, en particulier dans nos propres performances en matière de sécurité au volant, puisque, pour la première fois depuis 2005, aucun de nos collaborateurs n'a été victime d'accident mortel. Malheureusement, nous avons à déplorer des accidents chez nos prestataires externes : à cet égard, nous devons renforcer nos actions de sensibilisation et faire appliquer les procédures destinées à sauver des vies sur la route. En revanche, nous n'enregistrons pas d'amélioration analogue pour ce qui est de nos performances en matière de sécurité au travail, puisque 2009 a connu le plus grand nombre d'accidents mortels du travail depuis 2000. Nous ne devons pas relâcher nos efforts dans le domaine de la sécurité, et je compte sur tout l'encadrement pour faire de cette question sa priorité absolue durant l'année à venir.

Les perspectives pour 2010 dépendent largement de l'évolution générale de l'économie. À la fin du troisième trimestre de 2009, nous indiquions être encouragés par des signes annonciateurs d'une amorce de hausse de la demande de pétrole et de gaz. Un consensus se dessine désormais en faveur d'une augmentation de la demande de pétrole en 2010, notamment dans les pays émergents, et ce, pour la première fois depuis 2007.

En conséquence, nous pensons que les cours pétroliers se maintiendront très probablement à leurs niveaux actuels et que les budgets d'exploration et de production augmenteront avec le rétablissement de la confiance chez nos clients. Nous estimons qu'il existe des pressions considérables en faveur d'une augmentation des investissements dans le marché des activités en mer en Russie, ainsi que dans certains projets émergents, notamment en Irak, mais que la concrétisation de ces opportunités dépendra de la poursuite de la croissance économique au second semestre de l'année, à l'issue des plans de relance actuellement mis en œuvre par les pouvoirs publics.

Concernant le gaz naturel, nous restons nettement plus prudents. Malgré les signes d'une reprise modeste de la demande du secteur industriel et la rigueur des températures hivernales, nous considérons que les marchés souffrent globalement de surcapacité. L'augmentation des flux de GNL – avec un nouvel accroissement des capacités en 2010 – ainsi que les incertitudes générales entourant les taux de déclin en production du gaz non conventionnel peuvent potentiellement limiter la hausse actuelle du nombre d'appareils de forage gazier en Amérique du Nord.

En conclusion, je souhaite adresser mes remerciements à nos clients pour leur confiance et leur soutien, et à nos collaborateurs pour la motivation et l'engagement dont ils ont fait preuve au cours de cette année difficile. À long terme, nous sommes convaincus qu'une augmentation considérable des dépenses sera nécessaire au maintien des réserves et de la production d'hydrocarbures à un niveau adéquat pour répondre aux besoins mondiaux. Grâce à notre portefeuille de technologies et à notre infrastructure mondiale, nous sommes très bien placés pour saisir toutes les opportunités de croissance lorsque les investissements de nos clients repartiront à la hausse.



Andrew Gould
Président-directeur général

L'intégration technologique, facteur de succès dans la gestion des projets complexes

Performed by Schlumberger

Le label *Performed by Schlumberger* repose sur ce qui constitue les valeurs fondamentales de Schlumberger : nos collaborateurs, nos technologies et notre rentabilité. Depuis le lancement du programme en 1999, des projets sont présentés chaque année par nos équipes pour être évalués dans le cadre d'un processus de sélection des meilleures performances en termes de travail d'équipe, d'innovation et de création de valeur pour nos clients.

Trois niveaux de récompense viennent couronner les projets gagnants – or, argent et bronze – et la distinction suprême est décernée à l'un d'entre eux sous la forme du Prix du Président de Schlumberger. En 2009, pour la première fois dans l'histoire du label *Performed by Schlumberger*, le Prix du Président a été attribué à deux projets : **La régénération du gisement de Casabe** et **Le développement de la partie nord du gisement de gaz du Jurassique, au Koweït**. Ces deux projets offrent d'excellents exemples de l'approche intégrée de Schlumberger en matière de gestion des projets complexes de production ou de construction de puits, qui exigent des solutions rapides et un engagement à long terme.



La régénération du gisement de Casabe

Découvert en 1941, le gisement de Casabe en Colombie a atteint son pic de production en 1954, avec 45 000 barils de pétrole par jour. Les opérations de récupération secondaire ont commencé au milieu des années 80, lorsque la technique d'injection d'eau a été introduite pour stimuler la production en déclin. En 2004, Ecopetrol, la compagnie pétrolière nationale de Colombie, a proposé à Schlumberger de former une alliance en vue de relancer la production.

Cette alliance a débuté sous la forme d'un projet de gestion du gisement sur dix ans, qui avait pour objectif d'arrêter le déclin de la production et de prolonger la durée de vie du gisement. Quatre facteurs clés de succès ont été identifiés : l'esprit d'équipe, la gestion intégrée du réservoir, le recours à des technologies conçues sur mesure, et une exigence d'excellence dans l'exécution des opérations. Issus d'Ecopetrol et de Schlumberger, les membres de l'équipe possédaient une expertise couvrant un large éventail de compétences techniques dans ce domaine.

Bien que le gisement de Casabe soit mature, il est apparu indispensable de disposer tout d'abord de données sismiques précises de façon à améliorer la compréhension du réservoir : une campagne sismique 3D complète a donc été conçue et menée à bien. Les informations recueillies ont permis d'ajuster les modèles structuraux et statiques du réservoir, de définir de nouveaux objectifs de forage en périphérie du gisement, de réduire les incertitudes géologiques, et d'identifier plusieurs nouvelles réserves importantes de pétrole.

En 2007, l'alliance a introduit un système de compléation par injection sélective, qui a permis une régulation plus précise des taux d'injection d'eau et de la pression dans les différentes couches de la roche réservoir, pour chaque configuration de production. Cette technologie a permis d'accroître les taux d'injection d'eau et de renforcer l'efficacité verticale de balayage pour améliorer les performances

L'une des clés du succès de l'opération de régénération du gisement de Casabe a été l'excellence opérationnelle : fondée sur l'intégration des services, la démarche a consisté à regrouper les procédures de sécurité et les processus opérationnels au sein d'un système unique de gestion. Hugo Schreiber, superviseur de forage, et Jose Herberth, responsable santé, sécurité et environnement, discutent des opérations en cours sur un site du gisement de Casabe.

de production. Les technologies de production assistée ont aussi été utilisées pour renforcer le contrôle des venues de sable et augmenter la production de pétrole. Elles ont permis d'améliorer encore les performances, et aujourd'hui plus de 70 % de la production du gisement est assurée par des pompes à cavitation progressive.

L'efficacité du programme de forage et de complétion a été un facteur déterminant pour atteindre l'objectif d'augmentation de la production dans les limites des budgets approuvés. Grâce à l'approche fondée sur l'intégration des services, une coordination étroite et des processus efficaces ont pu être instaurés de façon à améliorer en permanence les différentes phases opérationnelles. Entre le début et la fin du programme, il en est résulté une réduction des délais de plus de 60 % par puits, ce qui a été une source d'économies substantielles pour Ecopetrol.

Au bout de cinq ans de collaboration, l'alliance a plus que triplé la production : celle-ci s'établit à plus de 16 000 barils par jour et est en bonne voie pour atteindre plus de 23 000 barils par jour à l'horizon 2014. Le projet de Casabe a fait la démonstration de l'utilité d'une approche intégrée de la gestion de projets pour mettre fin au déclin de la production et prolonger la durée de vie d'un gisement. Forts de cette preuve tangible, les partenaires ont reconduit leur alliance pour dix ans, avant même la fin de la première phase du projet.

Le développement de la partie nord du gisement de gaz naturel du Jurassique, au Koweït

Consciente de la nécessité d'accroître l'offre koweïtienne de gaz naturel, la société Kuwait Oil Company (KOC) a donné en 2005 à Schlumberger l'occasion de l'aider à développer au Koweït le premier gisement de gaz naturel non associé.

D'emblée, le projet présentait des écueils manifestes. Non seulement le réservoir carbonaté est hétérogène,

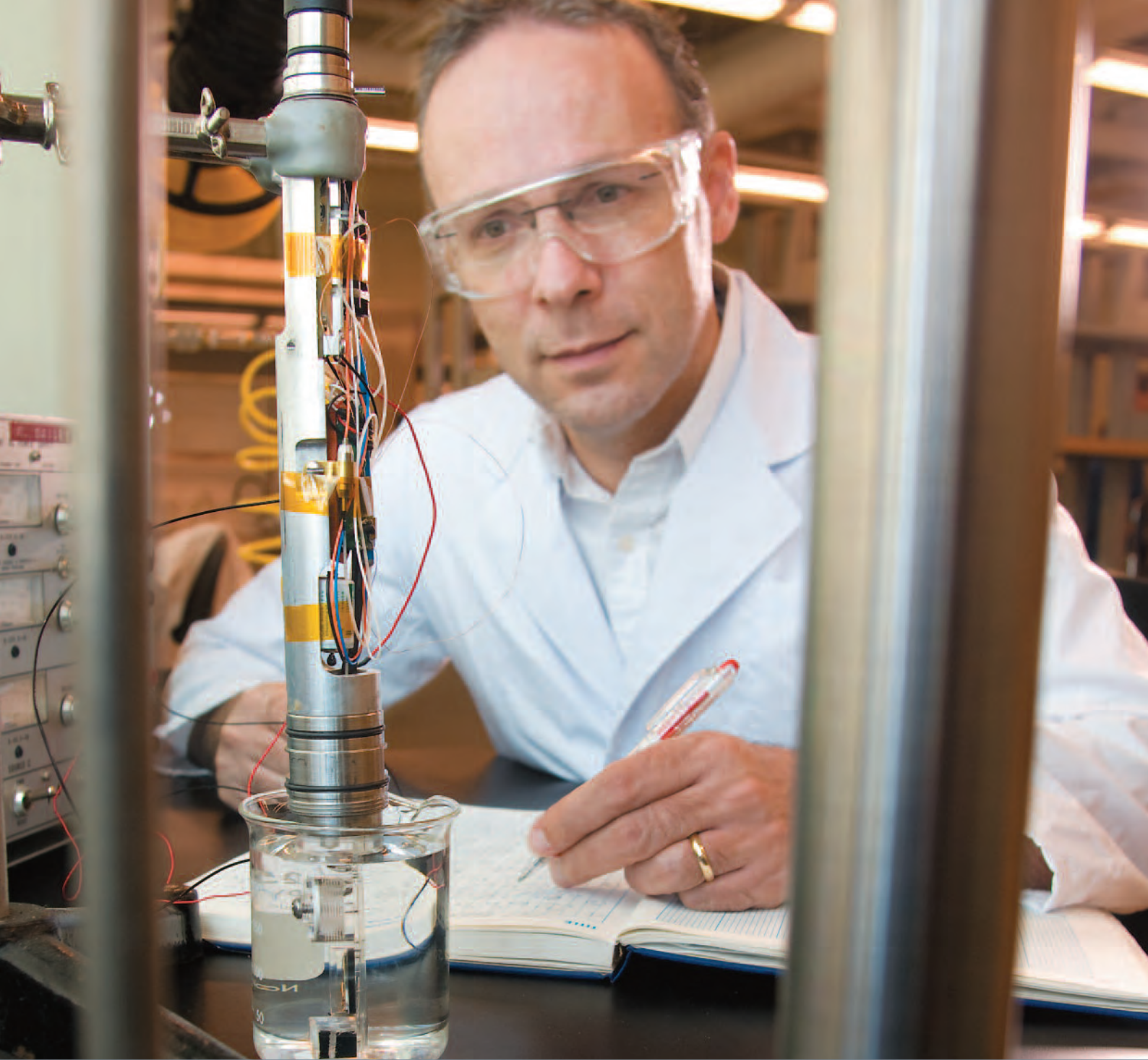
fracturé et extrêmement complexe, mais il s'étend sur plus de 1 700 kilomètres carrés. De surcroît, l'environnement de forage prévu comportait de multiples difficultés, et la nécessité d'accélérer la production ne faisait que les renforcer. C'est en ayant toutes ces données présentes à l'esprit qu'a été formée l'équipe de projet qui regroupait plus de 50 experts multidisciplinaires venus de KOC et de Schlumberger, et dont les membres ont travaillé ensemble dans les locaux de KOC pendant toute la durée du projet.

Le plan de développement du gisement prévoyait d'intégrer tout l'éventail des technologies, des campagnes sismiques aux opérations de stimulation, en utilisant l'un des modèles de réservoir le plus innovant et le plus complexe jamais élaborés jusqu'alors. Un modèle de matrice à une échelle très fine comportant 35 millions d'éléments et un modèle de fracture avec 371 couches d'une définition verticale comprise entre 120 et 180 centimètres ont été construits à l'aide du logiciel Petrel* de gestion des processus opérationnels, en intégrant toutes les données disponibles. Le réservoir a été divisé en 48 modèles différents établis sur la base des connaissances actuelles concernant la compartimentation complexe de ce réservoir. Ces modèles ont été couplés à l'aide d'un système avancé de simulation de façon à garantir une sélection optimale de l'emplacement des futurs puits parmi six champs importants.

Les travaux novateurs réalisés par l'équipe ont permis de mener à bien la première phase du plan de développement du gisement, conformément au calendrier fixé et avec d'excellents résultats. Ce bilan a suffi pour convaincre du bien-fondé d'investir dans la phase suivante du développement, dont l'objectif ultime est de remplacer les hydrocarbures liquides utilisés pour la production d'électricité au Koweït. En 2015, le projet de développement de la partie nord du gisement de gaz naturel du Jurassique au Koweït devrait fournir plus de 28 millions de mètres cubes de gaz par jour.



L'élaboration du modèle de réservoir pour le projet de développement de la partie nord du gisement de gaz naturel du Jurassique au Koweït est un processus dynamique qui exige de mettre constamment à jour le modèle à mesure que de nouvelles données sont disponibles. Kassem Ghorayeb, ingénieur réservoir, Djisan Kho, pétrophysicien, et Subrata Chakraborty, géologue, examinent les résultats dans les locaux, réservés à l'équipe, d'une installation de Kuwait Oil Company.



Le centre de recherche Schlumberger-Doll, réimplanté en 2006 à Cambridge (Massachusetts) aux États-Unis, est un pôle d'excellence en matière de recherche pétrolière depuis les années 40. Ce centre compte environ 150 chercheurs et ingénieurs, représentant 31 nationalités, qui travaillent en priorité sur les nouvelles technologies permettant aux clients d'améliorer la récupération et de pérenniser leurs performances. Ronald van Hal, responsable du programme nouvelles spectroscopies, travaille sur une technologie de mesure du pH.

Accélérer la mise sur le marché des nouvelles technologies : l'atout Schlumberger

Introduction

L'ère du pétrole facile à produire est révolue. À l'heure où le secteur de l'exploration-production se mobilise pour répondre aux besoins énergétiques de demain, il se trouve confronté à des gisements enfouis sous des eaux toujours plus profondes, à des formations géologiques toujours plus complexes, à des hydrocarbures toujours plus divers, et à des températures et à des pressions toujours plus extrêmes – autant de défis que Schlumberger excelle à relever. Ces environnements exigent de disposer de technologies véritablement innovantes pour trouver et développer les ressources qui assureront la production de demain.

Dans les eaux très profondes, par exemple, le défi technologique est double. D'une part, les coûts d'exploitation sont élevés, compte tenu de la difficulté d'opérer à une profondeur d'eau de plus de deux kilomètres pour développer des réserves piégées sous plusieurs kilomètres de roche. Seul le recours à une technologie de pointe peut parvenir à atténuer les risques que présentent de tels environnements. D'autre part, la complexité de ces réservoirs potentiels exige des opérations de mesure et de modélisation très élaborées pour veiller à forer le puits au bon emplacement. En règle générale, le succès dépend d'une parfaite intégration technologique.

La production de gaz naturel soulève d'autres difficultés. On estime que les ressources gazières mondiales sont, pour la plupart, non conventionnelles car elles sont piégées dans des réservoirs à faible perméabilité, des schistes argileux et des formations de gaz de charbon. Si le gaz non conventionnel ne représente que 10 % de la production mondiale totale actuelle, cette part est cependant appelée à augmenter au fur et à mesure de l'accélération de la consommation mondiale et de l'épuisement des réservoirs de gaz conventionnel. La production de gaz naturel sera confrontée à des composants plus complexes. Non seulement nous exploiterons des réservoirs non conventionnels, mais nous leur ajouterons encore d'autres types de gaz tels que des gaz humides, des gaz acides, du dioxyde de carbone, qui tous exigeront le recours à de nouvelles technologies.

En outre, partout dans le monde, les capacités de production vieillissantes exigent davantage de maintenance. Un grand nombre des gisements géants qui couvrent les besoins actuels ont été développés à l'aide de technologies conçues il y a plus de 50 ans. La production de leurs

réserves résiduelles est de plus en plus tributaire de la mise en œuvre de nouvelles technologies comme les puits multi-latéraux et les systèmes de complétion avancés.

Un effort de recherche de longue haleine

Premier fournisseur mondial de technologies pour l'industrie de l'exploration-production, Schlumberger est convaincu depuis longtemps que le développement technologique exige des efforts de longue haleine. La mise sur le marché d'une technologie nécessite plusieurs phases : travaux de recherche fondamentale, développement interne, et adaptation de solutions venues d'autres secteurs industriels. Ces différentes étapes peuvent allonger le cycle de développement technologique et retarder les avantages potentiels. C'est la raison pour laquelle il est impératif de poursuivre les investissements et les efforts même en période de ralentissement de l'activité, objectif que Schlumberger s'emploie à réaliser avec une détermination sans faille.

Les efforts de développement technologique doivent accompagner l'expansion géographique de la production pétrolière et gazière. C'est ainsi que nos centres de recherche ont quitté les sièges centraux éloignés des sites d'exploitation pour se rapprocher des clients et du terrain, au sein d'installations en réseau. Mettre à profit les talents régionaux tout en restant connectés à l'expertise mondiale, telle est l'une des raisons pour lesquelles nous avons inauguré des centres de recherche en Arabie Saoudite, en Norvège et en Russie, qui viennent compléter les grands centres déjà en place aux États-Unis, à Cambridge (Massachusetts), et au Royaume-Uni, à Cambridge. Ces trois nouveaux centres sont proches à la fois des sites opérationnels des compagnies pétrolières et des pôles d'expertise universitaire.

Chaque centre de recherche a son domaine de spécialité. En Russie, par exemple, Schlumberger mène de nombreux projets en collaboration avec des institutions universitaires, qui portent sur les méthodes sismiques et acoustiques, la géophysique du réservoir et les essais de réservoir. En Arabie Saoudite, nous travaillons sur les carbonates, et au Brésil, un nouveau centre va se consacrer à la recherche et au développement sur les environnements présalifères et infrasalifères complexes en eau profonde.

Du centre de recherche au terrain

Le développement technologique n'implique pas seulement des travaux de recherche et des études d'ingénierie. Le processus de commercialisation est aussi important car nous faisons partie d'une industrie où l'adoption d'une nouvelle technologie est souvent lente du simple fait de la taille des investissements requis. Il faut du temps pour parvenir



Le centre technologique DBR de Schlumberger est situé dans le parc de recherche d'Edmonton (Alberta) qui accueille des sociétés axées sur la recherche de pointe. Mila Goretic, spécialiste de l'analyse des fluides, et Fenglou Zhou, ingénieur de projet, préparent la chromatographie bidimensionnelle en phase gazeuse qui servira à analyser la signature chimique d'un échantillon de brut lourd. Ces signatures permettent de déterminer la variabilité de la composition du réservoir : elles aident les ingénieurs réservoir à optimiser les programmes de stimulation et de production.

à son déploiement généralisé, compte tenu surtout de la diversité des nouvelles ressources d'hydrocarbures à développer. Nous devons donc apprendre à accélérer le processus de mise sur le marché en sélectionnant efficacement la technologie la mieux adaptée, puis en veillant à ce qu'elle soit appliquée dans des conditions optimales et au moment opportun. C'est dans cette optique que Schlumberger a ouvert plusieurs centres technologiques régionaux : l'objectif de ces centres est de répondre aux besoins des clients en regroupant une expertise pétrochimique pluridisciplinaire et la technologie Schlumberger au sein d'un environnement propice à la collaboration.

Ces centres technologiques régionaux établissent des passerelles entre les travaux de recherche et d'ingénierie et les opérations sur le terrain. Ils apportent des solutions aux problèmes rencontrés par l'industrie au niveau mondial et répondent aussi aux besoins régionaux en créant un cadre de collaboration dans lequel le client et les experts de Schlumberger peuvent conjuguer leurs efforts pour résoudre certaines problématiques spécifiques. C'est ainsi qu'aux États-Unis, Dallas (Texas) donne la priorité aux gaz non conventionnels ; au Canada, Calgary (Alberta) s'intéresse aux réservoirs de bruts lourds ; et au Mexique, Mexico se consacre aux techniques de récupération avancées. Dans l'hémisphère oriental, Abu Dhabi, dans les Émirats Arabes Unis, fait porter ses efforts sur les carbonates ; Moscou, en Russie, s'emploie à résoudre les difficultés que soulève la production des gaz à condensat ; et Kuala Lumpur, en Malaisie, travaille sur les applications technologiques en eau profonde.

Lorsque les centres technologiques régionaux se trouvent à proximité de centres de recherche satellites comme en Russie ou en Arabie Saoudite, ils bénéficient d'un réseau étendu de spécialistes qui leur apportent une valeur ajoutée. Les travaux réalisés peuvent donc porter aussi sur des aspects plus fondamentaux, mais l'objectif global reste de mettre en œuvre plus rapidement les nouvelles technologies en les introduisant

Des réponses spécifiques pour une gamme diversifiée de bruts

D'après les estimations, les bruts lourds et extra-lourds et les bitumes constituent 70 % du total des réserves pétrolières mondiales. Parmi les autres ressources liquides figurent les schistes bitumineux dont la commercialisation exigera d'importantes avancées technologiques. Au niveau géographique, les réserves de ces hydrocarbures lourds ou visqueux sont actuellement concentrées au Canada et au Venezuela. Dans ces deux pays, Schlumberger a mis en place une expertise spécifique destinée à renforcer la dynamique scientifique et technologique indispensable au développement de technologies adaptées.

Le centre technologique régional pour les bruts lourds de Calgary a ouvert ses portes en août 2007. Situé à proximité de grands opérateurs, et doté de bureaux paysagers, de salles de réunion classiques, d'ateliers et d'un centre de visualisation des données, il est conçu pour les contacts avec les clients. Les experts en géologie, géophysique, physique, géochimie, production et ingénierie des réservoirs y travaillent aux côtés du personnel d'exploitation. Grâce à ses contacts avec le monde universitaire, le centre a déjà établi des relations avec l'Alberta Research Council et des universités, dont il finance plusieurs doctorats.

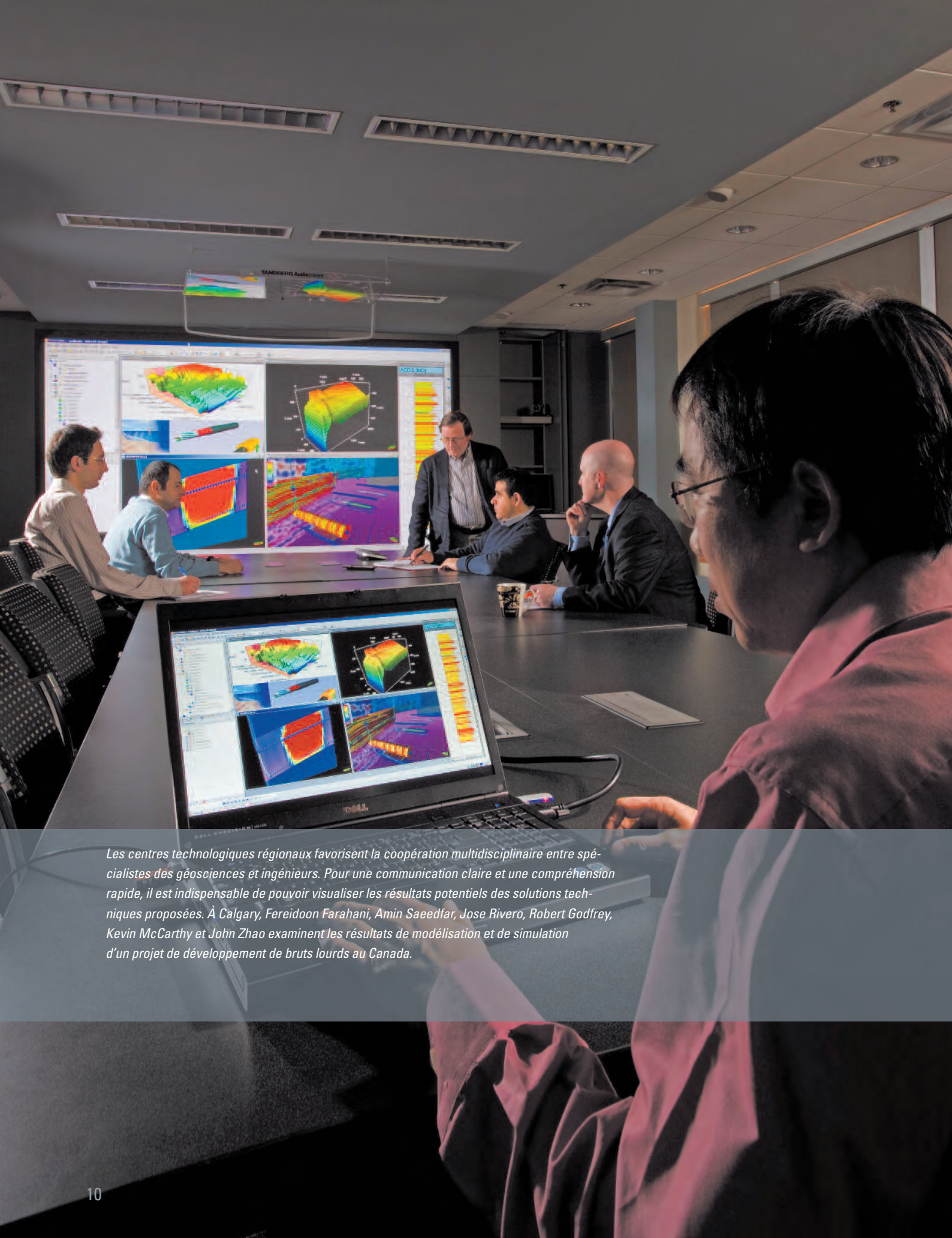
Cette équipe concourt à la mise au point de technologies de modélisation et de simulation pour la récupération thermique, la production à froid des bruts lourds des sables asphaltiques, la production à froid dans les puits horizontaux, les procédés de récupération aux solvants, l'injection d'air, et le couplage intégral de la géomécanique et des écoulements dans la modélisation du réservoir. Elle s'intéresse aussi à la compréhension du comportement des fluides et aux caractéristiques pression-volume-température (PVT), ce qui la conduit à réaliser diverses études : PVT à haute température, injection de fluides miscibles, viscosité, continuité de l'écoulement, et géochimie. La majeure partie de ces travaux sont menés en association avec le centre technologique DBR de Schlumberger situé près d'Edmonton (Alberta), au Canada.



Une étroite collaboration entre les services Ingénierie, production et support technique et les centres technologiques régionaux de Schlumberger permet de mettre en œuvre des solutions technologiques optimales. Yushy Mendoza et Eghosa Oriakhi, ingénieurs d'études, discutent de la technologie de complétion avancée dans le centre Schlumberger pour les technologies de complétion de Rosharon (Texas), aux États-Unis.

d'abord sur des projets spécifiques dans le même secteur géographique, plutôt que dans le cadre d'un déploiement général.

Les programmes de plusieurs clients comportent des projets associant méthodes de production thermiques et à froid dans le but d'améliorer le taux de récupération. De nouvelles applications du Vx*, débitmètre multiphasique avancé, sont



Les centres technologiques régionaux favorisent la coopération multidisciplinaire entre spécialistes des géosciences et ingénieurs. Pour une communication claire et une compréhension rapide, il est indispensable de pouvoir visualiser les résultats potentiels des solutions techniques proposées. À Calgary, Fereidoon Farahani, Amin Saeedfar, Jose Rivero, Robert Godfrey, Kevin McCarthy et John Zhao examinent les résultats de modélisation et de simulation d'un projet de développement de bruts lourds au Canada.

en cours de développement en vue d'être mises en œuvre dans le procédé de drainage gravitaire assisté par injection de vapeur (SAGD), dans l'optique plus large d'améliorer les performances des pompes électriques submersibles à haute température. Des complétions intelligentes ainsi que des campagnes sismiques et électromagnétiques de puits à puits sont envisagées, compte tenu de leur potentiel d'optimisation de la récupération par la technique SAGD. Au total, ce sont sept services technologiques de Schlumberger qui collaborent aux travaux menés dans ce centre, ce qui témoigne d'un effort véritablement multidisciplinaire.

Le pôle d'excellence pour les bruts lourds de Faja, au Venezuela, contribue aussi à la compréhension par les clients de Schlumberger des défis que posent les bruts lourds, en particulier en Amérique latine. Dans cette région, les températures ambiantes permettent certes de pratiquer la production froide en recourant à la technique des puits multilatéraux, mais, même dans la ceinture de l'Orénoque, les méthodes thermiques sont nécessaires pour améliorer la récupération. C'est ainsi que le centre de Faja met à profit l'expertise de Calgary, tout en élaborant sa propre stratégie pour répondre plus spécifiquement aux besoins locaux.

D'autres réponses pour des gisements complexes de gaz

Aujourd'hui, le développement du gaz naturel non conventionnel est localisé essentiellement en Amérique du Nord, en particulier aux États-Unis où il représente plus de 40 % de la production intérieure ; ce gaz est exploité à l'aide de technologies particulièrement novatrices qui améliorent la surface de contact entre la formation argileuse productrice et le puits.

L'une des difficultés majeures de la mise en production des gaz non conventionnels est d'accéder à une connaissance précise des caractéristiques et des mécanismes d'écoulement au sein de ces réservoirs complexes afin d'optimiser la

Trois grands domaines techniques sont en jeu. En premier lieu, celui de la productivité, et plus particulièrement des mécanismes hydrauliques et géomécaniques qui ont une incidence sur l'écoulement du gaz naturel. En deuxième lieu, celui de la complétion et de la production, qui vise à mettre au point des outils avancés de modélisation permettant de projeter le potentiel de production d'un puits de gaz non conventionnel tout au long de sa durée de vie. Enfin, en troisième lieu, les géosciences qui ouvrent une compréhension approfondie des propriétés pétrophysiques des réservoirs non conventionnels, grâce à laquelle s'enrichit le processus de conception de la production, notamment des programmes de placement des puits, de complétion et de stimulation.

Mais les ressources de gaz non conventionnels ne sont pas développées seulement en Amérique du Nord. Avec l'augmentation de la demande sous l'effet conjugué de l'expansion industrielle, des besoins de la pétrochimie et de la croissance du secteur résidentiel, elles commencent à être exploitées dans d'autres régions du monde. Le Moyen-Orient et l'Asie, qui représentent aujourd'hui 19 % de la demande mondiale de gaz naturel, en représenteront 30 % en 2030. Pour répondre à ces besoins, les opérateurs doivent déjà rechercher de nouvelles solutions. Aussi, dès juillet 2008, Schlumberger a-t-il ouvert, à Al-Khobar en Arabie Saoudite, un pôle d'excellence sur les réservoirs gazéifères à faible perméabilité. Dans ce centre, l'essentiel de l'approche consiste à appliquer et adapter les techniques qui se sont révélées particulièrement performantes en Amérique du Nord. Il offre en outre un environnement dans lequel les ingénieurs inexpérimentés en matière de gaz non conventionnels peuvent acquérir les connaissances nécessaires au bon développement de ce type de ressources.

La Russie détient les plus vastes réserves de gaz naturel du monde, et Moscou accueille un centre technologique régional depuis janvier 2007. L'étude des gaz à condensat, mission initiale de ce centre, revêt une importance particu-



Les centres d'assistance opérationnelle apportent une dimension supplémentaire à l'introduction des technologies sur le terrain. En Arabie Saoudite, Mohammad Zia, responsable des services de forage, Ali Hilal Al-Yaquob, ingénieur de forage dirigé, ainsi que Sherif Elewa et Karam Dhaher, ingénieurs de forage, discutent des plans d'un prochain puits.

conception de la production et d'obtenir un meilleur taux de récupération. Le centre technologique régional de Dallas, qui a ouvert début 2007, procède à des analyses scientifiques rigoureuses des données et des informations pour s'attaquer aux multiples lacunes des connaissances et de la technologie en matière de développement des gaz non conventionnels.

lière car, à mesure que décroît l'approvisionnement en gaz sec venu des grands gisements de gaz conventionnel, la production est appelée à être de plus en plus assurée par des gisements de gaz humide ou de gaz à condensat. Or, dans ce type de gisements, le gaz se liquéfie sous l'effet de la chute de pression au cours de la production, ce qui réduit les volumes



Les instruments de logging servent à réaliser des mesures qui permettent une analyse précise des fluides contenus dans les gisements de bruts lourds. La viscosité de ces fluides peut varier considérablement au sein d'un même réservoir et avoir une incidence sur le taux de production. Ces variations de viscosité peuvent être prises en compte dans les modèles de simulation de façon à améliorer l'exactitude des prévisions. Au Venezuela, Victor Rodriguez, ingénieur en électronique, prépare un MDT, instrument modulaire de test des formations, en vue d'un prélèvement d'échantillons de fluides.*

recupérables et la productivité du réservoir. Comme la Russie bénéficie d'une présence technique forte de Schlumberger, notamment de centres de recherche, d'ingénierie, de production et de support technique, ce centre technologique régional peut donc disposer d'un riche éventail d'expertises pour étayer ses travaux.

En novembre 2008, la mission du centre, qui était axée jusqu'alors sur les problèmes techniques posés par la production de gaz à condensat, a été élargie en vertu d'un accord-cadre de collaboration technologique conclu entre Gazprom et Schlumberger. Dès 2009 a commencé l'évaluation de plus de 80 technologies possibles qui avaient été recensées pour des opérations de fracturation, des opérations au coiled tubing et des dérivations, ainsi que pour des systèmes de production assistée. Les meilleurs puits à traiter ont ensuite été sélectionnés, et des opérations pilotes ont déjà donné lieu à des augmentations importantes de la production de gaz.

Des roches réservoirs toujours plus complexes

D'après les analyses de l'Agence internationale de l'énergie, de BP et de Schlumberger, environ 60 % des réserves mondiales de pétrole conventionnel et 40 % des réserves mondiales de gaz naturel conventionnel sont piégées dans des roches carbonatées. Le Moyen-Orient détient 62 % des réserves prouvées mondiales de pétrole conventionnel, dont environ 70 % sont situées dans ce type de réservoirs. Dans cette même région se trouvent également 40 % des réserves mondiales de gaz, dont 90 % dans des formations carbonatées. Le centre technologique régional de Schlumberger à Abu Dhabi est donc géographiquement bien placé pour se spécialiser dans les technologies destinées à améliorer les performances des réservoirs carbonatés. Étant donné l'importance de ces réservoirs pour la production pétrolière et gazière mondiale, ce centre s'inscrit dans un effort technologique global qui mobilise l'expertise des centres Schlumberger aux quatre coins du monde : Cambridge aux États-Unis, Cambridge au Royaume-Uni, Dhahran en Arabie Saoudite, Stavanger en Norvège, Clamart en France, Rosharon et Sugar Land (Texas) aux États-Unis, et Pékin en Chine.

Les réservoirs carbonatés sont très hétérogènes et présentent des degrés différents de diagenèse. Leurs systèmes de porosité sont complexes, leur description difficile, et leurs taux de récupération souvent nettement inférieurs à la moyenne des réservoirs. Aussi, les méthodes qui améliorent l'évaluation des formations, leur caractérisation, l'efficacité de balayage et le taux de récupération dans les réservoirs carbonatés offrent des possibilités prometteuses pour l'application des technologies de Schlumberger.

Les experts qui travaillent au centre d'Abu Dhabi participent activement à plusieurs projets en collaboration visant à répondre aux besoins des clients en matière de développement de ces réservoirs. Parmi les solutions multidisciplinaires proposées figurent les campagnes sismiques et électromagnétiques de puits à puits faisant appel à la lecture en profondeur pour visualiser les schémas de balayage et caractériser les fractures à l'aide de UniQ, tout dernier système d'acquisition de sismique terrestre à récepteurs ponctuels. L'éventail de solutions comporte aussi des techniques de récupération assistée en cours d'évaluation, qui consistent à mettre en œuvre le MDT, instrument modulaire de test des formations, à différents niveaux de profondeur à l'intérieur du même puits, ainsi que de puits en puits au sein du même gisement.

Enrichir et étendre notre réseau à l'échelle mondiale

En septembre 2009, Schlumberger a annoncé la signature d'un accord de coopération avec l'Universidade Federal do Rio de Janeiro en vue de construire un grand centre de recherche sur le campus universitaire. Cet accord marque l'installation dans le parc technologique de cette université du premier centre international de recherche consacré aux géosciences. Ce nouveau centre aura pour priorité nombre des projets de recherche et de développement qui constituent le socle de l'accord de coopération technologique récemment conclu entre Petrobras et Schlumberger. Ainsi, de jour en jour, la mise en place du réseau de centres technologiques régionaux Schlumberger vient renforcer l'atout technologique sans équivalent que nous offrons partout dans le monde pour relever les défis présents et à venir auxquels le secteur de l'exploration-production est confronté.



Le nouveau centre de recherche en géosciences du Brésil, situé à Rio de Janeiro, se concentrera sur le développement de nouveaux logiciels de géosciences et de nouvelles technologies appliquées aux réservoirs présalinifères. Ce centre accueillera aussi le nouveau centre technologique régional du Brésil, ainsi qu'un pôle d'excellence en matière d'interprétation des mesures sismiques et électromagnétiques.

Des mesures et des technologies pour réduire l'empreinte écologique

Par ses technologies, ses innovations et ses connaissances, Schlumberger ne vise pas seulement à améliorer les performances des réservoirs. Nous sommes aussi engagés dans la lutte contre le changement climatique, à la fois par notre offre de solutions et par la gestion de notre empreinte carbone. C'est ainsi qu'en 2009, nous avons déployé des efforts importants pour mesurer nos émissions de gaz à effet de serre (GES), tout en consacrant notre attention à des questions environnementales plus larges comme la protection des eaux souterraines.

En tant que leader technologique du secteur de l'exploration-production pétrolière et gazière, Schlumberger estime que les préoccupations grandissantes relatives aux niveaux des émissions anthropiques de dioxyde de carbone exigent de mettre en œuvre des mécanismes complémentaires de réduction des concentrations de GES. Cette conclusion vient de la certitude que, dans les décennies à venir, les combustibles fossiles vont continuer à satisfaire la majeure partie des besoins énergétiques mondiaux. Des organismes spécialisés comme l'Agence internationale de l'énergie ont déjà identifié un certain nombre de moyens de réduction des émissions parmi lesquels le renforcement de l'efficacité énergétique, le recours accru aux énergies renouvelables et à l'énergie nucléaire, le captage et le stockage géologique du carbone. Cette dernière solution exige une caractérisation très précise des formations souterraines envisagées pour le stockage, domaine dans lequel les technologies de mesure et l'expertise en géosciences

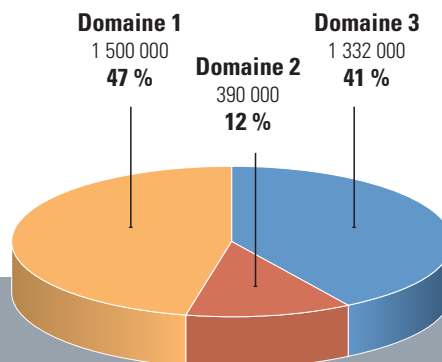


de Schlumberger constituent indiscutablement un apport majeur. De fait, les services Schlumberger Séquestration du carbone, créés en 2005, sont déjà des acteurs de premier plan dans ce domaine, de par l'expérience acquise sur plus de 30 projets pilotes en cours dans le monde.

Si des technologies comme le captage et le stockage géologique du carbone sont en mesure d'apporter des contributions non négligeables pour le futur, les programmes d'amélioration de l'efficacité énergétique et de réduction des émissions de dioxyde de carbone représentent des solutions à mettre en œuvre dès aujourd'hui. Schlumberger s'attache à communiquer des informations chiffrées sur ses émissions de GES avec une transparence accrue chaque année, car la quantité et la qualité des mesures disponibles ne cessent de progresser. Depuis 2005, nous transmettons données chiffrées et commentaires au *Carbon Disclosure Project (CDP)* et, en 2008, nous avons adopté le *GHG Protocol* pour nous guider dans la définition du périmètre des informations à communiquer.

Le *GHG Protocol* classe les émissions en trois grands domaines. Le domaine 1 concerne les émissions directes provenant de sources qui sont détenues ou contrôlées par l'entreprise, telles que le carburant consommé par les navires, les véhicules, les appareils de forage, les générateurs et tous les équipements statiques. Schlumberger gère plus de 15 000 sources ponctuelles de ce type dans plus de 80 pays. Les émissions directes qui relèvent du domaine 1

Total des émissions brutes de dioxyde de carbone de Schlumberger en 2009, réparti en fonction des domaines définis par le GHG Protocol. (en tonnes)



Le profil de la coque des navires sismiques de dernière génération Explorer de WesternGeco réduit la consommation de carburant et améliore la vitesse ainsi que la stabilité de l'environnement de travail.

englobent aussi les émissions issues des bureaux et autres installations, des activités sur les sites, et de la consommation de gaz naturel pour la production d'électricité ou de chaleur. Le domaine 2 couvre les émissions indirectes de GES associées à la production, dans les centrales électriques, de l'électricité consommée par les activités contrôlées par Schlumberger. Les données sur les autres émissions indirectes de GES provenant d'activités connexes non directement contrôlées par Schlumberger relèvent du domaine 3. Elles englobent les transports routiers effectués par les prestataires externes et les déplacements professionnels de nos collaborateurs, mais la majorité d'entre elles provient de la production du ciment utilisé dans les opérations de cimentation des puits et des agents de soutènement en céramique mis en œuvre pour la stimulation des puits.

La diminution de l'intensité des émissions de GES opérée par Schlumberger de 2008 à 2009, bien que liée surtout à la baisse d'activité, témoigne cependant du potentiel qu'offrent les stratégies de réduction. Certaines stratégies n'auront leur plein effet que lorsque de nouvelles technologies apparaîtront dans les domaines de la production d'électricité et de l'ingénierie automobile. Mais entre-temps, nous avons déjà identifié plusieurs moyens de réduire nos émissions. Dans le domaine des transports terrestres, notre principale source d'émissions, nous pouvons obtenir une réduction de près de 10 % en évitant les excédents de poids, les fortes accélérations, les ralentissements inutiles, et l'utilisation de rapports de vitesse inadaptés. Nous pouvons aussi réduire les cylindrées lors du renouvellement du parc, adopter des véhicules hybrides et électriques lorsque les activités s'y prêtent, et consommer des carburants de nouvelle génération. Pour mieux évaluer les progrès, l'application de notre système complet de gestion informatisée des déplacements au service de la sécurité au volant, e-Journey*, pourrait être étendue au suivi des améliorations apportées par une conduite respectueuse de l'environnement.

Nos efforts portent aussi sur la réduction des émissions provenant des carburants consommés par les transports

non terrestres. Une réponse possible nous oriente vers la recherche d'une meilleure efficacité hydrodynamique des séries de flûtes remorquées par les navires sismiques nouvelle génération. D'autres solutions consistent à améliorer la maintenance, à accroître le rendement des générateurs, et à recourir aux énergies de substitution pour produire de l'électricité sur le terrain. Au niveau de la chaîne logistique, Schlumberger collaborera avec les fournisseurs de ciment et d'agents de soutènement en céramique pour recenser les économies réalisables.

Mais dans la lutte contre le changement climatique, la démarche environnementale de Schlumberger ne se limite pas à la réduction des émissions de carbone. Nous nous préoccupons aussi des produits chimiques mis en œuvre pour la stimulation des puits, secteur dans lequel notre Société s'est engagée à consacrer des efforts importants afin de fournir les meilleures technologies du marché dans des conditions de transparence renforcée. Nous continuons à surveiller notre empreinte écologique globale avec l'aide de notre équipe de 65 auditeurs chargés d'évaluer nos plus de 550 sites répartis dans le monde entier. La procédure rigoureuse d'évaluation environnementale impose d'apporter la preuve du respect de 85 critères différents. En 2008, plus de 96 % des sites de Schlumberger étaient conformes aux exigences de la norme de gestion environnementale de notre Société. Partout où nous exerçons nos activités, nous respectons strictement la législation environnementale locale, mais dès lors qu'il existe des divergences entre les réglementations locales et les normes de Schlumberger, nous choisissons de nous conformer aux dispositions les plus strictes qui sont souvent celles de notre Société.

Atout distinctif incontestable, la technologie est au cœur des métiers de Schlumberger : elle est la clef de voûte de notre gamme de services et de produits sans équivalent, de nos systèmes et nos processus de gestion, et de nos solutions concrètes aux problèmes environnementaux.



Beryl Ayewah, spécialiste environnement, réalise une inspection de routine et un essai sur un échantillon d'eaux usées au centre Schlumberger pour les technologies de complétion de Rosharon. Les mêmes normes élevées de gestion environnementale sont appliquées sur tous les sites Schlumberger partout dans le monde.

Atout distinctif incontestable, la technologie est au cœur des métiers de Schlumberger : elle est la clef de voûte de notre gamme de services et de produits sans équivalent, de nos systèmes et nos processus de gestion, et de nos solutions concrètes aux problèmes environnementaux.



La technologie de sismique terrestre connaît actuellement une mutation importante avec l'introduction par WesternGeco de UniQ, système intégré à récepteurs ponctuels. Au Koweït, cette équipe recueille des données en vue de nouvelles études sur la conductivité des fractures des réservoirs.

Activités

Fondé en 1926, Schlumberger est le premier fournisseur mondial de technologies, de services de gestion intégrée de projets, et de solutions d'information pour l'industrie de l'exploration-production pétrolière et gazière internationale. Schlumberger, qui a inventé le logging, technique qui permet de recueillir des données dans les puits de pétrole et de gaz, fournit la plus large gamme de produits et de services que peut offrir le secteur à ce marché. Au 31 décembre 2009, la Société employait près de 77 000 collaborateurs de plus de 140 nationalités, dans près de 80 pays. Schlumberger, dont les principaux sièges se trouvent à Paris, Houston et La Haye, se compose de deux secteurs d'activité : Services pétroliers Schlumberger et WesternGeco. Services pétroliers Schlumberger offre la gamme la plus étendue du marché dans le domaine des produits et services d'exploration et de production. WesternGeco est la société d'acquisition et de traitement des données sismiques de surface la plus technologiquement avancée du monde.

Services pétroliers Schlumberger, qui est présent sur tous les grands marchés des services pétroliers, gère ses activités dans le cadre de GeoMarkets*, regroupés en quatre secteurs géographiques : Amérique du Nord, Amérique latine, Europe/CEI/Afrique, et Moyen-Orient et Asie. Les GeoMarkets offrent aux clients un point de contact local unique pour leurs opérations et mobilisent des équipes régionales pour répondre aux besoins locaux et proposer des solutions sur mesure. Dans le cadre de cette structure, les services et produits de Services pétroliers Schlumberger sont développés par plusieurs lignes de produits technologiques appelées Technologies, qui permettent de tirer parti des synergies techniques. Ces produits et services couvrent toute la durée de vie d'un réservoir et correspondent à un certain nombre de marchés dans lesquels Services pétroliers Schlumberger détient plusieurs positions dominantes. Ces Technologies sont aussi chargées de superviser les processus opérationnels, l'attribution des ressources, l'affectation du personnel, et les questions de qualité, de santé, de sécurité et d'environnement dans les différents GeoMarkets.

- Logging fournit l'information nécessaire à l'évaluation des roches et des fluides de la formation, à la planification et au contrôle de la construction des puits, ainsi qu'à l'évaluation et la gestion de la production. Ces services sont mis en oeuvre aussi bien en trou ouvert qu'en puits tubé.
- Forage et mesures assure des services de forage dirigé, de mesures en cours de forage, et de logging en cours de forage pour tous les profils de puits.
- Services d'essais propose des services de mesure des débits et des pressions, de fond comme de surface, pour les puits d'exploration et les puits en production. Cette Technologie assure aussi des services de perforation par la colonne de production.
- Services pour les puits assure les services nécessaires au forage et à la complétion des puits de pétrole et de gaz, ainsi qu'à l'optimisation de la production pendant toute la durée de vie d'un puits : services de pompage haute pression, cimentation et stimulation des puits, et interventions sur les puits. La Technologie propose aussi les équipements et les services de coiled tubing.
- Complétions offre des services et des équipements de complétion des puits, dont les vannes de gas-lift et de sécurité, et toute une gamme de technologies et d'équipements de complétion intelligente.
- Production assistée propose des services d'optimisation de la production mettant en oeuvre des pompes électriques submersibles et des équipements associés.
- Services de données et de conseil assure l'interprétation et l'intégration de tous les types de données d'exploration-production, ainsi que des services de conseil experts pour la caractérisation des réservoirs, l'amélioration de la production, la planification du développement de gisements, et les solutions multidisciplinaires pour les réservoirs et la production.
- Solutions Information Schlumberger (SIS) propose des services de conseil, des logiciels, de la gestion de l'information, et des services d'infrastructure informatique à l'appui des processus opérationnels de base de l'industrie pétrolière et gazière.

Les Technologies bénéficient de l'assistance de 22 centres d'études et de recherche. Au sein de cette structure, Schlumberger est résolument engagé en faveur de programmes de technologies avancées qui visent à accroître l'efficacité des services pétroliers, abaisser les coûts de découverte et de production, améliorer la productivité, optimiser la récupération des réserves et augmenter la valeur des actifs, chacun de ces objectifs étant soumis au respect de la sécurité et de l'environnement.

Services pétroliers Schlumberger offre aussi ses services aux clients dans le cadre d'un modèle d'activité baptisé Gestion intégrée de projets (IPM). IPM associe les services et produits des Technologies à son expertise de la gestion des appareils de forage et à ses compétences dans le domaine de la gestion de projets pour fournir une solution complète en matière de construction des puits et d'amélioration de la production. Les projets IPM sont généralement d'une durée pluriannuelle et incluent les coûts de démarrage ; ils comportent un volet important que Schlumberger confie à des tiers. Certains projets peuvent relever d'un contrat à prix forfaitaire et prévoir des pénalités pour non-exécution.

Services pétroliers Schlumberger recourt à son propre personnel pour commercialiser ses services et produits. Les clients, les risques commerciaux et les opportunités de croissance sont globalement les mêmes pour tous les services. Les centres de production, les services d'études et d'ingénierie, les centres de recherche et les personnels sont partagés. Vis-à-vis de la concurrence, l'innovation technologique, la qualité du service et le prix constituent les principaux atouts de Schlumberger. Pour chaque service proposé, la compétition varie selon les secteurs géographiques. Bien que ses concurrents soient nombreux et de toutes tailles, Schlumberger se positionne en leader des services de logging par câble, d'essais des puits, de mesures et de logging en cours de forage et de forage dirigé, ainsi que de logiciels de géosciences et de traitement entièrement informatisé des données de logging. Une part importante de l'offre de Schlumberger n'est pas liée aux appareils de forage ; le chiffre d'affaires n'est donc pas nécessairement corrélé avec les variations du nombre d'appareils en activité.

Schlumberger détient une participation de 40 % dans M-I SWACO, coentreprise créée avec Smith International, Inc. qui propose des fluides de forage et de complétion permettant de stabiliser les couches géologiques souterraines pendant l'opération de forage, et de réduire au minimum les dommages causés à la formation durant les opérations de complétion et de reconditionnement.

WesternGeco, la société de sismique de surface la plus technologiquement avancée du monde, fournit une gamme complète de services d'imagerie, de surveillance et de développement des réservoirs ; la société dispose des équipes de sismique et des centres de traitement de données les plus importants de l'industrie, ainsi que d'une banque de données sismiques multiclients de pointe. Les services qu'elle assure vont des campagnes sismiques tridimensionnelles (3D) et des campagnes sismiques tridimensionnelles répétées dans le temps (4D) aux campagnes multicomposantes pour la délimitation des gisements potentiels et la gestion des réservoirs. WesternGeco bénéficie de l'intégralité de l'organisation de recherche et développement et d'expertise technologique de Schlumberger et ce secteur partage avec Services pétroliers Schlumberger les risques commerciaux, les opportunités de croissance, ainsi que l'essentiel des stratégies en matière de concurrence et des moyens de commercialisation. Parmi les solutions de sismique figure la technologie exclusive Q* pour la description, la caractérisation et la surveillance des réservoirs pendant toute la durée de vie du gisement, de l'exploration à la récupération assistée. Les autres solutions proposées par WesternGeco comprennent notamment les campagnes de sondages électromagnétiques et magnétotelluriques à source contrôlée, et l'intégration de leurs résultats aux données sismiques.

Pour répondre au large éventail des besoins des clients dans le domaine des services à terre, en mer et dans les zones de transition en eau peu profonde, WesternGeco propose une large gamme de technologies et de services :

- Sismique terrestre fournit une gamme complète de moyens d'acquisition des données de sismique à terre et dans les zones de transition en eau peu profonde.
- Sismique marine propose des systèmes d'acquisition et de traitement des données sismiques marines standard, ainsi qu'un système de sismique marine par capteur unique entièrement étalonné sans équivalent dans l'industrie, qui offre la technologie indispensable à la gestion des réservoirs de nouvelle génération.
- Services multiclients fournit des données sismiques de haute qualité issues de la banque de données sismiques multiclients, dont les données obtenues par la technologie Q, numéro un du secteur.
- Services pour les réservoirs propose les équipes, les outils et les technologies permettant aux clients de bénéficier d'une approche entièrement intégrée pour localiser, définir et surveiller les réservoirs.
- Traitement des données offre des centres de traitement à grande échelle des données sismiques pour les projets complexes.
- Données électromagnétiques offre des services d'acquisition et de traitement des données électromagnétiques et magnétotelluriques à source contrôlée.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Centres de recherche

Les travaux de recherche à l'appui des activités d'études et de développement de Schlumberger sont menés principalement à Cambridge (Massachusetts) aux États-Unis, à Cambridge au Royaume-Uni, à Stavanger en Norvège, à Moscou en Russie ; et à Dhahran en Arabie Saoudite.

Brevets

Si Schlumberger cherche à acquérir et détient de nombreux brevets portant sur divers produits et processus, on considère cependant qu'aucun brevet ou groupe de brevets n'a d'impact significatif sur les activités de Schlumberger.

Saisonnalité

Même si des phénomènes naturels ou météorologiques peuvent affecter temporairement la fourniture de services pétroliers, la très large implantation géographique de ces services ne permet pas de qualifier globalement ces activités de saisonnières.

Clients et commandes

Aucun client ne représente à lui seul plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé. De par la nature de ses activités, Services pétroliers n'affiche aucun arriéré de commandes significatif. Les arriérés de commandes de WesternGeco, basées sur des contrats signés avec ses clients, s'élevaient à 1,0 milliard de dollars au 31 décembre 2009 (1,8 milliard de dollars au 31 décembre 2008).

Collaborateurs

Au 31 décembre 2009, Schlumberger comptait environ 77 000 collaborateurs.

Informations disponibles

Le site Internet de Schlumberger est accessible à l'adresse suivante : www.slb.com. Schlumberger utilise la page « Investor Relations » à l'adresse www.slb.com/ir, comme canal de diffusion régulier d'informations importantes, notamment de communiqués de presse, de présentations d'analystes, et d'informations financières. Via la page « Investor Relations » consultable à l'adresse www.slb.com/ir, Schlumberger assure un accès gratuit à ses rapports annuels sous la forme du rapport 10 K, à ses rapports trimestriels sous la forme du rapport 10 Q, à ses rapports périodiques sous la forme du rapport 8-K, à ses circulaires d'information (proxy statements) et aux Formulaires 3, 4 et 5 déposés au nom des administrateurs et dirigeants, ainsi qu'aux modifications apportées à ces rapports, dès que cela est matériellement et raisonnablement possible, après que ces documents ont été déposés à la Securities and Exchange Commission (SEC). Il est également possible de consulter ces rapports sur le site Internet de la SEC à l'adresse www.sec.gov.

Les documents Schlumberger relatifs à la gouvernance d'entreprise, notamment les Board Committee Charters (Chartes des Comités du Conseil d'administration), les Corporate Governance Guidelines (Principes directeurs pour la gouvernance d'entreprise) et le Code of Ethics (Code d'éthique), sont aussi consultables en anglais à l'adresse www.slb.com/ir. De temps à autre, la documentation relative à la gouvernance d'entreprise peut être mise à jour pour satisfaire aux règles émises par la SEC et par la Bourse de New York ou, le cas échéant, pour améliorer l'efficacité de la gouvernance de Schlumberger.

Tout actionnaire souhaitant recevoir gratuitement un exemplaire de tous les documents déposés par Schlumberger auprès de la SEC doit adresser une demande écrite au secrétaire du Conseil d'administration de Schlumberger Limited, 5599 San Felipe, 17th Floor, Houston, Texas 77056, USA.

Schlumberger a déposé les certifications requises aux termes de la section 302 du Sarbanes-Oxley Act de 2002 sous la forme des pièces 31.1 et 31.2 jointes à la version américaine du rapport 10-K.

Les informations figurant sur notre site Internet ou tout autre site Internet ne sont pas incorporées par référence dans le présent rapport annuel et ne doivent pas être considérées comme faisant partie de ce rapport annuel ou de tout autre document déposé auprès de la SEC par Schlumberger.

Facteurs de risque

Les commentaires qui suivent contiennent des « déclarations prospectives » qui sont commentées juste après la section intitulée « Informations quantitatives et qualitatives sur le risque de marché » du présent rapport annuel. Ces facteurs de risque peuvent être importants pour la compréhension de toute déclaration figurant dans ce rapport ou ailleurs. Les informations qui suivent doivent être lues en liaison avec la section intitulée « Commentaires et analyse de la situation financière et des résultats opérationnels », ainsi qu'avec les états financiers consolidés et les notes y afférentes figurant dans ce rapport.

Nous vous invitons instamment à prendre en considération les risques détaillés ci-dessous, ainsi que dans les autres rapports et documents que nous déposons auprès de la SEC, et dans les autres informations incorporées par référence dans le rapport 10-K. La survenue d'un des risques détaillés ci-dessous ou dans ce rapport annuel pourrait avoir un impact significatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats opérationnels, nos flux de trésorerie ou les perspectives de la Société. Dans ce cas, le cours de notre action ordinaire pourrait baisser et vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement. D'autres risques et incertitudes non connus à ce jour ou que nous jugeons à ce jour sans importance peuvent également avoir un impact défavorable sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie.

La demande de la majorité de nos services est tributaire des niveaux de dépenses du secteur pétrolier et gazier. Si la conjoncture économique mondiale actuelle devait persister ou se détériorer, les acquisitions d'investissement de nos clients pourraient reculer en 2010 et au-delà, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie.

L'actuel ralentissement économique mondial a réduit la demande mondiale de pétrole et de gaz naturel, ce qui a provoqué une chute significative des prix du brut et du gaz naturel par rapport aux niveaux records atteints en juillet 2008. Il est difficile de prévoir combien de temps va durer cette récession économique mondiale, ou dans quelle mesure elle va continuer à avoir un impact sur la Société. La baisse importante des prix du pétrole et du gaz naturel a réduit l'activité d'un grand nombre de nos clients ainsi que les dépenses qu'ils ont consacrées à nos services et produits en 2009 ; cette réduction des activités et des dépenses de nos clients pourrait persister tout au long de 2010 et au-delà. La demande de la plupart de nos services est essentiellement fonction du niveau des dépenses consacrées par l'industrie pétrolière et gazière à l'exploration, au développement et à la production des réserves de pétrole et de gaz naturel. Les niveaux de ces dépenses sont sensibles à la façon dont l'industrie envisage la croissance économique future et à l'impact corollaire sur la demande de pétrole et de gaz. La détérioration mondiale des marchés financiers et de crédit, qui a commencé au second semestre de 2008, s'est traduite par une réduction de la demande pétrolière et gazière et par une baisse significative des prix du pétrole et du gaz naturel. Cette situation a conduit nombre de nos clients à réduire ou retarder leurs dépenses d'exploration et de production pétrolière et gazière en 2009, ce qui s'est traduit par une baisse de la demande de nos services et par une pression à la baisse sur les prix de notre offre de services et de produits. Si la récession économique devait se prolonger ou si la croissance économique devait être faible ou nulle, il en résulterait de nouvelles réductions des dépenses d'exploration et de production de nos clients, ce qui provoquerait un recul supplémentaire de la demande et des prix de nos services et de nos produits. Cela pourrait avoir un impact négatif sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie.

La diminution des flux de trésorerie chez nos clients, qui a pour origine la baisse des prix des matières premières, la réduction de l'offre de crédit et l'augmentation du coût des emprunts, pourrait avoir un impact défavorable significatif sur la situation financière de certains d'entre eux. Il pourrait en résulter des modifications, des retards ou des annulations de projets, des perturbations dans l'ensemble des activités, des retards ou des défauts de paiement de montants qui nous sont dus, autant d'incidences qui pourraient avoir un impact défavorable significatif sur nos résultats et notre trésorerie.

Les prix du pétrole et du gaz naturel sont soumis à un certain nombre de facteurs, parmi lesquels :

- la demande d'hydrocarbures, fonction de l'accroissement de la population mondiale, des taux de croissance économique, et des conditions économiques et commerciales ;
- la capacité des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à fixer et à stabiliser les niveaux de production du pétrole ;
- la production de pétrole et de gaz par les pays non membres de l'OPEP ;
- le niveau des surcapacités de production ;
- les incertitudes politiques et économiques et les désordres sociopolitiques ;

- le niveau de l'activité mondiale d'exploration et de production pétrolière et gazière ;
- le coût de l'exploration, de la production et de la fourniture de pétrole et de gaz ;
- les progrès technologiques ayant une incidence sur la consommation d'énergie ;
- les conditions météorologiques.

Une part importante de notre chiffre d'affaires étant générée par nos activités en dehors des États-Unis, nous sommes exposés aux risques inhérents à chacun des quelque 80 pays dans lesquels nous exerçons nos activités.

Nos activités en dehors des États-Unis ont représenté environ 84 % de notre chiffre d'affaires consolidé en 2009, 78 % en 2008 et 76 % en 2007. Ces activités sont soumises à différents risques, parmi lesquels :

- l'instabilité politique et économique dans certaines régions ;
- le risque d'expropriation ou d'autres interventions des pouvoirs publics ;
- les troubles sociaux, les actes de terrorisme, les guerres ou autres conflits armés ;
- les régimes d'imposition confiscatoires et autres politiques fiscales défavorables ;
- la révocation de droits contractuels ;
- les restrictions commerciales ou les mesures d'embargo imposées par les États-Unis ou par des pays tiers ;
- les restrictions liées au Foreign Corrupt Practices Act (loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger) ou à des législations similaires dans d'autres pays ;
- les restrictions apportées au rapatriement de bénéfices ou de capitaux ;
- les contrôles des changes ;
- l'inflation ;
- les fluctuations des taux de change et les dévaluations.

En outre, nous sommes soumis aux risques associés à nos activités dans des pays comme l'Iran, la Syrie, le Soudan et Cuba qui font l'objet de sanctions économiques et commerciales imposées par les États-Unis, par d'autres États ou par des organisations internationales. Les autorités américaines ont lancé une investigation judiciaire et conduisent une enquête administrative y afférent relatives à nos activités dans certains de ces pays.

Si l'un des risques précités se concrétisait, ou si une enquête gouvernementale débouchait sur des sanctions pénales ou civiles ou autres mesures correctives, il pourrait en résulter une baisse de nos résultats et de notre trésorerie disponible.

Nous sommes aussi soumis à des risques liés aux investissements dans nos actions ordinaires, du fait de la législation de certains États américains limitant les investissements ou les cessions qui s'applique aux sociétés exerçant leurs activités dans ces pays ou du fait de limites que s'imposeraient des investisseurs privés, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur le cours de notre action ordinaire.

Les coûts et les passifs environnementaux pourraient réduire nos résultats et notre trésorerie disponible.

Nous sommes assujettis à des lois et réglementations de plus en plus strictes régissant l'importation et l'utilisation de matières dangereuses, de matières radioactives et d'explosifs, ainsi que la protection de l'environnement, notamment les lois et règlements régissant les émissions atmosphériques, les rejets dans le milieu aquatique et la gestion des déchets. Nous encourons et nous continuerons à encourir des coûts d'investissement et d'exploitation pour satisfaire aux lois et réglementations sur l'environnement. Les exigences techniques impliquées par ces lois et réglementations sont de plus en plus complexes, contraignantes et coûteuses à mettre en œuvre. Ces lois peuvent prévoir une « responsabilité stricte » au titre des dommages causés aux ressources naturelles ou des menaces pour la santé et la sécurité publiques. La responsabilité stricte peut rendre une partie responsable de dommages sans qu'elle n'ait commis de négligence ou de faute. Certaines législations environnementales prévoient une responsabilité partagée et plusieurs autres une responsabilité stricte pour les mesures à prendre en cas de déversements ou de rejets de substances dangereuses.

Nous utilisons et produisons des substances et des déchets dangereux dans l'exercice de nos activités. En outre, bon nombre des biens que nous possédons ou avons possédés sont ou ont été utilisés à des fins industrielles. Dès lors, notre responsabilité pourrait être engagée de façon importante au titre d'investigations liées à des terrains contaminés et de leur réhabilitation, et nous pourrions faire l'objet de poursuites pour dommages corporels ou dégradation de biens provoqués par l'exposition à des substances dangereuses ou par le rejet de substances dangereuses. En outre, une application plus stricte des lois et réglementations existantes, l'adoption de nouvelles lois et réglementations, la découverte de contaminations jusque là ignorées, ou encore l'instauration d'obligations nouvelles ou plus contraignantes pourraient

générer des coûts ou accroître les passifs, ce qui pourrait grever nos bénéfices et notre trésorerie opérationnelle. À l'heure actuelle, nous estimons être en conformité avec les lois et les réglementations environnementales.

Nous pourrions être confrontés à des actions en responsabilité civile importante qui pourraient avoir un impact négatif sur notre situation financière, sur nos résultats opérationnels et sur notre trésorerie.

Certains équipements utilisés pour la fourniture de services pétroliers, tels que les équipements de forage dirigé, les systèmes de perforation, l'équipement de complétion sous-marine, les matières radioactives et les explosifs ainsi que les systèmes de complétion des puits, sont mis en œuvre dans des environnements hostiles comme le sont ceux de l'exploration, du développement et de la production. Un accident ou la défaillance d'un produit pourrait entraîner des dommages corporels, des accidents mortels, endommager des biens fonciers, des équipements ou l'environnement, et provoquer la suspension des activités. Notre assurance pourrait ne pas nous couvrir de manière appropriée en cas de responsabilité dans certains types d'événements, notamment des événements entraînant une pollution, ou contre des pertes provoquées par une interruption d'activité. De surcroît, à l'avenir, il n'est pas certain que nous puissions maintenir le niveau de couverture de risques et les limites de garanties que nous estimons appropriés. La prise en charge par nos polices d'assurance d'actions en justice pourrait entraîner une hausse de nos primes. Tout dommage futur causé par nos produits qui ne serait pas couvert par les assurances, ou qui sortirait des limites de garanties fixées par nos polices, ou qui ferait l'objet de franchises importantes, serait susceptible d'affecter négativement notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie.

Si nous n'étions pas en mesure de conserver la supériorité technologique de nos services et de nos produits, nos atouts concurrentiels pourraient en être affectés.

Si nous n'étions pas en mesure de développer et de produire des technologies compétitives, ou de les fournir à nos clients sous forme de services et de produits à des coûts compétitifs et en temps utile dans les différents marchés que nous desservons, notre situation financière, nos résultats et nos flux de trésorerie pourraient en être affectés.

Des restrictions de notre capacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle, notamment nos secrets des affaires, pourraient être à l'origine d'un manque à gagner et affecter nos atouts concurrentiels.

Certains de nos produits ou de nos services, ainsi que les processus que nous mettons en œuvre pour les produire ou les fournir, sont protégés par des brevets, ou sont en attente de brevets, ou constituent des secrets d'affaires. Nos activités pourraient être affectées si nous ne pouvons pas faire respecter nos brevets, ou si les droits couverts par nos brevets ne suffisent pas pour protéger nos technologies, ou si nos demandes de brevets sont rejetées, ou si nos secrets des affaires ne sont pas protégés correctement. Nos concurrents risquent d'être à même de développer de façon indépendante des technologies similaires aux nôtres sans enfreindre nos brevets ou sans avoir accès à nos secrets des affaires.

Nous pourrions être en litige avec un tiers qui prétendrait que nous avons porté atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

Les outils, les techniques, les méthodologies, les programmes et les composants que nous mettons en œuvre pour fournir nos services pourraient porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle de tiers. Les actions pour violation des droits entraînent généralement des frais importants, notamment juridiques, et peuvent détourner la direction de la gestion de nos activités de base. Le paiement de redevances pour des licences octroyées par des tiers pourrait, le cas échéant, augmenter nos charges. L'absence de licence pourrait nous empêcher de continuer à fournir un service ou un produit et, par conséquent, avoir un impact défavorable sur notre situation financière, nos résultats et nos flux de trésorerie. En outre, la mise au point de technologies ne portant pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle augmenterait nos charges.

L'impossibilité de recruter et de fidéliser du personnel technique qualifié pourrait freiner nos activités.

Nous avons besoin de personnel hautement qualifié pour assurer les services techniques et l'assistance opérationnelle nécessaires à nos activités. La concurrence en matière de recrutement s'intensifie avec l'accroissement de l'activité. En période de forte demande, il peut devenir plus difficile de recruter et de fidéliser des collaborateurs qualifiés. Cette situation pourrait augmenter nos charges ou avoir d'autres effets négatifs sur nos activités.

De mauvaises conditions météorologiques pourraient affecter nos activités.

De mauvaises conditions météorologiques dans les zones où nous opérons pourraient affecter de façon significative nos activités. Elles pourraient nécessiter l'évacuation du personnel et l'interruption des services. De surcroît, si des intempéries graves affectent des plateformes ou des structures, il pourrait en résulter une suspension des activités jusqu'à ce que les plateformes ou les structures soient réparées. Tous ces aléas pourraient avoir un impact défavorable sur notre situation financière, nos résultats et nos flux de trésorerie.

Résultats financiers

Commentaires et analyse de la situation financière et des résultats opérationnels

Les commentaires et l'analyse qui suivent contiennent des déclarations prospectives qui se rapportent, sans caractère limitatif, à nos plans, stratégies, objectifs, prévisions, intentions et ressources. Ces déclarations prospectives doivent être lues en liaison avec les informations figurant à la section Facteurs de risque de ce rapport annuel.

Synthèse

Tout au long de 2009, le prix du baril est progressivement remonté, passant de moins de 40 dollars en début d'année à plus de 70 dollars en décembre. La forte baisse de la demande pétrolière provoquée par la récession économique mondiale est venue s'ajouter à des capacités de production en augmentation en dépit de retards importants dans la réalisation de nouveaux projets de développement, ce qui a entraîné la constitution des capacités excédentaires les plus élevées que nous ayons connues depuis près de vingt ans. Toutefois, la décision de réduire sa production prise par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à la fin de l'année 2008 et le respect des quotas de production par la majorité des pays de l'OPEP, conjugués à une amélioration des perspectives économiques, ont contribué à une remontée des cours qui se sont stabilisés aux niveaux actuels. Au cours de l'année 2009, les prévisions des principales organisations du secteur de l'énergie concernant la demande ont évolué avec les prévisions économiques : après avoir atteint un niveau très faible avoisinant les 83 millions de barils par jour en mai, la demande devait connaître une augmentation progressive de 1,5 million de barils par jour vers la fin de l'année. Le résultat final de 84,4 millions de barils par jour a marqué la deuxième baisse consécutive, en glissement annuel, de la demande pétrolière pour la première fois en 25 ans. Pour 2010, les prévisions économiques relatives à la croissance du PIB réel mondial convergent vers une estimation médiane de 3 %, mais elles s'accompagnent d'un niveau élevé d'incertitude. Un écart considérable existe entre le taux de croissance du PIB des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et celui des pays hors zone OCDE, notamment la Chine et les autres économies en développement d'Asie. Globalement, la demande des pays de l'OCDE sera restée à son plus bas niveau pendant plus d'une décennie, mais cette faiblesse sera compensée par la croissance en Chine, en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient. Du point de vue de l'offre, les incertitudes qui pèsent sur la demande et sur les prix pétroliers ont conduit les clients de l'exploration-production à diminuer leurs investissements en 2009, en particulier dans les projets dont les coûts de production sont très élevés, mais les prévisions publiées en fin d'année indiquaient une remontée probable des investissements en 2010.

En 2009, les marchés du gaz naturel se sont comportés différemment des marchés pétroliers. La chute de la demande de gaz provoquée par la baisse de l'activité industrielle, la hausse de la production de ressources gazières non conventionnelles en Amérique du Nord, et la mise en service de plusieurs grandes installations d'exportation de GNL (gaz naturel liquéfié) dans le monde sont trois facteurs qui se sont conjugués pour créer une situation d'offre excédentaire et faire pression sur les prix spot du gaz. Le ratio entre le prix du pétrole et celui du gaz Henry Hub, rapporté au million de Btu, a connu sa plus forte hausse des quatre dernières décennies, menaçant les formules d'indexation des contrats d'approvisionnement à long terme. Aux États-Unis, premier marché mondial du gaz naturel, malgré un certain degré de substitution entre sources d'énergie avec le remplacement du charbon par le gaz pour la production d'électricité et en dépit d'une réduction des importations de gaz canadien, le niveau des stocks de gaz naturel se maintient nettement au-dessus de la moyenne quinquennale depuis avril 2009. De ce fait, les prix du gaz naturel à la tête de puits ont atteint leur plus bas niveau depuis 2002. Il en a résulté une réduction prolongée des activités de forage et de services gazières, qui est la plus importante depuis la période 2001-2002. Toutefois, les succès technologiques associés à l'exploitation de réservoirs de gaz non conventionnels aux États-Unis suscitent un intérêt grandissant pour des formations de ce type en dehors de l'Amérique du Nord, notamment en Europe, ce qui pourrait entraîner une expansion de l'activité lorsque les prix du gaz naturel rebondiront.

Dans ces conditions de marché, le chiffre d'affaires 2009 de Services pétroliers Schlumberger a baissé de 16 % par rapport à 2008, pour s'établir à 20,52 milliards de dollars. En Amérique du Nord, la baisse des prix du gaz naturel et les fondamentaux défavorables du marché ont provoqué un recul de 37 % du chiffre d'affaires, surtout dans le GeoMarket* à terre aux États-Unis et dans le GeoMarket Canada. En Europe/CEI/Afrique, le chiffre d'affaires accuse un repli de 13 % dû principalement à un affaiblissement de plusieurs devises locales face au dollar et à une réduction de l'activité dans les GeoMarkets Russie, Mer du Nord, Afrique de l'Ouest et du Sud, et Caspienne, ainsi que chez Framo Engineering. Toutefois, ce recul a été compensé en partie par une activité accrue dans le GeoMarket Afrique du Nord. Dans la région Moyen-Orient

et Asie, le chiffre d'affaires est en recul de 9 % du fait surtout de baisses d'activité dans les GeoMarkets Asie de l'Est, Méditerranée orientale, Arabie, et Australie/Papouasie-Nouvelle-Guinée. En Amérique latine, le chiffre d'affaires n'est que légèrement inférieur à celui de 2008 car l'intensification de l'activité dans les GeoMarkets Mexique/Amérique centrale et Brésil a presque compensé l'affaiblissement des devises locales face au dollar et le recul marqué de l'activité dans les GeoMarkets Venezuela/Trinité-et-Tobago et Pérou/Colombie/Équateur. L'affaiblissement des devises locales par rapport au dollar a réduit d'environ 4 % le chiffre d'affaires de 2009. Dans l'ensemble des secteurs géographiques, toutes les Technologies accusent un recul de leur chiffre d'affaires, à l'exception de Services d'essais. IPM a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires par rapport à 2008.

Si les clients ont consacré en 2009 moins de dépenses aux nouvelles technologies qu'en 2008, plusieurs services Schlumberger récemment introduits ont toutefois encore progressé sur leur marché. PowerDrive*, famille de systèmes de forage rotatif orientable, a élargi sa couverture commerciale avec son introduction sur de nouveaux marchés en Amérique du Nord et en Amérique latine. Scanner Family*, services avancés d'évaluation des formations, a rencontré le succès auprès des clients au Mexique et au Canada. ACTive*, gamme de services de coiled tubing en temps réel, qui améliore l'efficacité opérationnelle et la productivité des puits par la mise en œuvre innovante de la fibre optique pour transmettre en surface les informations recueillies au fond du puits, a permis à Services pour les puits d'entrer dans les marchés d'Arabie Saoudite, d'Abu Dhabi, et de Malaisie.

Les investissements dans les infrastructures de Services pétroliers se sont poursuivis tout au long de l'année. Entre autres événements saillants, citons l'ouverture d'un nouveau centre de production d'équipements de complétion à Dammam, en Arabie Saoudite. Ce centre, qui représente un investissement de 25 millions de dollars, réunit une équipe d'ingénieurs d'étude et de fabrication spécialisés dans la production des équipements de fond de complétion des puits. Il offre aussi un environnement propice à la collaboration entre les équipes des compagnies pétrolières et celles de Schlumberger pour élaborer et produire des solutions de complétion applicables en Arabie Saoudite et au Moyen-Orient. Au Brésil, nous avons annoncé la signature d'un accord de coopération avec l'Universidade Federal do Rio de Janeiro en vue de construire un grand centre de recherche international sur le campus universitaire. Ce nouveau centre sera spécialisé dans les activités de recherche et développement sur les environnements infrasalifères en eau profonde et, plus particulièrement, dans la mise au point de nouveaux logiciels de géosciences pour le secteur de l'exploration-production, ainsi que dans les nouvelles technologies permettant de relever le défi des réservoirs dans les environnements infrasalifères ; il accueillera aussi un pôle d'excellence en matière de traitement et d'interprétation des données géophysiques couvrant les mesures sismiques répétées dans le temps et les résultats des campagnes sismiques et électromagnétiques.

Un certain nombre d'accords et d'acquisitions technologiques ont aussi été menés à bien en vue de renforcer le développement des produits ou d'étendre notre couverture géographique. En mai, Schlumberger a acquis Techsia SA, fournisseur de logiciels de pétrophysique établi à Montpellier (France). Techsia va devenir pour Schlumberger le pôle d'excellence des logiciels d'interprétation de pétrophysique, spécialisé dans la mise au point de solutions de pointe pour l'industrie de l'exploration-production gazière et pétrolière. En septembre, Schlumberger et National Oilwell Varco ont annoncé la création d'une coentreprise en vue de fournir des systèmes de télémétrie à grande vitesse montés sur le train de tiges, qui amélioreront l'efficacité et la sécurité des opérations pétrolières et gazières. Cette coentreprise devrait accélérer le développement et la mise sur le marché de solutions de forage intelligentes dans le cadre d'une utilisation élargie du réseau à large bande IntelliServ®, technologie brevetée qui fournit des données à haute résolution en temps réel à destination et en provenance du fond des puits de pétrole et de gaz au fur et à mesure de leur forage. En novembre, Schlumberger a acquis Lonkar Services, fournisseur de services de logging par câble en puits tubés et de services d'essais des puits en surface, présent dans l'ouest du Canada et le nord des États-Unis. En novembre, Schlumberger a aussi conclu un accord global de coopération avec Technip pour développer conjointement des solutions permettant d'assurer l'intégrité et la surveillance sous-marines des conduites flexibles utilisées pour la production pétrolière et gazière en eau profonde. Cet accord portera en priorité dans un premier temps sur les systèmes de surveillance pour les applications nouvelles et complexes mettant en œuvre une conduite flexible, comme dans les environnements infrasalifères en eau profonde du Brésil.

Le chiffre d'affaires 2009 de WesternGeco, qui ressort à 2,12 milliards de dollars, est en recul de 25 % par rapport à 2008. Toutes les lignes de produits ont été affectées, les plus fortes baisses étant enregistrées pour les activités de Sismique marine et de Services multiclients. Le chiffre d'affaires de Sismique marine a diminué en raison d'une baisse de l'activité et d'une réduction des tarifs liée au fléchissement du marché, et celui des Services multiclients a reculé principalement en Amérique du Nord sous l'effet d'une restriction persistante des dépenses non essentielles de nos clients. Le chiffre d'affaires de Sismique terrestre a baissé du fait d'une moindre utilisation des équipes et celui de Traitement des données par suite d'un repli de l'activité, principalement en Europe et en Afrique ainsi qu'en Amérique du Nord.

Vers la fin de l'année, WesternGeco a annoncé le déploiement de la prochaine génération de UniQ*, système intégré d'acquisition et de traitement de sismique terrestre à récepteurs ponctuels, au Koweït pour la Kuwait Oil Company. Conçu pour apporter une meilleure efficacité opérationnelle et une souplesse accrue, ce nouveau système, qui offre jusqu'à quatre fois la capacité des systèmes Q-Land* existants, a permis d'acquérir les données recueillies par 53 000 canaux à récepteurs ponctuels actifs, en association avec le Desert Explorer DX-80* de WesternGeco, équipé de MD Sweep*, technologie introduite l'année dernière.

Les perspectives pour 2010 dépendent largement de l'évolution générale de l'économie. À la fin du troisième trimestre de 2009, nous indiquions être encouragés par des signes annonciateurs d'une amorce de hausse de la demande de pétrole et de gaz. Le consensus table désormais sur une augmentation de la demande de pétrole en 2010, notamment dans les pays émergents, et ce, pour la première fois depuis 2007.

En conséquence, nous pensons que les cours pétroliers se maintiendront très probablement à leurs niveaux actuels et que les budgets d'exploration et de production augmenteront avec le rétablissement de la confiance chez nos clients. Nous estimons qu'il existe des pressions considérables en faveur d'une augmentation des investissements dans le marché des activités en mer en Russie, ainsi que dans certains projets émergents, notamment en Irak, mais que la concrétisation de ces opportunités dépendra de la poursuite de la croissance économique au second semestre de l'année, à l'issue des plans de relance actuellement mis en œuvre par les pouvoirs publics.

Concernant le gaz naturel, nous restons nettement plus prudents. Malgré les signes d'une reprise modeste de la demande du secteur industriel et la rigueur des températures hivernales, nous considérons que les marchés souffrent globalement de surcapacité. L'augmentation des flux de GNL – avec un nouvel accroissement des capacités en 2010 – ainsi que les incertitudes générales entourant les taux de déclin en production du gaz non conventionnel peuvent potentiellement limiter la hausse actuelle du nombre d'appareils de forage gazier en Amérique du Nord.

Nous anticipons que 2010 sera une année plus favorable pour les ventes de données sismiques multiclients et pour la sismique terrestre, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'activité de sismique marine devrait être relativement soutenue, mais la hausse des prix sera limitée du fait de l'accroissement constant des capacités.

À long terme, nous sommes convaincus qu'une augmentation considérable des dépenses sera nécessaire au maintien des réserves et de la production d'hydrocarbures à un niveau suffisant pour répondre aux besoins mondiaux. Grâce à notre portefeuille de technologies et à notre infrastructure mondiale, nous sommes très bien placés pour saisir toutes les opportunités de croissance qui se présenteront lorsque les investissements de nos clients repartiront à la hausse.

Les commentaires et l'analyse des résultats financiers qui suivent doivent être lus conjointement avec les *États financiers consolidés*.

(en millions de dollars)

	Total 2009	Total 2008	Variation %
SERVICES PÉTROLIERS			
Chiffre d'affaires	\$ 20 518	\$ 24 282	(16) %
Résultat opérationnel avant impôts	\$ 4 326	\$ 6 505	(33) %
WESTERNGECO			
Chiffre d'affaires	\$ 2 122	\$ 2 838	(25) %
Résultat opérationnel avant impôts	\$ 326	\$ 836	(61) %
	Quatrième trim. 2009	Troisième trim. 2009	Variation %
SERVICES PÉTROLIERS			
Chiffre d'affaires	\$ 5 170	\$ 4 953	4 %
Résultat opérationnel avant impôts	\$ 1 006	\$ 1 042	(3) %
WESTERNGECO			
Chiffre d'affaires	\$ 549	\$ 463	19 %
Résultat opérationnel avant impôts	\$ 115	\$ 61	89 %

Le résultat opérationnel avant impôts représente le résultat avant impôts et la part d'intérêts ne conférant pas le contrôle. Il n'inclut pas des éléments tels que les charges du siège social, et les produits et charges d'intérêt non affectés à un secteur, ainsi que les charges détaillées à la Note 3 des *États financiers consolidés*, telles que les intérêts sur les avantages postérieurs à l'emploi et les coûts liés aux paiements fondés sur des actions.

Résultats 2009

Services pétroliers

Le chiffre d'affaires de 20,52 milliards de dollars a baissé de 16 % par rapport à 2008. En Amérique du Nord, la baisse des prix du gaz naturel et les fondamentaux défavorables du marché ont provoqué un recul de 37 % du chiffre d'affaires, surtout dans le GeoMarket* à terre aux États-Unis et dans le GeoMarket Canada. En Europe/CEI/Afrique, le chiffre d'affaires accuse un repli de 13 % dû principalement à un affaiblissement de plusieurs devises locales face au dollar et à une réduction de l'activité dans les GeoMarkets Russie, Mer du Nord, Afrique de l'Ouest et du Sud, et Caspienne, ainsi que chez Framo. Toutefois, ce recul a été compensé en partie par une activité accrue dans le GeoMarket Afrique du Nord. Dans la région Moyen-Orient et Asie, le chiffre d'affaires est en repli de 9 % du fait surtout de baisses d'activité dans les GeoMarkets Asie de l'Est, Méditerranée orientale, Arabie, et Australie/Papouasie-Nouvelle-Guinée. En Amérique latine, le chiffre d'affaires n'est que légèrement inférieur à celui de 2008 car l'intensification de l'activité dans les GeoMarkets Mexique/Amérique centrale et Brésil a presque compensé l'affaiblissement des devises locales face au dollar et le recul marqué de l'activité dans les GeoMarkets Venezuela/Trinité-et-Tobago et Pérou/Colombie/Équateur. L'affaiblissement des devises locales par rapport au dollar a réduit d'environ 4 % le chiffre d'affaires de 2009. Dans l'ensemble des secteurs géographiques, toutes les Technologies accusent un recul de leur chiffre d'affaires à l'exception de Services d'essais. L'activité IPM a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires par rapport à 2008.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 5,7 points de pourcentage en 2009 pour s'établir à 21,1 %, du fait d'une réduction notable de l'activité et des pressions exercées sur les prix dans tous les secteurs géographiques, mais surtout en Amérique du Nord.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 3,71 milliards de dollars a diminué de 37 % par rapport à l'année dernière, des reculs étant observés dans l'ensemble du secteur géographique. Les plus fortes baisses ont été enregistrées dans le GeoMarket à terre aux États-Unis et dans le GeoMarket Canada, où les prix du gaz naturel ont provoqué un fort repli de l'activité avec, pour conséquence, des pressions sur la tarification. Dans le GeoMarket Canada, le chiffre d'affaires a aussi baissé en raison de l'affaiblissement du dollar canadien face au dollar américain. Dans le GeoMarket Côte américaine du golfe du Mexique, le chiffre d'affaires a été très affecté par le ralentissement de l'activité de forage du plateau continental et par de fortes pressions sur les prix.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 17,3 points de pourcentage pour s'établir à 5,8 %, sous l'effet d'un recul important de l'activité dans l'ensemble du secteur géographique, associé à une forte érosion des prix.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 4,22 milliards de dollars n'est que légèrement inférieur à celui de 2008. L'affaiblissement des devises locales par rapport au dollar a réduit d'environ 3 % le chiffre d'affaires de 2009. En outre, le chiffre d'affaires du GeoMarket Venezuela/Trinité-et-Tobago a reculé en raison de la forte réduction des dépenses des clients, et le chiffre d'affaires du GeoMarket Pérou/Colombie/Équateur a diminué par suite d'une réduction de la part des gains attribuables aux projets IPM. Ces baisses ont été compensées pour la plupart par une intensification de l'activité IPM dans le GeoMarket Mexique/Amérique centrale et par un accroissement des activités en mer au Brésil.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 245 points de base pour s'établir à 17,8 %, surtout du fait du fort ralentissement de l'activité dans le GeoMarket Venezuela/Trinité-et-Tobago et d'une réduction des gains dans le GeoMarket Pérou/Colombie/Équateur.

Europe/CEI/Afrique

Le chiffre d'affaires de 7,15 milliards de dollars accuse un repli de 13 % dû principalement à un affaiblissement de plusieurs devises face au dollar, qui a produit une diminution d'environ 7 % du chiffre d'affaires. De surcroît, le chiffre d'affaires a subi l'impact négatif d'une réduction des dépenses des clients, qui s'est traduite par une chute marquée de l'activité et par une érosion des prix dans les GeoMarkets Russie et Mer du Nord. Dans les GeoMarkets Afrique de l'Ouest et du Sud, et Caspienne, ainsi que chez Framo, le chiffre d'affaires a aussi subi l'impact négatif d'une baisse d'activité. Toutefois, ces reculs ont été compensés en partie par une hausse du chiffre d'affaires dans le GeoMarket Afrique du Nord, grâce à des ventes importantes de produits de Services d'essais.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 357 points de base pour s'établir à 23,9 %, sous l'effet conjugué d'une baisse générale de l'activité et de fortes pressions sur les prix dans l'ensemble du secteur géographique.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires de 5,23 milliards de dollars est en baisse de 9 % par rapport à 2008. Il accuse un recul dans la plus grande partie du Moyen-Orient, en particulier dans les GeoMarkets Méditerranée orientale et Arabie, du fait d'une réduction de la demande de technologies de Forage et mesures, de Logging et de Services d'essais. Le chiffre d'affaires est aussi en repli en Asie, principalement en raison d'une diminution de l'activité d'exploration en mer, qui a été particulièrement importante dans les GeoMarkets Asie de l'Est et Australie/Papouasie-Nouvelle-Guinée et qui s'est traduite par une baisse de la demande des technologies de Services d'essais et de Logging ainsi que des produits de Compléments.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 268 points de base pour s'établir à 32,4 %, principalement du fait d'une baisse d'activité générale et d'une répartition moins favorable du chiffre d'affaires dans ce secteur géographique.

WesternGeco

Le chiffre d'affaires de 2,12 milliards accuse une chute de 25 % par rapport à 2008. Il a diminué pour toutes les lignes de produits, les plus fortes baisses étant enregistrées pour les activités de Sismique marine et de Services multiclients. Le chiffre d'affaires de Sismique marine a diminué en raison d'une baisse d'activité et d'une réduction des tarifs liée au fléchissement du marché, et celui des Services multiclients a reculé principalement en Amérique du Nord, sous l'effet d'une restriction persistante des dépenses non essentielles de nos clients. Le chiffre d'affaires de Sismique terrestre a baissé du fait d'un moindre recours à ses équipes et celui de Traitement des données par suite d'un repli de l'activité, principalement en Europe et en Afrique ainsi qu'en Amérique du Nord.

La marge avant impôts a diminué de 14,1 points de pourcentage pour s'établir à 15,4 %, en raison surtout de la baisse de l'activité et des tarifs de Sismique marine ainsi que de la réduction des ventes de Services multiclients.

Les commandes atteignaient 1,0 milliard de dollars au 31 décembre 2009, contre 1,8 milliard de dollars au 31 décembre 2008.

Résultats 2008

(en millions de dollars)

	Total 2008	Total 2007	Variation %
SERVICES PÉTROLIERS			
Chiffre d'affaires	\$ 24 282	\$ 20 306	20 %
Résultat opérationnel avant impôts	\$ 6 505	\$ 5 959	9 %
WESTERNGECO			
Chiffre d'affaires	\$ 2 838	\$ 2 963	(4) %
Résultat opérationnel avant impôts	\$ 836	\$ 1 060	(21) %

Services pétroliers

Le chiffre d'affaires de 24,28 milliards de dollars en 2008 a augmenté de 20 % par rapport à 2007, grâce surtout à la progression de 28 % en Amérique latine, de 24 % en Europe/CEI/Afrique, de 18 % dans le secteur Moyen-Orient et Asie, et de 11 % en Amérique du Nord. Toutes les Technologies ont enregistré un taux de progression à deux chiffres, les meilleurs taux étant réalisés par Services pour les puits, Forage et mesures, et Logging.

Le résultat opérationnel avant impôts de 6,50 milliards en 2008 a progressé de 9 % par rapport à 2007. Toutefois, la marge opérationnelle avant impôts a reculé de 256 points de base pour s'établir à 26,8 %, principalement du fait d'une réduction des prix des services de stimulation des puits dans les GeoMarkets à terre aux États-Unis, de l'accroissement du volume de services à faibles marges réalisés par des tiers avec Schlumberger comme maître d'œuvre dans le GeoMarket Mexique/Amérique centrale, et de la hausse des coûts dans tous les secteurs géographiques.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 5,91 milliards de dollars a progressé de 11 % par rapport à 2007. Cette croissance a eu pour moteur, d'une part, le GeoMarket à terre aux États-Unis (Ouest) en raison surtout du développement de l'activité de schistes bitumineux à gaz qui a suscité une forte demande de technologies de Services pour les puits et de Forage et mesures, et, d'autre part, le GeoMarket à terre aux États-Unis (Centre) qui a enregistré une intensification des activités de forage ainsi que de fortes ventes de produits de Production assistée. Le chiffre d'affaires du GeoMarket Canada marque une hausse liée à la demande de technologies de Services pour les puits et de Forage et mesures, et le GeoMarket Côte américaine du golfe du Mexique a progressé du fait d'un développement des activités en eau profonde, qui s'est traduit par une forte demande de services de Forage et mesures et de Logging, ainsi que de produits de Compléments.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 557 points de base à 23,2 %, principalement en raison de la baisse des prix des services de stimulation des puits dans les GeoMarkets à terre aux États-Unis et d'une hausse des coûts dans l'ensemble du secteur géographique.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 4,23 milliards de dollars a augmenté de 28 % par rapport à 2007 grâce à une hausse à deux chiffres dans tous les GeoMarkets. Le GeoMarket Mexique/Amérique centrale a progressé sous l'effet d'une intensification importante de l'activité d'IPM. Le GeoMarket Pérou/Colombie/Équateur a aussi enregistré un développement de l'activité d'IPM ainsi qu'une forte demande de services de Logging, de produits de Production assistée et de logiciels SIS. La croissance du GeoMarket Brésil est liée à une augmentation des activités en eau profonde, qui s'est traduite par une plus forte demande de technologies d'Essais des puits, de Logging, et de Services pour les puits. Le GeoMarket Venezuela/Trinité-et-Tobago a enregistré une augmentation de la demande d'activités de Logging, Forage et mesures, et Services pour les puits.

La marge opérationnelle avant impôts de 20,3 % a diminué de 262 points de base par rapport à 2007, en raison d'un accroissement du volume de services à faibles marges réalisés par des tiers avec Schlumberger comme maître d'œuvre sur le GeoMarket Mexique/Amérique centrale et d'une hausse des coûts dans l'ensemble du secteur géographique.

Europe/CEI/Afrique

Le chiffre d'affaires de 8,18 milliards de dollars a augmenté de 24 % par rapport à la même période de l'année dernière. La croissance a été tirée par la Russie qui a connu une forte demande de technologies de Logging, Services pour les puits, et Forage et mesures. Les GeoMarkets Afrique de l'Ouest et du Sud, Mer du Nord, et Caspienne ont progressé sous l'impulsion des services liés à l'exploration, ainsi que de la forte demande de technologies de Services pour les puits. Le GeoMarket Europe continentale a enregistré une hausse découlant de la vigueur des activités liées au forage, et de la demande d'offres SIS. La consolidation de Framo a aussi contribué à cette hausse.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 112 points de base pour s'établir à 27,4 %, principalement du fait d'une réduction des prix dans le GeoMarket Libye et d'une répartition moins favorable du chiffre d'affaires dans le GeoMarket Nigeria et Golfe de Guinée ainsi qu'en Russie. La consolidation de Framo a aussi contribué à réduire la marge de l'ensemble du secteur géographique.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires de 5,72 milliards de dollars est en hausse de 18 % par rapport à 2007. Tous les GeoMarkets ont connu une progression, les plus fortes croissances provenant des GeoMarkets Arabie, Australie/Papouasie-Nouvelle-Guinée/Nouvelle-Zélande, Golfe et Méditerranée orientale. Parmi les Technologies, la croissance a été la plus forte pour Logging, Forage et mesures, Services pour les puits, et Essais des puits.

La marge opérationnelle avant impôts a globalement stagné à 35,0 %, l'impact positif de l'intensification du niveau global de l'activité étant neutralisée par la hausse des coûts.

WesternGeco

Le chiffre d'affaires de 2,84 milliards de dollars en 2008 a diminué de 4 % par rapport à 2007. Le chiffre d'affaires de Services multiclents a reculé principalement du fait d'une baisse importante des dépenses non essentielles des clients au quatrième trimestre de 2008, et celui de Sismique terrestre a diminué en raison d'un moindre recours à ses équipes. Ces baisses ont été compensées en partie par une hausse du chiffre d'affaires de Sismique marine, résultant d'une augmentation de la capacité des navires et d'une hausse des tarifs, et par une progression de Traitement des données, dont l'activité s'est intensifiée dans tous les secteurs géographiques.

La marge opérationnelle avant impôts de 29,5 % a diminué de 634 points de base en raison d'une baisse importante des ventes de Services multiclents, d'une réduction de l'activité de Sismique terrestre et d'une hausse des coûts qui a affecté les opérations de Sismique marine.

Au 31 décembre 2008, les commandes atteignaient 1,8 milliard de dollars, contre 1,2 milliard de dollars au 31 décembre 2007.

Intérêts et autres produits

Les intérêts et autres produits sont détaillés ci-après :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
Produits d'intérêt	\$ 61	\$ 119	\$ 162
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	209	293	244
Autres ¹	3	(10)	25
	<u>\$ 273</u>	<u>\$ 402</u>	<u>\$ 431</u>

1. Voir la Note 3 des *États financiers consolidés* pour de plus amples informations sur ces éléments.

Produits d'intérêt

En 2009, le retour sur investissement moyen a diminué à 1,4 %, alors qu'il s'élevait à 3,5 % en 2008. L'investissement moyen pondéré a augmenté, passant de 1,1 milliard de dollars en 2008 à 4,5 milliards de dollars en 2009.

En 2008, le retour sur investissement moyen a diminué à 3,5 %, alors qu'il s'élevait à 5,2 % en 2007. L'investissement moyen pondéré qui s'est élevé à 3,4 milliards de dollars en 2008, a augmenté de 286 millions de dollars comparativement à 2007.

Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence

La quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence représente pour l'essentiel la quote-part dans le résultat de M-I SWACO, la coentreprise de fluides de forage détenue à 40 % par Schlumberger et exploitée conjointement avec Smith International Inc. La quote-part de Schlumberger dans le résultat net de cette coentreprise s'élevait à 131 millions de dollars en 2009, 210 millions de dollars en 2008 et 178 millions de dollars en 2007. La baisse de la quote-part dans le résultat net observée en 2009 par rapport à 2008 est attribuable à un recul significatif des activités de MI-SWACO, principalement aux États-Unis et dans les régions d'Europe et d'Afrique, ainsi qu'à une pression sur les prix.

Charges d'intérêt

En 2009, les charges d'intérêt se sont élevées à 221 millions de dollars, en baisse de 26 millions de dollars comparativement à 2008 en raison d'une diminution des taux d'emprunt moyens pondérés, qui sont passés de 4,5 % à 3,9 %. L'endettement moyen pondéré, de 5,6 milliards de dollars en 2009, a augmenté de 148 millions de dollars comparativement à 2008.

En 2008, les charges d'intérêt se sont élevées à 247 millions de dollars, diminuant de 28 millions de dollars par rapport à 2007 en raison d'une baisse des taux d'emprunt moyens pondérés, qui sont passés de 5,0 % à 4,5 %. L'endettement moyen pondéré, de 5,5 milliards de dollars en 2008, n'a pas varié par rapport à 2007.

Autres

En 2009, la marge brute ressort à 23,4 %, contre 30,2 % en 2008 et 33,5 % en 2007.

Le recul de la marge brute observé en 2009 comparativement à 2008 est principalement imputable à une baisse d'activité, conjuguée à l'impact d'une baisse des prix importante dans l'ensemble des activités de Services pétroliers, plus particulièrement en Amérique du Nord et dans la région Europe/CEI/Afrique. La baisse du niveau et des prix des activités marines, et le recul des ventes de données multiclients chez WesternGeco ont également contribué à la diminution de la marge brute.

En 2008, le recul de la marge brute comparativement à 2007 s'explique principalement par les facteurs suivants : la baisse des prix des services de stimulation de puits dans les GeoMarkets à terre aux États-Unis, la proportion plus élevée de services à faible marge gérés par des tiers dans le GeoMarket Mexique/Amérique Centrale, le net repli des ventes de données multiclients chez WesternGeco et l'impact de la hausse des coûts dans tous les secteurs géographiques de Services pétroliers, ainsi que dans les activités marines de WesternGeco.

Les ratios des frais de marketing, d'études et de recherche et des frais généraux et administratifs rapportés au chiffre d'affaires sont détaillés ci-dessous :

	2009	2008	2007
Études et recherche	3,5 %	3,0 %	3,1 %
Marketing	0,4 %	0,4 %	0,4 %
Frais généraux et administratifs	2,4 %	2,2 %	2,2 %

Le tableau ci-dessous analyse les frais d'études et de recherche par secteur d'activité :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
Services pétroliers	\$ 679	\$ 686	\$ 595
WesternGeco	108	118	120
Autres	15	15	13
	<u>\$ 802</u>	<u>\$ 819</u>	<u>\$ 728</u>

Impôts sur le résultat

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 19,6 % en 2009, 20,9 % en 2008 et 21,9 % en 2007.

Le taux d'imposition effectif de Schlumberger est sensible à la répartition géographique des bénéfices. En règle générale, lorsque le pourcentage de bénéfices avant impôts réalisés en dehors de l'Amérique du Nord augmente, le taux d'imposition effectif de Schlumberger diminue. En revanche, une baisse du pourcentage de bénéfices avant impôts réalisés en dehors de l'Amérique du Nord se traduit généralement par une augmentation du taux d'imposition effectif de la Société.

La baisse du taux d'imposition effectif au cours des deux dernières années est principalement attribuable à la répartition géographique des bénéfices. Schlumberger a dégagé une proportion plus faible de ses bénéfices avant impôts en Amérique du Nord durant chacune de ces deux années. En outre, en dehors de l'Amérique du Nord, différents GeoMarkets bénéficiant de taux d'imposition moins élevés ont représenté une part plus importante des résultats avant impôts.

Charges et crédits

En 2009, 2008 et 2007, Schlumberger a comptabilisé des charges et des crédits importants. Ces charges et ces crédits, qui sont résumés ci-après, sont plus amplement analysés à la Note 3 des *États financiers consolidés*.

Les charges de 2009 sont résumées ci-dessous :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Net	Classification au compte de résultat
– Réduction des effectifs	\$ 102	\$ (17)	\$ –	\$ 85	<i>Coût des ventes et des services</i>
– Réduction des avantages postérieurs à l'emploi	136	(14)	–	122	<i>Coût des ventes et des services</i>
	<u>\$ 238</u>	<u>\$ (31)</u>	<u>\$ –</u>	<u>\$ 207</u>	

Les charges de 2008 sont résumées ci-dessous :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Net	Classification au compte de résultat
– Réduction des effectifs	\$ 74	\$ (9)	\$ –	\$ 65	<i>Coût des ventes et des services</i>
– Provision pour créances douteuses	32	(8)	(6)	18	<i>Coût des ventes et des services</i>
– Autres	10	–	–	10	<i>Intérêts et autres produits, nets</i>
	<u>\$ 116</u>	<u>\$ (17)</u>	<u>\$ (6)</u>	<u>\$ 93</u>	

Les crédits de 2007 sont résumés ci-dessous :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Net	Classification au compte de résultat
– Profit sur la cession d'appareils de reconditionnement	\$ (24)	\$ 7	\$ –	\$ (17)	<i>Intérêts et autres produit, nets</i>

Trésorerie

L'endettement net représente les dettes brutes moins les disponibilités et les placements à court terme ainsi que les placements à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance. La direction estime que l'endettement net donne des informations utiles sur le niveau d'endettement de Schlumberger en reflétant la trésorerie et les investissements qui pourraient être mobilisés pour rembourser la dette.

L'endettement net est détaillé ci-après :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
Endettement net à l'ouverture	\$ (1 129)	\$ (1 857)	\$ (2 834)
Résultat net	3 142	5 460	5 177
Dotations aux amortissements et aux provisions ¹	2 476	2 269	1 954
Charge de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi	306	127	155
Charge liée à la réduction de régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi	136	—	—
Cotisations aux régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi	(1 149)	(318)	(294)
Excédent du bénéfice des sociétés mises en équivalence sur les dividendes reçus	(103)	(235)	(189)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	186	172	136
Augmentation du fonds de roulement	(204)	(592)	(541)
Dépenses d'investissement	(2 395)	(3 723)	(2 931)
Données sismiques multiclients inscrites à l'actif	(230)	(345)	(260)
Dividendes versés	(1 006)	(964)	(771)
Programme de rachat d'actions	(500)	(1 819)	(1 355)
Produits des plans sur actions réservés au personnel	206	351	622
Acquisition d'Eastern Echo	—	—	(699)
Autres acquisitions d'activités et d'intérêts ne conférant pas le contrôle	(514)	(345)	(281)
Conversion d'obligations non garanties	—	448	656
Différences de conversion	(59)	166	(128)
Autres	711	76	(274)
Endettement net à la clôture	\$ (126)	\$ (1 129)	\$ (1 857)

1. Comprend les coûts liés aux données sismiques multiclients.

(en millions de dollars)

	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Analyse de l'endettement net			
Disponibilités	\$ 243	\$ 189	\$ 197
Placements à court terme	4 373	3 503	2 972
Placements à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance	738	470	440
Emprunts bancaires et fraction des dettes à long terme payable à moins d'un an	(804)	(1 598)	(1 318)
Obligations non garanties convertibles	(321)	(321)	(769)
Autres dettes à long terme	(4 355)	(3 372)	(3 379)
	\$ (126)	\$ (1 129)	\$ (1 857)

Les principaux événements ayant un impact sur la trésorerie en 2009, 2008 et 2007 sont :

- Au troisième trimestre 2009, Schlumberger a émis 450 millions de dollars d'obligations garanties, 3,00 %, échéance 2013. Les produits de ces obligations ont servi à refinancer des dettes existantes.
- Au premier trimestre 2009, Schlumberger a lancé un programme de 3,0 milliards d'euros d'obligations à moyen terme. Ce programme prévoit l'émission de différents instruments de dette tels que des obligations à taux variable libellées en euros, en dollars ou dans d'autres monnaies.

Au premier trimestre 2009, Schlumberger a émis 1,0 milliard d'euros d'obligations garanties, 4,50 %, échéance 2014 dans le cadre de ce programme. À la date d'émission, Schlumberger a conclu un contrat permettant d'échanger ces obligations libellées en euros contre des dollars des États-Unis jusqu'à l'échéance, transformant ainsi cet emprunt en une dette libellée en dollars des États-Unis sur laquelle Schlumberger versera des intérêts en dollars des États-Unis au taux de 4,95 %. Les produits de ces obligations ont servi à refinancer des dettes existantes et à répondre aux besoins généraux de la Société.

- En septembre 2008, Schlumberger Finance B.V. a émis 500 millions d'euros d'obligations garanties 5,25 % échéance 2013. À la date d'émission, Schlumberger a conclu un contrat permettant d'échanger ces obligations libellées en euros contre des dollars des États-Unis jusqu'à l'échéance, transformant ainsi cet emprunt en une dette libellée en dollars des États-Unis sur laquelle Schlumberger Finance B.V. versera des intérêts en dollars des États-Unis au taux de 4,74 %. Les produits de ces obligations ont servi à rembourser des emprunts sous forme de billets de trésorerie.
- Le 20 avril 2006, le Conseil d'administration de Schlumberger a approuvé un programme de rachat d'actions plafonné à 40 millions de titres devant être rachetés sur le marché avant avril 2010, sous réserve des conditions de marché. Ce programme a été achevé au deuxième trimestre 2008.

Le 17 avril 2008, le Conseil d'administration de Schlumberger a approuvé un programme de rachat de 8 milliards de dollars d'actions ordinaires Schlumberger devant être rachetées sur le marché avant le 31 décembre 2011 ; au 31 décembre 2009, 1,43 milliard de dollars d'actions avaient été rachetées dans le cadre de ce programme.

Le tableau ci-après résume les opérations réalisées dans le cadre de ces programmes en 2009, 2008 et 2007 :

(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

	<u>Coût total des actions rachetées</u>	<u>Nombre total d'actions rachetées</u>	<u>Prix moyen payé par action</u>
2009	\$ 500 097	7 825,0	\$ 63,91
2008	\$ 1 818 841	21 064,7	\$ 86,35
2007	\$ 1 355 000	16 336,1	\$ 82,95

- La trésorerie générée par les activités opérationnelles s'est établie à 5,3 milliards de dollars en 2009, à 6,9 milliards de dollars en 2008 et à 6,3 milliards de dollars en 2007. La baisse de la trésorerie générée par les activités opérationnelles observée entre 2009 et 2008 s'explique principalement par le recul du résultat net en 2009 et par les cotisations de retraites significatives versées en 2009, éléments qui ont été compensés par une progression des besoins en fonds de roulement. La hausse observée entre 2007 et 2008 tenait principalement à une augmentation du résultat net en 2008, neutralisée par des investissements en fonds de roulement.

La conjoncture économique mondiale a engendré une diminution des flux de trésorerie chez certains clients de Schlumberger, qui pourrait avoir un impact défavorable significatif sur leur situation financière provoquant notamment des retards ou des défauts de paiement de montants dus à Schlumberger. Cette situation pourrait avoir un impact significatif sur le résultat et sur la trésorerie de Schlumberger. Durant des trimestres récents, il est arrivé que certains des clients de Schlumberger règlent la Société avec retard. Schlumberger exerce ses activités dans environ 80 pays. Au 31 décembre 2009, seuls trois pays représentaient individuellement plus de 5 % du solde des créances de Schlumberger, et l'un d'entre eux représentait plus de 10 % de ce solde.

- En 2008 et 2007, Schlumberger a annoncé que son Conseil d'administration avait approuvé une augmentation du dividende trimestriel de respectivement 20 % et 40 %. Le total des dividendes versés s'est élevé à 1,0 milliard de dollars en 2009, à 964 millions de dollars en 2008 et à 771 millions de dollars en 2007.
- Les acquisitions d'investissements se sont établies à 2,4 milliards de dollars en 2009, à 3,7 milliards de dollars en 2008 et à 2,9 milliards de dollars en 2007. En 2008 et 2007, les acquisitions d'investissement reflètent le niveau record des activités au cours de ces deux années. En 2009, la baisse des acquisitions d'investissement comparativement à 2008 s'explique principalement par un fléchissement notable de l'activité en 2009.

Les acquisitions d'investissements de Services pétroliers devraient avoisiner 2,4 milliards de dollars pour l'ensemble de l'exercice 2010, alors qu'elles s'élevaient à 1,9 milliard de dollars en 2009 et à 3,0 milliards de dollars en 2008.

Les acquisitions d'investissements de WesternGeco devraient s'élever à environ 0,3 milliard de dollars pour l'ensemble de l'exercice 2010, alors qu'elles s'établissaient à 0,5 milliard de dollars en 2009 et à 0,7 milliard de dollars en 2008.

- En 2009, 2008 et 2007, les cotisations versées par Schlumberger à ses régimes de retraite à prestations définies se sont élevées à respectivement 1,1 milliard de dollars, 290 millions de dollars et 250 millions de dollars. Au 31 décembre 2009, les régimes de retraite aux États-Unis étaient financés à hauteur de 92 % sur la base de la valeur de l'ensemble des droits projetés. Au 31 décembre 2008, ces régimes étaient financés à concurrence de 69 %.

Au 31 décembre 2009, les régimes de retraite de Schlumberger en dehors des États-Unis étaient, sur une base combinée, financés à hauteur de 85 %. Au 31 décembre 2008, ces régimes étaient financés à concurrence de 69 %.

Schlumberger anticipe actuellement d'abonder environ 500 à 600 millions de dollars à ses régimes de retraite à prestations définies en 2010, sous réserve des conditions de marché et des activités.

- Schlumberger a remboursé environ 1,9 milliard de dollars de dettes en 2009, contre 0,8 milliard de dollars en 2008 et 0,7 milliard de dollars en 2007.
- En 2008 et 2007, certains détenteurs d'obligations non garanties convertibles de catégorie A, 1,5 % de Schlumberger Limited venant à échéance le 1^{er} juin 2023 et d'obligations non garanties convertibles de catégorie B, 2,125 % venant à échéance le 1^{er} juin 2023 ont converti leurs obligations en actions ordinaires Schlumberger. Le tableau ci-après résume ces conversions :

(en millions)

	2008		2007	
	Conversions	Nombre d'actions émises	Conversions	Nombre d'actions émises
Obligations non garanties convertibles 1,5 % de catégorie A	\$ 353	9,76	\$ 622	17,19
Obligations non garanties convertibles 2,125 % de catégorie B	95	2,36	34	0,85
	<u>\$ 448</u>	<u>12,12</u>	<u>\$ 656</u>	<u>18,04</u>

Au 31 décembre 2008, aucune obligation non convertible de catégorie A n'était en circulation et 321 millions de dollars d'obligations non garanties convertibles de catégorie B étaient en circulation au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2008.

- Le 10 décembre 2007, Schlumberger a achevé l'acquisition d'Eastern Echo pour un montant en numéraire de 838 millions de dollars. Les actifs nets acquis comprenaient 320 millions de dollars de trésorerie et de placements et 182 millions de dollars de dettes à long terme.

Au 31 décembre 2009, Schlumberger disposait d'une trésorerie et de placements à court terme d'environ 4,6 milliards de dollars. Schlumberger disposait de facilités de crédit garanties d'un montant total de 3,8 milliards de dollars auprès de banques commerciales, dont 2,8 milliards de dollars étaient disponibles et non tirés au 31 décembre 2009. Ce montant englobe 2,5 milliards de dollars de facilités de crédit garanties qui soutiennent des emprunts en billets de trésorerie aux États-Unis et en Europe. Schlumberger estime que ces montants suffisent pour faire face aux besoins de la Société pendant au moins les douze mois suivants.

Au 31 décembre 2009, le total de l'encours de la dette de Schlumberger s'élevait à 5,5 milliards de dollars, et comprenait environ 0,4 milliard de dollars de billets de trésorerie. Le total de l'encours de la dette a augmenté d'environ 0,2 milliard de dollars comparativement au 31 décembre 2008.

Résumé des principaux engagements contractuels

(en millions de dollars)

Engagements contractuels	Total	Échéance			
		2010	2011 - 2012	2013 - 2014	Après 2014
Dettes ¹	\$ 5 479	\$ 1 125	\$ 1 680	\$ 2 674	\$ –
Contrats de location simple	\$ 958	\$ 247	\$ 313	\$ 140	\$ 258
Engagements d'achat ²	\$ 925	\$ 737	\$ 178	\$ 10	\$ –
	<u>\$ 7 362</u>	<u>\$ 2 109</u>	<u>\$ 2 171</u>	<u>\$ 2 824</u>	<u>\$ 258</u>

1. Hors paiements d'intérêts futurs. Inclut, en 2010, des montants se rapportant aux obligations non garanties convertibles 2,125 % de catégorie B, de 321 millions de dollars décrites à la Note 11 des *États financiers consolidés*.
2. Représente une estimation des engagements contractuels conclus dans le cadre habituel des activités. Bien qu'il soit considéré que ces engagements contractuels sont exécutoires et ont force obligatoire, ils comportent généralement une option permettant à Schlumberger de rééchelonner et d'ajuster les obligations en fonction des besoins de la Société avant la livraison des produits.

La Note 19 des *États financiers consolidés* donne de plus amples informations sur les engagements de Schlumberger au titre des retraites et des avantages postérieurs à l'emploi.

Comme analysé à la Note 15 des *États financiers consolidés*, le *Bilan consolidé* de Schlumberger comprend au 31 décembre 2009 environ 1,03 milliard de dollars de passifs liés à des situations fiscales incertaines dans plus de 100 pays dans lesquels Schlumberger exerce ses activités. Schlumberger n'est pas en mesure d'estimer avec fiabilité le calendrier des sorties de trésorerie liées à ces passifs en raison des incertitudes et de la complexité inhérentes à l'application de la réglementation fiscale, et de la difficulté de prévoir le moment auquel les contrôles fiscaux sont susceptibles d'être clos dans les différents pays.

Schlumberger a des lettres de crédit et des garanties en cours correspondant à des engagements de bonne fin/des droits de douane et d'accise, des engagements de location, etc. Ces engagements, qui ont été conclus dans le cadre habituel des activités de la Société, constituent des pratiques courantes dans les différents pays où Schlumberger exerce ses activités.

Estimations et méthodes comptables déterminantes

Lors de la préparation des états financiers et des informations devant être fournies conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis, Schlumberger est amené à faire des estimations et à retenir des hypothèses ayant une incidence sur le montant des actifs et passifs publiés, des produits et des charges publiés et sur les informations concernant les actifs et passifs éventuels publiés. Les méthodes comptables suivantes mettent en jeu des « estimations comptables déterminantes » car elles reposent de façon importante sur des estimations et des hypothèses retenues par Schlumberger à propos de questions qui sont, de par leur nature, incertaines. Les principales méthodes comptables appliquées par Schlumberger, notamment celles analysées ci-après, sont exposées à Note 2 des *États financiers consolidés*.

Schlumberger base ses estimations sur les informations historiques et sur diverses autres hypothèses estimées raisonnables au vu des circonstances, dont les résultats constituent le fondement des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs qu'il n'est pas possible de déterminer facilement grâce à d'autres sources. En retenant des hypothèses différentes et dans d'autres circonstances, les résultats pourraient être différents de ces estimations.

Données sismiques multiclents

WesternGeco inscrit à l'actif les coûts liés à l'obtention de données sismiques multiclents. La valeur comptable de la banque de données sismiques multiclents s'élevait à 288 millions de dollars au 31 décembre 2009 et à 287 millions de dollars au 31 décembre 2008. Ces coûts sont imputés au *Coût des ventes et des services* en fonction d'un pourcentage du total des coûts rapporté au total du chiffre d'affaires estimé que Schlumberger prévoit de percevoir dans le cadre de la vente de ces données. Toutefois, la valeur nette comptable d'une campagne individuelle ne peut en aucun cas être supérieure à sa valeur amortie linéairement sur 4 ans.

La valeur comptable des campagnes individuelles est revue une fois par an, et lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de leur valeur comptable est mis en doute. S'il est établi que les produits futurs estimés, processus qui fait largement appel à l'appréciation de Schlumberger, sont inférieurs à la valeur comptable des campagnes, des ajustements de valeur sont comptabilisés. Une modification défavorable significative des flux de trésorerie futurs estimés de Schlumberger pourrait provoquer la constitution de provisions pour dépréciation à l'avenir. Dans le cadre du test annuel de dépréciation de la banque de données multiclients, les flux de trésorerie futurs sont analysés en fonction de deux groupes de campagnes : États-Unis et hors des États-Unis. Il a été jugé que ces deux groupes représentaient le niveau le plus pertinent pour réaliser le test de dépréciation en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment (i) différents facteurs macroéconomiques influençant la capacité à commercialiser les campagnes avec succès, et (ii) l'importance de la force de vente et les coûts afférents. Certaines campagnes plus importantes, généralement préfinancées par les clients, sont soumises individuellement à un test de dépréciation.

Provision pour créances douteuses

Schlumberger constitue une provision pour créances douteuses afin de comptabiliser les créances clients à leur valeur de réalisation nette. La comptabilisation et l'ajustement de cette provision font largement appel au jugement. Des provisions ont été constituées au titre de créances estimées irrécouvrables, notamment des montants liés à la résolution d'éventuels problèmes de crédit et de recouvrement tels que des factures litigieuses. Il est possible que ces provisions nécessitent un ajustement en fonction de l'issue de ces litiges potentiels, ou dans l'hypothèse où la situation financière des clients de Schlumberger se détériorerait et obérerait leur capacité de paiement.

Goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

Schlumberger comptabilise dans le goodwill l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles identifiables acquises. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année ou lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, il existe des indications d'une perte de valeur éventuelle. Le test de dépréciation du goodwill consiste à comparer la juste valeur des unités de reporting de Schlumberger à leur valeur comptable afin d'établir l'existence d'une perte de valeur potentielle. Lorsque la juste valeur de l'unité est inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est comptabilisée dans la mesure où la juste valeur implicite du goodwill de l'unité est inférieure à sa valeur comptable.

Dans le cadre de la réalisation du test de dépréciation du goodwill, les unités de reporting de Schlumberger sont principalement les secteurs géographiques comprenant Services pétroliers et WesternGeco. Schlumberger estime la juste valeur de ces unités en analysant les flux de trésorerie actualisés et/ou en appliquant différents ratios de marché. La détermination de la juste valeur d'une unité de reporting fait appel au jugement et implique souvent l'utilisation de nombreuses estimations et hypothèses significatives. Selon les estimations de Schlumberger, la juste valeur de chacune des unités précitées s'est avérée largement supérieure à leur valeur comptable respective au moment de la réalisation des tests de dépréciation pour 2009, 2008 et 2007.

La dépréciation des immobilisations, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, est évaluée lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de leur valeur comptable est mis en doute. Lors de cette évaluation, la valeur comptable de ces actifs est comparée aux flux de trésorerie futurs estimés non actualisés susceptibles de découler de l'utilisation de ces actifs et de leur cession éventuelle. Dans le cas où ces flux de trésorerie ne couvrent pas la valeur comptable de l'actif, une provision pour dépréciation est constituée afin de ramener la valeur comptable de l'immobilisation à sa juste valeur estimée. La direction est amenée à faire des estimations importantes pour déterminer les flux de trésorerie futurs et la juste valeur des immobilisations. Une évolution importante de la conjoncture économique ou d'autres circonstances influençant l'estimation des flux de trésorerie futurs ou de la juste valeur pourrait contraindre Schlumberger à constituer une provision pour dépréciation à l'avenir. Schlumberger évalue périodiquement la durée d'utilité résiduelle de ses immobilisations incorporelles afin de déterminer si, en raison des événements ou des circonstances, la durée résiduelle d'amortissement estimée doit être révisée.

Impôts sur le résultat

Les déclarations d'impôts de Schlumberger font régulièrement l'objet de contrôles de la part des administrations fiscales de plus d'une centaine de juridictions fiscales dans lesquelles la Société est présente. Ces contrôles peuvent se solder par des redressements fiscaux réglés à l'amiable ou éventuellement par voie judiciaire. Les passifs fiscaux sont comptabilisés sur la base d'estimations des impôts supplémentaires qui seront exigibles à l'issue de ces contrôles. Ces charges, qui sont estimées en fonction des données historiques, sont ajustées à la lumière de l'évolution des faits et des circonstances. Toutefois, compte tenu des incertitudes et de la complexité inhérentes à l'application de la réglementation fiscale, il est possible que la résolution finale de ces contrôles se solde par des charges très différentes de ces estimations. Le cas échéant, Schlumberger comptabilisera une charge ou un crédit d'impôt supplémentaire durant l'exercice au cours duquel le contrôle fiscal est résolu.

Retraites et avantages postérieurs à l'emploi

Les engagements de Schlumberger au titre des retraites et des avantages postérieurs à l'emploi sont plus amplement détaillés à la Note 19 des *États financiers consolidés*. Les engagements et les coûts afférents sont calculés selon des méthodes actuarielles, qui mettent en jeu des hypothèses déterminantes comme le taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs des régimes de retraite et l'évolution des frais médicaux. Ces hypothèses, qui constituent des éléments importants de la mesure des charges et/ou des passifs, sont ajustées chaque année, ou plus fréquemment lorsque des événements importants le nécessitent.

Le taux d'actualisation que Schlumberger utilise reflète le taux de marché d'un portefeuille d'instruments de dette de grande qualité dont les échéances correspondent au calendrier anticipé de paiement des prestations. Les taux d'actualisation utilisés au titre des différents régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi Schlumberger sont décrits ci-après :

- Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'engagement de Schlumberger au titre des régimes de retraite et des couvertures médicales postérieurs à l'emploi aux États-Unis de Schlumberger était de 6,00 % au 31 décembre 2009 et de 6,50 % au 31 décembre 2008.
- Le taux d'actualisation moyen pondéré utilisé pour calculer l'engagement au titre des régimes de retraite en dehors des États-Unis de Schlumberger était de 5,89 % au 31 décembre 2009 et de 6,48 % au 31 décembre 2008.
- Le taux d'actualisation moyen pondéré utilisé pour calculer la charge au titre des régimes de retraite et des régimes de couverture médicale postérieure à l'emploi de Schlumberger aux États-Unis a augmenté, passant de 6,50 % en 2008 à 6,94 % en 2009.
- Le taux d'actualisation moyen pondéré utilisé pour calculer la charge au titre des régimes de retraite en dehors des États-Unis de Schlumberger a été porté de 5,80 % en 2008 à 6,81 % en 2009.

Une hausse du taux d'actualisation se traduit par une diminution de la valeur actualisée des engagements, et par une baisse de la charge.

Le taux de rendement attendu de nos régimes de retraite représente le taux de rendement moyen attendu des actifs des régimes de retraite sur la période durant laquelle il est prévu de verser les prestations couvertes par l'engagement. Le taux de rendement attendu des régimes de retraite aux États-Unis de Schlumberger a été déterminé sur la base des rendements futurs anticipés du portefeuille d'investissement, compte tenu de la répartition des investissements par catégorie d'actifs et des taux de rendement historiques de chacune des catégories. Le taux de rendement attendu des actifs des régimes de retraite de Schlumberger aux États-Unis était de 8,50 % en 2009 et 2008. Le taux de rendement attendu des actifs des régimes de retraite en dehors des États-Unis était de 8,35 % en 2009 et de 8,00 % en 2008. Un taux de rendement plus faible se traduirait par une hausse de la charge de retraite.

Les hypothèses sur l'évolution du coût des prestations médicales sont fondées sur les coûts historiques, sur les perspectives à court terme et sur une évaluation des évolutions possibles à long terme. Le taux utilisé pour l'évolution du coût des prestations médicales postérieures à l'emploi de 2009 et du passif au titre de la couverture médicale postérieure à l'emploi était de 8 % au 31 décembre 2009, ramené à 5 % sur les six années suivantes.

Le tableau ci-après illustre la sensibilité des régimes de retraite aux États-Unis et en dehors des États-Unis aux variations de certaines hypothèses, toutes autres hypothèses étant égales par ailleurs :

(en millions de dollars)

Variation des hypothèses	Impact sur la charge de retraite de 2009 avant impôts	Impact sur l'engagement au 31 décembre 2009
Diminution de 25 points de base du taux d'actualisation	+ \$ 13	+ \$ 226
Augmentation de 25 points de base du taux d'actualisation	- \$ 13	- \$ 210
Diminution de 25 points de base du rendement attendu des actifs des régimes	+ \$ 11	-
Augmentation de 25 points de base du rendement attendu des actifs des régimes	- \$ 11	-

Le tableau ci-après illustre la sensibilité des régimes de couverture médicale postérieure à l'emploi aux États-Unis aux variations de certaines hypothèses, toutes autres hypothèses étant égales par ailleurs :

(en millions de dollars)

Variation des hypothèses	Impact sur la charge 2009 avant impôts liée à la couverture médicale	Impact sur l'engagement au 31 décembre 2009
Diminution de 25 points de base du taux d'actualisation	+ \$ 3	+ \$ 35
Augmentation de 25 points de base du taux d'actualisation	- \$ 2	- \$ 33
Diminution de 100 points de base par an de l'évolution des frais médicaux	- \$ 14	- \$ 126
Augmentation de 100 points de base par an de l'évolution des frais médicaux	+ \$ 21	+ \$ 154

Informations quantitatives et qualitatives sur le risque de marché

Schlumberger est exposé au risque de marché, notamment du fait des fluctuations des taux de change, des cours des matières premières et des taux d'intérêt.

En tant que multinationale, la Société exerce ses activités dans près de 80 pays. La monnaie fonctionnelle de Schlumberger est principalement le dollar des États-Unis, conformément à la pratique dans le secteur du pétrole et du gaz. Environ 80 % du chiffre d'affaires réalisé par Schlumberger en 2009 étaient libellés en dollars des États-Unis. Toutefois, en dehors des États-Unis, une part significative des charges encourues par Schlumberger est libellée en devises. En conséquence, lorsque le dollar des États-Unis s'affaiblit par rapport aux devises des pays dans lesquels la Société exerce ses activités, les charges présentées en dollars des États-Unis augmentent de façon corollaire.

Une augmentation ou une diminution de 5 % en 2009 des taux de change moyens de toutes les devises aurait produit une variation de quelque 1 % du chiffre d'affaires. Si la parité moyenne dollar des États-Unis/autres monnaies s'était appréciée de 5 % en 2009, le résultat des activités poursuivies de Schlumberger serait supérieur d'environ 4 %. En revanche, si la parité moyenne dollar des États-Unis/autres monnaies s'était dépréciée de 5 %, le résultat des activités poursuivies se trouverait diminué d'environ 4 %.

Bien qu'au Venezuela, la monnaie fonctionnelle de Schlumberger soit le dollar des États-Unis, la Société réalise une partie des transactions en monnaie locale. Aux fins du reporting financier, ces transactions sont réévaluées en dollars des États-Unis au taux de change officiel qui, jusqu'en janvier 2010, était fixé à 2,15 bolivars fuerte pour 1 dollar des États-Unis, malgré une inflation importante au cours des dernières années. En janvier 2010, la monnaie vénézuélienne a été dévaluée et un nouveau régime de change a été annoncé. Schlumberger procède à l'évaluation du taux de change qui s'appliquera aux transactions libellées en monnaie locale, qui devrait se situer dans une fourchette comprise entre 2,6 et 4,3 bolivars fuerte pour un dollar des États-Unis. Schlumberger n'anticipe pas que cette dévaluation aura dans l'immédiat un impact significatif sur son résultat opérationnel du premier trimestre 2010. À l'avenir, cette dévaluation pourrait toutefois produire une baisse du montant, publié en dollars des États-Unis, des produits et des charges libellés en monnaie locale, impact qui ne sera pas significatif sur les états financiers consolidés de Schlumberger.

La stratégie de Schlumberger en matière de gestion du risque de change consiste à utiliser des instruments dérivés afin de se prémunir contre les variations imprévues des résultats et des flux de trésorerie dues à la volatilité des taux de change. Les contrats de change à terme et les options de change protègent contre les fluctuations des taux de change affectant soit les actifs/passifs libellés dans une autre devise que la monnaie fonctionnelle, soit les charges.

Au 31 décembre 2009, les contrats en cours, libellés dans diverses devises, représentaient la contre-valeur de 4,3 milliards de dollars.

Schlumberger est exposé au risque de fluctuations du cours de certaines matières premières, telles que les métaux et le carburant. Schlumberger gère une petite partie de cette exposition associée aux achats futurs de métaux au moyen de contrats à terme. Au 31 décembre 2009, les contrats à terme sur les matières premières en cours s'élevaient à 4 millions de dollars.

Schlumberger est exposé au risque de taux d'intérêt au travers de ses dettes et de son portefeuille d'investissement. Dans le cadre de sa stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt, Schlumberger utilise principalement des emprunts à taux fixe et à taux variable combinés à son portefeuille d'investissement et des swaps de taux d'intérêt pour limiter son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2009, la dette à taux fixe de Schlumberger avoisinait 4,2 milliards de dollars et la dette à taux variable s'élevait à environ 1,3 milliard de dollars. Schlumberger a conclu des swaps de taux d'intérêt sur 1,1 milliard de dollars de sa dette à taux fixe au 31 décembre 2009, en vertu desquels Schlumberger recevra des intérêts à un taux fixe et paiera des intérêts à un taux variable.

L'exposition de Schlumberger au risque de taux d'intérêt est également pour partie atténuée par son portefeuille d'investissement. Les *Placements à court terme* et les *Titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance*, qui s'élevaient au total à environ 5,1 milliards de dollars au 31 décembre 2009, comprenaient principalement des placements sur le marché monétaire, des dépôts à terme en eurodollars, des certificats de dépôt, des billets de trésorerie, des eurobillets de trésorerie et des euro-obligations, qui étaient pour l'essentiel libellés en dollars des États-Unis. En 2009, le rendement moyen de ces instruments était de 1,4 %.

Le tableau ci-dessous donne les montants en principal de la dette de Schlumberger au 31 décembre 2009, par échéance :

(en millions de dollars)

	Échéances anticipées					Total
	2010	2011	2012	2013	2014	
Dette à taux fixe						
Obligations non garanties convertibles 2,125 % de catégorie B	\$ 321					\$ 321
Obligations garanties 5,14 %	238					\$ 238
Obligations garanties 5,875 %		\$ 362				362
Obligations 6,5 %			\$ 649			649
Obligations garanties 5,25 %				\$ 727		727
Obligations garanties 3,00 %				449		449
Obligations garanties 4,50 %					\$ 1 449	1 449
Total de la dette à taux fixe	\$ 559	\$ 362	\$ 649	\$ 1 176	\$ 1 449	\$ 4 195
Dette à taux variable	\$ 567	\$ 294	\$ 375	\$ 20	\$ 29	\$ 1 285
Total	\$ 1 126	\$ 656	\$ 1 024	\$ 1 196	\$ 1 478	\$ 5 480

Au 31 décembre 2009, la juste valeur de la dette à taux fixe en cours avoisinait 4,6 milliards de dollars. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à taux variable était d'environ 1,7 % au 31 décembre 2009.

Schlumberger n'utilise pas d'instruments dérivés de change ou de taux d'intérêt à des fins spéculatives.

Déclarations prospectives

Ce rapport annuel et diverses autres déclarations contiennent des déclarations prospectives au sens de la loi boursière fédérale, qui ne portent pas sur des faits historiques. Ces déclarations se rapportent à nos prévisions ou nos attentes concernant les perspectives commerciales, la croissance de Schlumberger dans son ensemble, de Services pétroliers et de WesternGeco (et des produits spécifiques ou des zones géographiques dans chaque secteur), la progression de la demande et de la production de pétrole et de gaz, les prix du pétrole et du gaz, les marges opérationnelles, les

acquisitions d'investissements engagées par Schlumberger et par les acteurs du secteur pétrolier et gazier, les stratégies commerciales des clients de Schlumberger, la conjoncture économique mondiale future, le financement des retraites et des avantages postérieurs à l'emploi, les coûts anticipés des paiements fondés sur des actions, et les résultats opérationnels futurs. Ces déclarations sont sujettes à des risques et des incertitudes, y compris, sans caractère limitatif, le ralentissement actuel de l'économie mondiale, les variations des dépenses d'exploration et de production des clients de Schlumberger et l'évolution du niveau de l'exploration et du développement du pétrole et du gaz naturel, les conditions économiques et commerciales dans certaines régions importantes du monde, la baisse des prix, les facteurs saisonniers, ainsi que d'autres risques et incertitudes détaillés dans ce rapport annuel, notamment à la section Facteurs de risque. En cas de survenue de l'un ou de plusieurs de ces risques (ou des conséquences liées à leur évolution), ou si les hypothèses sous-jacentes s'avéraient inexactes, les résultats pourraient présenter des différences significatives comparativement aux prévisions ou aux anticipations. Schlumberger se défend de toute intention ou obligation d'actualiser publiquement ou de réviser ces déclarations en raison d'informations nouvelles, d'événements futurs ou d'autres circonstances.

États financiers et informations complémentaires

SCHLUMBERGER LIMITED ET SES FILIALES

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

Exercice clos le 31 décembre	2009	2008	2007
<i>Chiffre d'affaires</i>	\$ 22 702	\$ 27 163	\$ 23 277
<i>Intérêts et autres produits, nets</i>	273	402	431
<i>Charges</i>			
Coût des ventes et des services	17 395	18 968	15 481
Études et recherche	802	819	728
Frais de vente	88	95	82
Frais généraux et administratifs	535	584	517
Charge d'intérêt	221	247	275
<i>Résultat avant impôts – activités poursuivies</i>	3 934	6 852	6 625
Impôts sur le résultat	770	1 430	1 448
<i>Résultat des activités poursuivies</i>	3 164	5 422	5 177
<i>Résultat des activités abandonnées</i>	(22)	38	–
<i>Résultat net</i>	3 142	5 460	5 177
Résultat net attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(8)	(25)	–
<i>Résultat net attribuable à Schlumberger</i>	\$ 3 134	\$ 5 435	\$ 5 177
Montants de Schlumberger attribuables aux éléments suivants :			
Résultat des activités poursuivies	\$ 3 156	\$ 5 397	\$ 5 177
Résultat des activités abandonnées	(22)	38	–
Résultat net	\$ 3 134	\$ 5 435	\$ 5 177
Résultat de base par action de Schlumberger :			
Résultat des activités poursuivies	\$ 2,63	\$ 4,51	\$ 4,36
Résultat des activités abandonnées	(0,02)	0,03	–
Résultat net ¹	\$ 2,62	\$ 4,54	\$ 4,36
Résultat dilué par action de Schlumberger :			
Résultat des activités poursuivies	\$ 2,61	\$ 4,42	\$ 4,20
Résultat des activités abandonnées	(0,02)	0,03	–
Résultat net	\$ 2,59	\$ 4,45	\$ 4,20
Nombre moyen d'actions en circulation			
De base	1 198	1 196	1 188
Dilué	1 214	1 224	1 239

1. Les totaux peuvent présenter des différences en raison des arrondis.

Voir les *Notes aux États financiers consolidés*.

SCHLUMBERGER LIMITED ET SES FILIALES

BILAN CONSOLIDÉ

(en millions de dollars)

Au 31 décembre	2009	2008
ACTIF		
<i>Actif courant</i>		
Disponibilités	\$ 243	\$ 189
Placements à court terme	4 373	3 503
Clients et autres débiteurs moins provisions pour créances douteuses (2009 – \$ 160 ; 2008 – \$ 133)	6 088	6 258
Stocks	1 866	1 919
Impôts différés	154	184
Autres actifs courants	926	933
	13 650	12 986
<i>Titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance</i>	738	470
<i>Participations dans les sociétés mises en équivalence</i>	2 306	1 870
<i>Immobilisations corporelles, moins amortissements cumulés</i>	9 660	9 690
<i>Banque de données sismiques multiclients</i>	288	287
<i>Goodwill</i>	5 305	5 189
<i>Immobilisations incorporelles</i>	786	820
<i>Impôts différés</i>	376	565
<i>Autres actifs</i>	356	217
	\$ 33 465	\$ 32 094
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
<i>Passif courant</i>		
Fournisseurs et charges à payer	\$ 5 003	\$ 5 318
Provision pour impôts sur le résultat	878	1 007
Dividendes à payer	253	252
Fraction des dettes à long terme payable à moins d'un an	444	1 139
Emprunts à court terme	360	459
Obligations non garanties convertibles	321	–
	7 259	8 175
<i>Obligations non garanties convertibles</i>	–	321
<i>Autres dettes à long terme</i>	4 355	3 372
<i>Avantages postérieurs à l'emploi</i>	1 660	2 369
<i>Autres passifs</i>	962	923
	14 236	15 160
<i>Capitaux propres</i>		
Capital social	4 777	4 668
Actions propres	(5 002)	(4 796)
Résultats non distribués	22 019	19 891
Autres éléments du résultat global	(2 674)	(2 901)
	19 120	16 862
Capitaux propres de Schlumberger	19 120	16 862
Intérêts ne conférant pas le contrôle	109	72
	19 229	16 934
	\$ 33 465	\$ 32 094

Voir les Notes aux États financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED ET SES FILIALES

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 décembre	2009	2008	2007
Flux de trésorerie des activités opérationnelles :			
Résultat net	\$ 3 142	\$ 5 460	\$ 5 177
Ajustements permettant de rapprocher le résultat net de la trésorerie nette provenant des activités opérationnelles :			
Dotations aux amortissements et aux provisions ¹	2 476	2 269	1 954
Résultat des sociétés mises en équivalence, moins dividendes reçus	(103)	(235)	(183)
Impôts différés	373	(6)	22
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	186	172	136
Charge liée aux retraites et aux avantages postérieurs à l'emploi	306	127	155
Charge liée à la réduction de régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi	136	–	–
Financement des retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi	(1 149)	(318)	(294)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	162	128	33
Variations des postes d'actif et de passif : ²			
Augmentation (diminution) des clients et autres débiteurs	155	(944)	(1 017)
Augmentation (diminution) des stocks	64	(299)	(356)
Augmentation (diminution) des autres actifs courants	9	(198)	(92)
(Diminution) augmentation des fournisseurs et des charges à payer	(293)	683	502
(Diminution) augmentation des provisions pour impôts sur le résultat	(361)	(94)	328
Augmentation des autres passifs	43	97	16
Autres – net	165	57	(94)
TRÉSORERIE NETTE GÉNÉRÉE PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	5 311	6 899	6 287
Flux de trésorerie d'investissement :			
Acquisitions d'investissement	(2 395)	(3 723)	(2 931)
Données sismiques multiclients inscrites à l'actif	(230)	(345)	(260)
Acquisition d'Eastern Echo, nette de la trésorerie acquise	–	–	(838)
Autres acquisitions d'activités et investissements, nets de la trésorerie acquise	(514)	(345)	(281)
Acquisitions d'investissements, nettes	(1 113)	(598)	(89)
Autres	228	(132)	(230)
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR L'INVESTISSEMENT	(4 024)	(5 143)	(4 629)
Flux de trésorerie de financement :			
Dividendes versés	(1 006)	(964)	(771)
Produits des plans d'achat d'actions réservés au personnel	96	177	148
Produits de l'exercice d'options sur actions	110	174	474
Avantage fiscal lié aux options sur actions	4	137	75
Programme de rachat d'actions	(500)	(1 819)	(1 355)
Produits d'émission de dettes à long terme	1 973	1 281	455
Diminution des dettes à long terme	(1 754)	(601)	(584)
(Diminution) augmentation nette des dettes à court terme	(111)	(210)	(72)
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(1 188)	(1 825)	(1 630)
Trésorerie des activités abandonnées – activités opérationnelles	(45)	63	–
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant différences de conversion	54	(6)	28
Différences de conversion	–	(2)	3
Trésorerie à l'ouverture	189	197	166
Trésorerie à la clôture	\$ 243	\$ 189	\$ 197

1. Comprend les coûts de la banque de données sismiques multiclients.
2. Net de l'impact de l'acquisition et de la cession d'activités.

Voir les Notes aux États financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED ET SES FILIALES

TABLEAU DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions de dollars)

	Actions ordinaires		Résultat non distribué	Autres éléments du résultat global	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total
	Émises	Actions propres				
Solde au 1 ^{er} janvier 2007	\$ 3 381	\$ (2 911)	\$ 11 118	\$ (1 169)	\$ 2	\$ 10 421
Résultat global :						
Résultat net			5 177		2	
Différences de conversion				(33)		
Variations de la juste valeur d'instruments dérivés				11		
Passifs liés aux avantages du personnel différés				18		
Total du résultat global						5 175
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	195	279				474
Actions octroyées aux Administrateurs	1					1
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	87	46				133
Programme de rachat d'actions		(1 355)				(1 355)
Coût lié au plan de paiement fondé sur des actions	136					136
Actions émises lors de la conversion d'obligations non garanties	263	392				655
Acquisition d'intérêts ne conférant pas le contrôle					58	58
Autres	(2)					(2)
Dividendes déclarés (\$ 0,70 par action)			(833)			(833)
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	75					75
Solde au 31 décembre 2007	4 136	(3 549)	15 462	(1 173)	62	14 938
Résultat global :						
Résultat net			5,435		25	
Différences de conversion				(82)	(1)	
Variations de la juste valeur d'instruments dérivés				(135)		
Passifs liés aux avantages du personnel différés				(1 511)		
Total du résultat global						3 731
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	20	154				174
Actions octroyées aux Administrateurs	1					1
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	115	57				172
Programme de rachat d'actions		(1 819)				(1 819)
Coût lié au plan de paiement fondé sur des actions	172					172
Actions émises lors de la conversion d'obligations non garanties	86	361				447
Autres	1				(14)	(13)
Dividendes déclarés (\$ 0,84 par action)			(1 006)			(1 006)
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	137					137
Solde au 31 décembre 2008	4 668	(4 796)	18 891	(2 901)	72	16 934
Résultat global :						
Résultat net			3 134		8	
Différences de conversion				17	1	
Variations de la juste valeur d'instruments dérivés				143		
Passifs liés aux avantages du personnel différés				67		
Total du résultat global						3 370
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	(22)	132				110
Actions octroyées aux Administrateurs		1				1
Droits acquis sur les actions temporairement inaccessibles	(20)	20				-
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	25	141				166
Programme de rachat d'actions		(500)				(500)
Coût lié au plan de paiement fondé sur des actions	186					186
Autres	(64)				28	(36)
Dividendes déclarés (\$ 0,84 par action)			(1 006)			(1 006)
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	4					4
Solde au 31 décembre 2009	\$ 4 777	\$ (5 002)	\$ 22 019	\$ (2 674)	\$ 109	\$ 19 929

Voir les Notes aux États financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED ET SES FILIALES

ACTIONS ORDINAIRES

(en millions de dollars)

	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Solde au 1 ^{er} janvier 2007	1 334	(156)	1 178
Exercice des options d'achat d'actions, moins les actions échangées	–	14	14
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	–	2	2
Programme de rachat d'actions	–	(16)	(16)
Actions émises lors de la conversion d'obligations non garanties	–	18	18
Solde au 31 décembre 2007	1 334	(138)	1 196
Exercice des options d'achat d'actions, moins les actions échangées	–	5	5
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	–	2	2
Programme de rachat d'actions	–	(21)	(21)
Actions émises lors de la conversion d'obligations non garanties	–	12	12
Solde au 31 décembre 2008	1 334	(140)	1 194
Exercice des options d'achat d'actions, moins les actions échangées	–	4	4
Droits acquis sur les actions temporairement incessibles	–	1	1
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	–	4	4
Programme de rachat d'actions	–	(8)	(8)
Solde au 31 décembre 2009	<u>1 334</u>	<u>(139)</u>	<u>1 195</u>

Voir les *Notes aux États financiers consolidés*.

Notes aux états financiers consolidés

1. Description des activités

Schlumberger Limited (Schlumberger N.V., immatriculé aux Antilles néerlandaises) et ses filiales (collectivement dénommés «Schlumberger») constituent la première société mondiale de services pétroliers et fournissent des technologies, des services de gestion intégrée de projets et des solutions d'information à des clients de l'industrie pétrolière et gazière à l'échelle mondiale, offrant la plus large gamme de services d'exploration et de production du secteur. Schlumberger est composé de deux secteurs d'activité : Services pétroliers et WesternGeco. Services pétroliers offre à l'échelle mondiale la plus large gamme de services d'exploration et de production nécessaires au cours de la vie d'un réservoir de pétrole ou de gaz. WesternGeco apporte à l'échelle mondiale des services complets d'imagerie, de contrôle et de développement de réservoirs et dispose d'équipes de sismique étoffées, de centres de traitement des données, ainsi que d'une importante banque de données sismiques multiclients. Ces services vont des campagnes sismiques tridimensionnelles (3D) aux campagnes sismiques tridimensionnelles et répétées dans le temps (4D) en passant par les campagnes multicomposantes pour la délinéation des gisements potentiels et la gestion des réservoirs.

2. Méthodes comptables adoptées

Les *États financiers consolidés* de Schlumberger ont été préparés conformément au référentiel comptable en vigueur aux États-Unis.

Principes de consolidation

Les *États financiers consolidés* comprennent les comptes de Schlumberger, de ses filiales détenues à 100 % et des filiales sur lesquelles Schlumberger exerce un contrôle financier. Toutes les transactions et tous les soldes intragroupe significatifs ont été éliminés. Les participations dans les entités sur lesquelles Schlumberger n'exerce pas de contrôle mais a une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de Schlumberger dans le résultat après impôts des sociétés mises en équivalence est incluse dans les *Intérêts et autres produits*. Les participations dans des entités sur lesquelles Schlumberger n'est pas à même d'avoir une influence notable sont comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition. Les participations dans les sociétés mises en équivalence et les participations comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition sont classées dans les *Participations dans les sociétés affiliées*.

Reclassements

Certaines données des exercices précédents ont été reclassées afin de respecter la présentation adoptée en 2009.

Estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis, la direction est amenée à effectuer des estimations et à retenir des hypothèses ayant une incidence sur les actifs et passifs inscrits dans les états financiers, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la clôture, ainsi que sur les produits et les charges de l'exercice, tels qu'ils figurent dans les états financiers. Schlumberger évalue constamment ces estimations, notamment celles concernant le recouvrement des créances douteuses, la valorisation des stocks et l'évaluation des participations, le caractère recouvrable du goodwill, les immobilisations incorporelles et les participations dans les sociétés affiliées, les impôts sur le résultat, les données sismiques multiclients, les actifs et passifs éventuels et les hypothèses actuarielles retenues pour les régimes d'avantages du personnel. Schlumberger base ses estimations sur des informations historiques et sur diverses autres hypothèses estimées raisonnables au vu des circonstances, dont les résultats constituent le fondement des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs qu'il n'est pas possible de déterminer facilement grâce à d'autres sources. En retenant des hypothèses différentes et dans d'autres circonstances, les résultats pourraient être différents de ces estimations.

Constatation du chiffre d'affaires

Services pétroliers

Produits et services

La vente des produits et services de Schlumberger est basée sur des bons de commandes, des contrats ou autres preuves manifestes d'un accord avec le client, en vertu desquels les prix sont fixes ou déterminables. Le chiffre d'affaires dégagé sur la vente de services est constaté une fois les services fournis et lorsque le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré. Le chiffre d'affaires réalisé sur la vente de produits est comptabilisé lors de la livraison et de l'acceptation du bien par le client, et lorsque le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré.

Logiciels

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de licences d'exploitation de logiciels peut englober des services d'installation, de maintenance, de conseil et de formation.

Lorsque les services fournis ne sont pas essentiels au fonctionnement du logiciel, le chiffre d'affaires lié à chaque volet du contrat est constaté séparément en fonction de sa juste valeur, déterminée selon des critères objectifs et propres au fournisseur lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies : le contrat est signé, la livraison est effectuée, le prix est fixe et déterminable et le recouvrement de la créance afférente est probable.

Lorsqu'en vertu du contrat de licence le vendeur est soumis à des obligations durables, ou lorsque l'acceptation par le client fait l'objet d'incertitudes importantes, le chiffre d'affaires afférent à l'élément concerné, correspondant à sa juste valeur déterminée selon des critères objectifs et propres au vendeur, est différé. La juste valeur déterminée selon des critères objectifs et propres au vendeur est considérée être le prix d'un élément lorsqu'il est vendu séparément. En l'absence de critères objectifs permettant de déterminer la juste valeur des éléments non encore livrés, la totalité du chiffre d'affaires est différée jusqu'à ce que leur juste valeur puisse être déterminée ou que tous les éléments aient été livrés.

La méthode de l'avancement des travaux est appliquée aux contrats prévoyant l'adaptation du logiciel aux spécifications du client.

WesternGeco

Le chiffre d'affaires découlant de tous les services est comptabilisé lorsqu'il existe des preuves manifestes d'un accord, que le prix est fixe ou facilement déterminable et que le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré. Le chiffre d'affaires réalisé sur les contrats de services facturés à la journée est comptabilisé au fur et à mesure que les prestations sont fournies. Le chiffre d'affaires provenant des autres contrats de services, notamment les campagnes multiclients qui sont préfinancées, est comptabilisé au fur et à mesure que les données sismiques sont acquises et/ou traitées en proportion de la réalisation des travaux. Selon cette méthode, le chiffre d'affaires doit être constaté sur la base de mesures quantifiables de l'évolution des travaux, telles que des kilomètres carrés acquis. Les données sismiques multiclients sont concédées sous licence ou vendues aux clients et sont non cessibles. Le chiffre d'affaires découlant des campagnes sismiques multiclients est comptabilisé lors de l'obtention d'un contrat de licence signé et lorsque les données sont rendues accessibles aux clients.

Prestations groupées

Le chiffre d'affaires des deux segments, qui peut provenir de contrats impliquant des prestations groupées, est constaté au fur et à mesure que chaque prestation est fournie sur la base de la juste valeur relative de chaque prestation et lorsque les éléments livrés ont une valeur individuelle pour les clients.

Autres

Les taxes fixées par les pouvoirs publics collectées concomitamment sur des transactions spécifiques génératrices de revenus, telles que les taxes sur la vente ou la taxe sur la valeur ajoutée, sont exclues du chiffre d'affaires dans le *Compte de résultat consolidé*.

Conversion des devises autres que le dollar des États-Unis

La monnaie fonctionnelle de Schlumberger est principalement le dollar des États-Unis. Les postes du bilan enregistrés dans des monnaies fonctionnelles autres que le dollar des États-Unis sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice (taux de change courant). Les différences de conversion sont imputées directement aux *Capitaux propres* dans le *Bilan consolidé*. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice concerné. Tous les profits ou pertes de change latents ou réalisés sont imputés au résultat de l'exercice au cours duquel ils surviennent. Des profits de change, nets des opérations de couverture, ont été comptabilisés en 2009, 2008 et 2007 pour respectivement 73 millions de dollars, 8 millions de dollars et 17 millions de dollars .

Immobilisations financières

Le *Bilan consolidé* reflète le portefeuille d'investissements de Schlumberger, répartis entre court et long terme en fonction des échéances. Dans les circonstances habituelles, l'intention de Schlumberger est de détenir ces investissements jusqu'à leur échéance, à l'exception des investissements détenus à des fins de transaction (184 millions de dollars au 31 décembre 2009 et 194 millions de dollars au 31 décembre 2008). Les *Placements à court terme* et les *Titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance* comprennent principalement des placements dans des fonds monétaires, des dépôts à terme en eurodollars, des certificats de dépôt, des billets de trésorerie, des eurobillets et des euro-obligations, et sont pour l'essentiel libellés en dollars des États-Unis. Ils sont comptabilisés à leur coût d'achat majoré des intérêts courus, qui avoisine leur valeur de marché. Les placements à court terme détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est estimée à l'aide des prix cotés de ces instruments ou d'instruments similaires. Aux 31 décembre 2009 et 2008, les profits et les pertes latents sur les investissements détenus à des fins de transaction n'étaient pas significatifs.

Dans le cadre de l'établissement du *Tableau consolidé des flux de trésorerie*, Schlumberger ne considère pas les placements à court terme comme des équivalents de trésorerie, car les échéances initiales d'une grande partie de ces instruments sont supérieures à trois mois.

Les échéances des *Titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance*, qui s'élèvent à 738 millions de dollars au 31 décembre 2009, sont les suivantes : 274 millions de dollars en 2011, 289 millions en 2012, 60 millions en 2013 et 115 millions en 2014.

Stocks

Ils sont principalement évalués à leur coût de revient moyen ou à leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure. Les stocks sont constitués des matériaux, des fournitures et des produits finis. Les coûts imputés aux stocks comprennent le matériel, les coûts directs de la main-d'œuvre et de la production.

Immobilisations corporelles et amortissements

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur prix d'acquisition diminué du montant cumulé des amortissements, qui sont calculés et imputés au résultat selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée de ces actifs. Le coût de fabrication de l'équipement technique pétrolier fabriqué ou assemblé par des filiales de Schlumberger est inclus dans les immobilisations corporelles. Les dépenses encourues pour les remises en état, remplacements et modernisations des immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif. Les dépenses d'entretien et de réparation sont imputées au fur et à mesure aux charges opérationnelles. Lors de la vente ou de la mise au rebut d'une immobilisation corporelle, son coût d'acquisition et le montant cumulé des amortissements correspondant sont déduits des comptes du bilan et le montant net, diminué du prix de vente, est enregistré dans le compte de résultat.

Données sismiques multiclients

La banque de données multiclients est constituée de campagnes sismiques achevées et en cours, dont l'exploitation est concédée sous licence sur une base non exclusive. Ces données peuvent être acquises et/ou traitées par Schlumberger ou des prestataires externes. Les campagnes multiclients sont principalement établies à partir des ressources de

Schlumberger. La Société inscrit à l'actif les coûts directement engagés pour l'achat et le traitement des données sismiques multiclients. Ces coûts sont imputés au *Coût des ventes et des services* à hauteur d'un pourcentage du total des coûts rapporté au total du chiffre d'affaires estimé que Schlumberger anticipe de recevoir lors de la commercialisation de ces données. Toutefois, la valeur nette comptable d'une campagne individuelle ne peut en aucun cas être supérieure à sa valeur amortie linéairement sur quatre ans.

La valeur comptable de la banque de données multiclients fait l'objet d'un test de dépréciation chaque année et des ajustements sont apportés lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de sa valeur comptable est mis en doute. Lorsqu'il est établi que les flux de trésorerie futurs estimés, processus qui fait largement appel à l'appréciation de Schlumberger, sont inférieurs à la valeur comptable des campagnes, des ajustements de valeur sont comptabilisés. Une modification défavorable significative des flux de trésorerie futurs estimés de Schlumberger pourrait contraindre la Société à constituer des provisions pour dépréciation au cours d'exercices futurs.

Goodwill, autres immobilisations incorporelles et actifs à long terme

Schlumberger comptabilise dans le goodwill l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles identifiables acquises. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, ou lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de sa valeur comptable est mis en doute. Le test de dépréciation du goodwill est réalisé en comparant la juste valeur des unités de reporting de Schlumberger à leur valeur comptable afin d'établir l'existence d'une éventuelle dépréciation. Lorsque la juste valeur de l'unité est inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est comptabilisée dans la mesure où la juste valeur implicite du goodwill de l'unité est inférieure à sa valeur comptable.

Dans le cadre de la réalisation du test de dépréciation, les unités de reporting de Schlumberger sont principalement les secteurs géographiques comprenant Services pétroliers et WesternGeco. Schlumberger estime la juste valeur de ces unités en analysant les flux de trésorerie actualisés et/ou en appliquant différents ratios de marché. La détermination de la juste valeur d'une unité de reporting fait appel au jugement et implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses significatives. Selon les estimations de Schlumberger, la juste valeur de chacune des unités précitées s'est avérée largement supérieure à leur valeur comptable en 2009, 2008 et 2007. Schlumberger réalise le test de dépréciation de l'unité WesternGeco le 1^{er} octobre de chaque année, tandis que les unités constituant le secteur Services pétroliers sont soumises au test de dépréciation le 31 décembre.

La dépréciation des actifs à long terme, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, est évaluée lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, leur valeur comptable est mise en doute. Lors de cette évaluation, la valeur comptable de ces actifs est comparée aux flux de trésorerie futurs estimés non actualisés susceptibles de découler de l'utilisation de ces actifs et de leur cession éventuelle. Dans le cas où ces flux de trésorerie ne couvrent pas la valeur comptable de l'actif, une provision pour dépréciation est constituée afin de ramener la valeur comptable de l'immobilisation à sa juste valeur estimée. La direction est amenée à faire des estimations significatives pour déterminer les flux de trésorerie futurs et la juste valeur estimée des actifs à long terme. Une évolution importante de la conjoncture économique ou d'autres circonstances influençant l'estimation des flux de trésorerie futurs ou de la juste valeur pourrait contraindre Schlumberger à constituer une provision pour dépréciation à l'avenir.

Schlumberger inscrit à l'actif certains coûts liés au développement de logiciels en interne. Les coûts inscrits à l'actif comprennent le matériel et les services acquis, les salaires et les charges sociales. Les coûts des logiciels développés en interne sont amortis de façon linéaire sur la durée de vie utile estimée du produit, en général de 5 à 7 ans. Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement de la technologie et des relations avec les clients acquises lors de regroupements d'entreprises. En règle générale, les durées d'amortissement s'échelonnent de 5 à 15 ans pour la technologie acquise et de 7 à 20 ans pour les relations avec les clients.

Impôts sur le résultat

Schlumberger calcule l'impôt sur le résultat en fonction des divers codes et réglementations fiscales en vigueur dans les nombreux pays dans lesquels les bénéfices sont réalisés. Les taux d'imposition fixés par l'administration fiscale de ces pays varient considérablement. Le résultat imposable peut être différent du résultat avant impôts tel qu'il ressort des états financiers. Des provisions appropriées pour impôts différés sur le résultat sont constituées lorsque certains

produits et charges sont imputables à un exercice donné pour le calcul de l'impôt et à un autre exercice pour la détermination du résultat comptable. Les impacts liés à la modification des taux d'imposition ou de la législation fiscale sont imputés aux provisions pour impôts sur le résultat au cours de la période durant laquelle ces changements sont promulgués. Lorsqu'il est plus probable qu'improbable que tout ou partie de l'actif d'impôt différé ne sera pas réalisé à l'avenir, Schlumberger constitue une provision pour dépréciation de l'actif d'impôt différé.

Les déclarations d'impôts de Schlumberger font régulièrement l'objet de contrôles réalisés par l'administration fiscale dans la plupart des juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités. Ces contrôles peuvent se solder par des redressements fiscaux réglés à l'amiable ou éventuellement par voie judiciaire. Schlumberger comptabilise l'impact d'une situation fiscale s'il est plus probable qu'improbable qu'elle ne sera pas remise en cause en cas de contrôle fiscal, sur la base de la validité technique de cette situation fiscale. Les passifs fiscaux sont comptabilisés sur la base d'estimations des impôts supplémentaires qui seront exigibles à l'issue de ces contrôles. Ces passifs, qui sont estimés en fonction de données historiques, sont ajustés à la lumière de l'évolution des faits et des circonstances. Toutefois, en raison des incertitudes et de la complexité inhérentes à l'application de la réglementation fiscale, il est possible que la résolution finale de ces contrôles se solde par des charges très différentes de ces estimations. Le cas échéant, Schlumberger comptabilisera une charge ou un crédit d'impôt supplémentaire durant l'exercice au cours duquel le contrôle fiscal est résolu.

Au 31 décembre 2009, environ 18 milliards de dollars des résultats consolidés non distribués représentaient les résultats non distribués des filiales consolidées, ainsi que la quote-part de Schlumberger dans les sociétés mises en équivalence. Il n'a pas été constitué de provision au titre des impôts différés liés à ses résultats non distribués, ceux-ci étant tous considérés comme réinvestis indéfiniment, ou comme bénéfiques non imposables au moment de leur distribution.

Concentration du risque de crédit

Les actifs de Schlumberger qui sont exposés à une concentration du risque de crédit sont principalement des liquidités, des placements à court terme, des titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance, des créances clients et des instruments financiers dérivés. Schlumberger place sa trésorerie, achète ses titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance et effectue ses placements à court terme auprès d'institutions financières et d'entreprises, et limite le risque de crédit auquel la Société est exposée auprès de chacun de ces établissements. Schlumberger évalue régulièrement la solvabilité des émetteurs dans lesquels la Société investit. Les créances sont imputables à de nombreux clients et sont réparties dans différents pays. Schlumberger constitue une provision pour créances irrécouvrables en fonction des recouvrements anticipés et évalue en permanence la solvabilité et la situation financière de ses clients. En recourant à des instruments financiers dérivés pour se prémunir contre les variations des taux de change et des taux d'intérêt, Schlumberger encourt un certain risque de crédit. Schlumberger minimise ce risque de crédit en concluant des transactions avec des contreparties de premier ordre, en limitant l'exposition à chaque contrepartie et en effectuant un suivi de la situation financière de ses contreparties.

Études et recherche

Tous les frais d'études et de recherche sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en réintégrant d'abord les charges d'intérêt afférentes aux obligations non garanties convertibles au résultat net attribuable à Schlumberger, puis en divisant le résultat net ajusté ainsi obtenu par la somme : (i) des actions temporairement incessibles non acquises ; et (ii) du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation compte tenu de la dilution. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation compte tenu de la dilution présuppose (a) que toutes les options sur actions qui sont dans la monnaie sont levées en début d'exercice et que les produits sont utilisés par Schlumberger pour racheter des actions au prix de marché moyen de l'exercice, et (b) que les obligations non garanties convertibles sont converties.

Le tableau ci-après rapproche le résultat de base par action du résultat dilué par action pour les trois derniers exercices :

(en millions de dollars, sauf pour les données sur les actions)

	Résultat de Schlumberger – activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	Résultat par action – activités poursuivies
2009 :			
Résultat de base	\$ 3 156	1 198	\$ 2,63
Conversion présumée des obligations non garanties	8	8	
Levée présumée des options d'achat d'actions	–	7	
Actions temporairement inaccessibles	–	1	
Résultat dilué	\$ 3 164	1 214	\$ 2,61
2008 :			
Résultat de base	\$ 5 397	1 196	\$ 4,51
Conversion présumée des obligations non garanties	12	13	
Levée présumée des options d'achat d'actions	–	13	
Actions temporairement inaccessibles	–	2	
Résultat dilué	\$ 5 409	1 224	\$ 4,42
2007 :			
Résultat de base	\$ 5 177	1 188	\$ 4,36
Conversion présumée des obligations non garanties	24	29	
Levée présumée des options d'achat d'actions	–	21	
Actions temporairement inaccessibles	–	1	
Résultat dilué	\$ 5 201	1 239	\$ 4,20

Aux 31 décembre 2009, 2008 et 2007, environ 17,1 millions, 5,8 millions et 0,8 million d'options sur actions ordinaires étaient respectivement en circulation mais n'étaient pas incluses dans le calcul du résultat dilué par action, car le prix d'exercice des options était supérieur au cours boursier moyen de l'action, et que leur effet sur le résultat dilué par action aurait été anti-dilutif.

Normes comptables récemment publiées

À compter du 1^{er} janvier 2009, Schlumberger a adopté une nouvelle norme comptable qui modifie la comptabilisation et la présentation des informations des intérêts minoritaires (dorénavant dénommés « intérêts ne conférant pas le contrôle »). Les intérêts ne conférant pas le contrôle sont maintenant classés dans les *Capitaux propres* dans le *Bilan consolidé* de Schlumberger.

La nouvelle norme modifie également la présentation du compte de résultat consolidé en imposant que le résultat net englobe le résultat net de la société mère et des intérêts ne conférant pas le contrôle, les deux montants devant être présentés dans le compte de résultat. Le calcul du résultat par action reste basé sur le résultat attribuable à la société mère.

Les montants des intérêts ne conférant pas le contrôle des exercices précédents ont été reclassés afin de respecter la présentation adoptée en 2009.

3. Charges et crédits

Schlumberger a comptabilisé les charges et crédits suivants pour les activités poursuivies en 2009, 2008 et 2007 :

2009

Deuxième trimestre de 2009 :

- Schlumberger a continué à réduire ses effectifs au plan mondial sous l'effet de la baisse des dépenses d'exploration et de production pétrolières et gazières et de son impact sur l'activité dans le secteur des services

pétroliers. Ces mesures ont conduit Schlumberger à comptabiliser une charge avant impôts de 102 millions de dollars (85 millions de dollars après impôts), qui est classée dans le *Coût des ventes et des services* dans le *Compte de résultat consolidé*. Ces réductions d'effectifs ont été achevées fin 2009.

- Du fait de ces baisses d'effectifs, Schlumberger a comptabilisé des charges sans contrepartie en trésorerie au titre de la réduction des retraites et des autres avantages postérieurs à l'emploi de 136 millions de dollars (122 millions de dollars après impôts). Ces charges sont classées dans le *Coût des ventes et des services* dans le *Compte de résultat consolidé*. Voir la Note 19 – *Retraites et avantages assimilés* pour de plus amples informations.

Le tableau ci-dessous résume les charges de 2009 :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Net
- Réduction des effectifs	\$ 102	\$ (17)	\$ 85
- Réduction des avantages postérieurs à l'emploi	136	(14)	122
	<u>\$ 238</u>	<u>\$ (31)</u>	<u>\$ 207</u>

2008

Quatrième trimestre de 2008 :

- Compte tenu de la baisse persistante des dépenses d'exploration et de production de pétrole et de gaz et de son impact sur les activités dans le secteur des services pétroliers, Schlumberger a pris des mesures pour alléger ses effectifs mondiaux. En conséquence, Schlumberger a enregistré une charge avant impôts de 74 millions de dollars (65 millions de dollars après impôts), qui est classée dans le *Coût des ventes et des services* dans le *Compte de résultat consolidé*.
- Schlumberger a sorti certains actifs de son bilan, notamment des créances se rapportant à un client confronté à des problèmes de trésorerie. En conséquence, Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts de 42 millions de dollars (28 millions de dollars après impôts et intérêts ne conférant pas le contrôle). Sur cette charge avant impôts, 32 millions de dollars sont classés dans le *Coût des ventes et des services* dans le *Compte de résultat consolidé*, le reliquat, soit 10 millions de dollars, étant classé dans les *Intérêts et autres produits, nets*.

Le tableau ci-dessous résume ces charges :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Net
- Réduction des effectifs	\$ 74	\$ (9)	\$ –	\$ 65
- Provision pour créances douteuses	32	(8)	(6)	18
- Autres	10	–	–	10
	<u>\$ 116</u>	<u>\$ (17)</u>	<u>\$ (6)</u>	<u>\$ 93</u>

2007

Quatrième trimestre de 2007 :

- Schlumberger a vendu certains appareils de reconditionnement pour un montant de 32 millions de dollars, et comptabilisé un profit avant impôts de 24 millions de dollars (17 millions de dollars après impôts), lequel est classé dans les *Intérêts et autres produits, nets* dans le *Compte de résultat consolidé*.

4. Acquisitions

Acquisition d'Eastern Echo Holding Plc

Le 10 décembre 2007, Schlumberger a réalisé l'acquisition d'Eastern Echo Holding Plc (« Eastern Echo ») pour un montant en numéraire de 838 millions de dollars. Eastern Echo est une société de sismique marine basée à Dubaï qui n'exerçait pas d'activités au moment de l'acquisition, mais avait signé des contrats en vue de la construction de six navires sismiques.

Le prix d'acquisition a été affecté aux actifs nets acquis sur la base de leur juste valeur estimée de la façon suivante :

(en millions de dollars)

Disponibilités et placements à court terme	\$ 266
Autres actifs courants	23
Titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance	54
Navires en cours de construction	694
Fournisseurs et charges à payer	(17)
Dettes à long terme	(182)
Total du prix d'acquisition	<u>\$ 838</u>

Autres acquisitions

Schlumberger a acquis d'autres participations et intérêts ne conférant pas le contrôle pour un montant en numéraire de 514 millions de dollars en 2009, 345 millions de dollars en 2008, 281 millions de dollars en 2007. Aucune de ces participations n'était significative prise individuellement.

Les résultats pro forma se rapportant aux acquisitions précitées ne sont pas présentés, leur impact étant négligeable.

5. Coentreprise de fluides de forage

La coentreprise de fluides de forage MI-SWACO, détenue à 40 % par Schlumberger et à 60 % par Smith International, Inc., est comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence par Schlumberger. Au 31 décembre 2009, la participation de Schlumberger dans la coentreprise, qui s'élevait à 1,4 milliard de dollars, contre 1,3 milliard au 31 décembre 2008, est incluse au poste *Participations dans les sociétés mises en équivalence* du *Bilan consolidé*. La part de Schlumberger dans le résultat de cette coentreprise était de 131 millions de dollars en 2009, 210 millions de dollars en 2008 et 178 millions de dollars en 2007. Schlumberger a reçu des distributions en numéraire de cette coentreprise d'un montant de 106 millions de dollars en 2009, 57 millions de dollars en 2008, et de 46 millions de dollars en 2007.

L'accord de coentreprise comporte une disposition stipulant que chacune des parties peut proposer de vendre l'intégralité de sa participation dans la coentreprise à l'autre partie à un prix en numéraire correspondant à la quote-part d'intérêt dans le capital, prix spécifié dans une offre écrite. Si la proposition de vente n'est pas acceptée, la partie réalisant la proposition devra racheter l'intégralité de la participation de l'autre partie au prix correspondant à la quote-part d'intérêt dans le capital spécifié dans l'offre écrite.

6. Stocks

Le tableau ci-dessous présente un résumé des stocks :

(en millions de dollars)

Au 31 décembre	2009	2008
Matières premières et fournitures de terrain	\$ 1 646	\$ 1 674
Travaux en cours	74	113
Produits finis	146	132
	<u>\$ 1 866</u>	<u>\$ 1 919</u>

7. Immobilisations corporelles

Elles se répartissent comme suit :

(en millions de dollars)

Au 31 décembre	2009	2008
Terrains	\$ 141	\$ 119
Immeubles et agencements	1 806	1 611
Matériel et équipement	17 939	16 916
Navires sismiques et équipements afférents	924	544
Navires sismiques en cours de construction	695	962
	<u>21 505</u>	<u>20 152</u>
Moins : montant cumulé des amortissements	<u>11 845</u>	<u>10 462</u>
	<u>\$ 9 660</u>	<u>\$ 9 690</u>

Les durées d'utilité des immeubles et agencements s'échelonnent principalement de 30 à 40 ans. Le matériel et l'équipement ont des durées d'utilité de 5 à 10 ans. Les navires sismiques sont amortis sur des périodes de 20 à 30 ans et en règle générale, les équipements afférents sont amortis sur une période de 5 ans.

En 2009, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles s'est élevée à 2,1 milliards de dollars, contre 1,9 milliard de dollars en 2008 et 1,5 milliard de dollars en 2007.

8. Données sismiques multiclients

Le tableau ci-après indique les variations de la valeur comptable des données sismiques multiclients :

(en millions de dollars)

	2009	2008
Solde à l'ouverture	\$ 287	\$ 182
Inscrites à l'actif au cours de l'exercice	230	345
Imputées au coût des ventes et des services	(229)	(240)
	<u>\$ 288</u>	<u>\$ 287</u>

9. Goodwill

Le tableau ci-après indique les variations de la valeur comptable du goodwill par secteur d'activité :

(en millions de dollars)

	Services pétroliers	Western- Geco	Total
Solde au 1 ^{er} janvier 2008	\$ 4 185	\$ 957	\$ 5 142
Acquisitions	49	58	107
Impact des fluctuations des taux de change	(60)	—	(60)
Solde au 31 décembre 2008	\$ 4 174	\$ 1 015	\$ 5 189
Acquisitions	121	—	121
Impact des fluctuations des taux de change	(5)	—	(5)
Solde au 31 décembre 2009	<u>\$ 4 290</u>	<u>\$ 1 015</u>	<u>\$ 5 305</u>

10. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels, de la technologie et des relations avec les clients. Le tableau ci-après détaille la valeur comptable brute et le montant cumulé des amortissements des immobilisations incorporelles au 31 décembre :

(en millions de dollars)

	2009			2008		
	Valeur comptable brute	Montant cumulé des amortissements	Valeur nette comptable	Valeur comptable brute	Montant cumulé des amortissements	Valeur nette comptable
Logiciels	\$ 339	\$ 262	\$ 77	\$ 337	\$ 233	\$ 104
Technologie	527	163	364	465	117	348
Relations avec les clients	355	80	275	345	56	289
Autres actifs	121	51	70	124	45	79
	<u>\$ 1 342</u>	<u>\$ 556</u>	<u>\$ 786</u>	<u>\$ 1 271</u>	<u>\$ 451</u>	<u>\$ 820</u>

La charge d'amortissement s'élevait à 114 millions de dollars en 2009, à 124 millions de dollars en 2008 et à 124 millions de dollars en 2007.

La durée d'amortissement moyenne pondérée avoisine 12 ans pour toutes les immobilisations incorporelles.

La charge d'amortissement pour les cinq années suivantes est estimée être de : 109 millions de dollars en 2010, 101 millions de dollars en 2011, 96 millions de dollars en 2012, 77 millions de dollars en 2013 et 72 millions de dollars en 2014.

11. Dettes à long terme et facilités de crédit

Obligations non garanties convertibles de catégorie A

En 2003, Schlumberger Limited a émis des obligations non garanties convertibles 1,5 % de catégorie A, échéance le 1^{er} juin 2023 d'un montant en principal totalisant 975 millions de dollars. Les obligations non garanties de catégorie A sont convertibles, au gré de leur détenteur, en actions ordinaires Schlumberger Limited selon une parité de 27,651 actions pour chaque tranche de 1 000 dollars du montant en principal des obligations non garanties de catégorie A (ce qui équivaut à un prix initial de conversion de 36,165 dollars par action).

En 2007, 622 millions de dollars des obligations non garanties de catégorie A ont été convertis en 17,2 millions d'actions ordinaires Schlumberger. En 2008, l'intégralité du montant résiduel de 353 millions de dollars des obligations non garanties convertibles de catégorie A a été convertie en 9,8 millions d'actions ordinaires de Schlumberger.

Obligations non garanties convertibles de catégorie B

En 2003, Schlumberger Limited a émis des obligations non garanties convertibles 2,125 % de catégorie B, échéance le 1^{er} juin 2023, d'un montant en principal de 450 millions de dollars. Les obligations non garanties de catégorie B sont convertibles, au gré de leur détenteur, en actions ordinaires Schlumberger Limited. Les obligations non garanties de catégorie B peuvent être converties en actions ordinaires selon une parité de 25 000 actions pour chaque tranche de 1 000 dollars du montant en principal des obligations non garanties de catégorie B (ce qui équivaut à un prix de conversion initial de 40,00 dollars par action). Ces taux de conversion sont susceptibles d'être ajustés en raison de certains événements, mais non au titre des intérêts courus.

Le 6 juin 2010 ou postérieurement à cette date, Schlumberger peut rembourser en numéraire, sur préavis donné aux détenteurs, tout ou partie des catégories d'obligations non garanties à un prix représentant 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non payés à la date de remboursement. Les 1^{er} juin 2010, 2013 et 2018, les porteurs d'obligations non garanties de catégorie B peuvent demander à Schlumberger le remboursement des titres qu'ils détiennent. Le prix de remboursement sera égal à 100 % du montant en principal des obligations majoré des intérêts courus non payés à la date de remboursement. Les remboursements effectués le 1^{er} juin 2010 seront effectués en numéraire. Aux autres dates, Schlumberger peut à son gré effectuer le

remboursement en trésorerie ou en actions, ou toute combinaison d'actions ordinaires et de trésorerie. En outre, lors de la survenue d'un Changement fondamental (défini comme un changement de contrôle, ou le retrait de la cote de l'action ordinaire Schlumberger), les détenteurs peuvent demander à Schlumberger de rembourser tout ou partie de leurs obligations non garanties à un prix égal à 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non payés à la date de remboursement. Le remboursement peut être effectué en trésorerie, sous forme d'actions ordinaires Schlumberger (ou, si Schlumberger n'est pas l'entité survivante lors d'une fusion, sous forme d'actions de l'entité survivante), ou une combinaison de trésorerie et d'actions, au gré de Schlumberger. Les actions concernées seront valorisées à 99 % de leur cours boursier.

L'option permettant à Schlumberger de rembourser sous forme d'actions est soumise à certaines conditions. Les obligations non garanties arrivent à échéance le 1^{er} juin 2023, à moins d'être remboursées de façon anticipée.

En 2008 et 2007, 95 millions de dollars et 34 millions de dollars des obligations non garanties de catégorie B ont été convertis en respectivement 2,4 millions et 0,9 million d'actions ordinaires de Schlumberger.

Aux 31 décembre 2009 et 2008, 321 millions de dollars des obligations non garanties de catégorie B étaient en circulation. La juste valeur des obligations non garanties de catégorie B, basée sur les prix de marché cotés, était de 527 millions de dollars au 31 décembre 2009 et de 398 millions de dollars au 31 décembre 2008.

Autres dettes à long terme

Les *Autres dettes à long terme* sont analysées ci-après :

(en millions de dollars)

Au 31 décembre	2009	2008
Obligations garanties 5,25 % échéance 2013	\$ 727	\$ 714
Obligations 6,5 % échéance 2012	649	647
Obligations garanties 5,875 % échéance 2011	362	355
Obligations garanties 4,50 % échéance 2014	1 449	—
Obligations garanties 3,00 % échéance 2013	449	—
Obligations garanties 5,14 % échéance 2010	—	203
Billets de trésorerie	358	771
Autres dettes à taux variable	360	682
	\$ 4 354	\$ 3 372
Ajustement de juste valeur - couverture	1	—
	\$ 4 355	\$ 3 372

L'ajustement de juste valeur présenté ci-dessus représente des variations de la juste valeur de la partie de la dette à taux fixe de Schlumberger qui est couverte par des swaps de taux d'intérêt.

Au troisième trimestre 2009, Schlumberger a émis 450 millions de dollars d'obligations garanties, 3,00 %, échéance 2013.

Durant le premier trimestre 2009, Schlumberger a mis en place un programme de 3,0 milliards d'euros d'obligations à moyen terme. Ce programme prévoit l'émission de différents types d'instruments de dette tels que des obligations à taux fixe et variable libellées en euros, en dollars des États-Unis, et dans différentes autres monnaies. Dans le cadre de ce programme, Schlumberger a émis, au premier trimestre 2009, 1,0 milliard d'euros d'obligations garanties, 4,50 %, échéance 2014. Schlumberger a conclu des accords en vue d'échanger, à compter de la date d'émission et jusqu'à l'échéance, des obligations libellées en euros contre des dollars des États-Unis, transformant ainsi cet emprunt en une dette libellée en dollars des États-Unis, sur laquelle Schlumberger versera des intérêts au taux de 4,95 %.

En septembre 2008, Schlumberger Finance B.V. a émis 500 millions de dollars d'obligations garanties, 5,25 %, échéance 2013. Schlumberger a conclu des swaps afin d'échanger, à compter de la date d'émission et jusqu'à l'échéance, ces euro-obligations contre des dollars des États-Unis, transformant ainsi cet emprunt en une dette libellée en dollars des États-Unis sur laquelle Schlumberger Finance B.V. versera des intérêts en dollars au taux de 4,74 %.

Les emprunts sous forme de billets de trésorerie en cours aux 31 décembre 2009 et 2008 comprennent certaines obligations émises dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis, qui ont été échangées contre des dollars des États-Unis et des livres sterling à la date d'émission et jusqu'à l'échéance. Les emprunts sous forme de billets de trésorerie sont classés dans les dettes à long terme dans la mesure où ils sont garantis par des facilités de crédit

garanties disponibles et non tirées ayant une échéance supérieure à un an et où Schlumberger a l'intention de conserver ces engagements pendant une période supérieure à un an.

Au 31 décembre 2009, Schlumberger disposait de facilités de crédit garanties d'un montant total de 3,8 milliards de dollars auprès de banques commerciales, dont 2,8 milliards de dollars étaient disponibles et non tirés. Ce montant comprend des lignes de crédit garanties de 2,5 milliards de dollars couvrant des emprunts entrant dans le cadre des programmes de billets de trésorerie aux États-Unis et en Europe venant à échéance en avril 2012. Les taux d'intérêt et autres conditions d'emprunt de ces lignes de crédit varient d'un pays à l'autre. Au 31 décembre 2009, les emprunts entrant dans le cadre des programmes de billets de trésorerie s'élevaient à 0,4 milliard de dollars (1,1 milliard de dollars au 31 décembre 2008). Au 31 décembre 2008, 0,4 milliard de dollars d'emprunts entrant dans le cadre du programme de billets de trésorerie étaient classés dans *la Fraction des dettes à long terme payable à moins d'un an* dans le *Bilan consolidé*.

Le tableau ci-dessous analyse par devises les *Autres dettes à long terme* au 31 décembre réparties en obligations, billets de trésorerie et autres. Comme plus amplement détaillé ci-après, les devises sont présentées en tenant compte des swaps de change conclus à la date d'émission et jusqu'à l'échéance.

(en millions de dollars)

	2009				2008			
	Obligations	Billets de trésorerie	Autres	Total	Obligations	Billets de trésorerie	Autres	Total
Dollar des États-Unis	\$ 3 274	\$ –	\$ 59	\$ 3 333	\$ 1 361	\$ 525	\$ 188	\$ 2 074
Euro	362	135	231	728	355	–	106	461
Livre sterling	–	223	51	274	–	246	46	292
Couronne norvégienne	–	–	19	19	–	–	342	342
Dollar canadien	–	–	–	–	203	–	–	203
	<u>\$ 3 636</u>	<u>\$ 358</u>	<u>\$ 360</u>	<u>\$ 4 354</u>	<u>\$ 1 919</u>	<u>\$ 771</u>	<u>\$ 682</u>	<u>\$ 3 372</u>

Au 31 décembre 2009, le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à taux variable était de 1,7 %.

Au 31 décembre 2009, les échéances des *Autres dettes à long terme* étaient les suivantes : 656 millions de dollars en 2011, 1,024 milliard de dollars en 2012, 1,196 milliard de dollars en 2013 et 1,478 milliard de dollars en 2014.

Au 31 décembre 2009, la juste valeur des *Autres dettes à long terme* était de 4,6 milliards de dollars, contre 3,4 milliards de dollars au 31 décembre 2008, et était estimée sur la base des prix de marché cotés.

12. Instruments dérivés et opérations de couverture

Schlumberger est exposé aux risques de marché associés aux fluctuations des taux de change, des cours des matières premières et des taux d'intérêt. Pour atténuer ces risques, Schlumberger utilise des instruments dérivés. La Société ne recourt pas aux instruments dérivés à des fins spéculatives.

Risque de change

En tant que multinationale, la Société exerce ses activités dans près de 80 pays. La monnaie fonctionnelle de Schlumberger est principalement le dollar des États-Unis, conformément à la pratique dans le secteur du pétrole et du gaz. Environ 80 % du chiffre d'affaires réalisé par Schlumberger en 2009 étaient libellés en dollars des États-Unis. Toutefois, en dehors des États-Unis, une part significative des charges encourues par Schlumberger est libellée en devises. En conséquence, lorsque le dollar se déprécie/s'apprécie par rapport aux devises des pays dans lesquels la Société poursuit ses activités, les charges présentées en dollars des États-Unis augmentent/diminuent de façon corollaire.

Les flux de trésorerie futurs de Schlumberger sont soumis à des risques dans la mesure où les charges en monnaie locale sont supérieures aux produits libellés dans des devises autres que la monnaie locale. Schlumberger utilise des contrats de change à terme et des options de change pour se prémunir contre une partie de ces risques liés aux flux de trésorerie. Ces contrats sont comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie et la partie efficace de la couverture des variations de juste valeur de l'instrument couvert est comptabilisée dans les *Autres éléments du résultat*

global dans le *Bilan consolidé*. Les montants imputés aux *Autres éléments du résultat global* sont reclassés dans le compte de résultat de la période durant laquelle l'élément couvert est comptabilisé en résultat. La partie inefficace des variations de juste valeur de l'élément couvert est directement rapportée en résultat.

Au 31 décembre 2009, Schlumberger a comptabilisé un gain net cumulé de 40 millions de dollars dans les *Autres éléments du résultat global* au titre de la réévaluation des contrats de change à terme et des options de change désignées comme des couvertures de flux de trésorerie, qui devraient pour la plupart être reclassés dans le compte de résultat au cours des douze prochains mois.

Schlumberger est par ailleurs exposé aux variations de juste valeur des actifs et passifs libellés dans des devises autres que la monnaie fonctionnelle de la Société. Pour certaines devises, Schlumberger utilise des contrats de change à terme et des options de change pour couvrir l'exposition dans certaines devises. Ces contrats sont comptabilisés comme des couvertures de juste valeur ; la juste valeur des contrats est comptabilisée au *Bilan consolidé* et les variations de juste valeur sont imputées au *Compte de résultat consolidé* en même temps que les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Au 31 décembre 2009, les contrats en cours, libellés dans diverses devises, représentaient la contre-valeur de 4,3 milliards de dollars.

Risque de prix des marchandises

Schlumberger est exposé à l'impact des fluctuations des prix de certaines marchandises, telles que les métaux et les carburants. La Société utilise des contrats de change à terme sur ces marchandises afin de gérer un petit pourcentage du risque de prix associé aux achats de métaux qu'elle prévoit d'effectuer. Ces contrats ont pour objectif de réduire les variations des flux de trésorerie associés à un achat prévu de marchandises. Ces contrats ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture et en conséquence, les variations de juste valeur des contrats de change à terme sont rapportées directement en résultat.

Au 31 décembre 2009, 4 millions de dollars de contrats à terme sur marchandises étaient en cours.

Risque de taux d'intérêt

Schlumberger est exposé au risque de taux d'intérêt au travers de ses dettes et de son portefeuille d'investissement. Dans le cadre de sa stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt, Schlumberger utilise des emprunts à taux fixe et à taux variable combinés à son portefeuille d'investissement et à des swaps de taux d'intérêt pour limiter son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt.

Au cours du troisième trimestre 2009, Schlumberger a conclu des swaps de taux d'intérêt portant sur deux de ses instruments de dette. Le premier swap, d'un montant notionnel de 600 millions de dollars, est destiné à couvrir une partie des variations de juste valeur des 650 millions de dollars d'obligations 6,50 %, échéance 2012, de Schlumberger. Aux termes du contrat de swap, Schlumberger recevra un taux d'intérêt semestriel fixe de 6,5 % et paiera chaque semestre des intérêts variables au taux du LIBOR 1 mois plus un spread de 4,84 %. Le second swap, d'un montant notionnel de 450 millions de dollars, a pour objectif de couvrir les variations de juste valeur des 450 millions de dollars d'obligations 3,00 %, échéance 2013, de Schlumberger. Aux termes de ce swap, Schlumberger recevra un taux d'intérêt annuel fixe de 3,00 % et paiera chaque trimestre des intérêts variables au taux du LIBOR 3 mois plus un spread de 0,765 %.

Ces swaps de taux d'intérêt sont désignés comme des couvertures de juste valeur de la dette sous-jacente. Ces instruments dérivés sont indexés à leur valeur de marché, les gains et les pertes étant rapportés en résultat pour compenser les pertes et les gains comptabilisés au titre des variations de la juste valeur de la dette couverte. Ainsi, aucun gain ou perte nets n'est comptabilisé dans le *Compte de résultat consolidé*.

Au 31 décembre 2009, la dette à taux fixe de Schlumberger avoisinait 3,2 milliards de dollars et sa dette à taux variable s'élevait à environ 2,3 milliards de dollars, compte tenu de l'impact des swaps de taux d'intérêt.

Les justes valeurs des instruments dérivés en cours sont résumées ci-dessous :

(en millions de dollars)

	Juste valeur des instruments dérivés		Classement
	31 décembre 2009	31 décembre 2008	
Instruments dérivés - actif			
Désignés comme instruments de couverture :			
Contrats de change à terme	\$ 14	\$ 62	<i>Autres actifs courants</i>
Contrats de change à terme	81	3	<i>Autres actifs</i>
	<u>\$ 95</u>	<u>\$ 65</u>	
Non désignés comme instruments de couverture :			
Contrats sur matières premières	\$ 1	\$ -	<i>Autres actifs courants</i>
Contrats de change à terme	11	30	<i>Autres actifs courants</i>
Contrats de change à terme	28	8	<i>Autres actifs</i>
	<u>\$ 40</u>	<u>\$ 38</u>	
	<u>\$ 135</u>	<u>\$ 103</u>	
Instruments dérivés - passif			
Désignés comme instruments de couverture :			
Contrats de change à terme	\$ 15	\$ 148	<i>Fournisseurs et charges à payer</i>
Contrats de change à terme	51	53	<i>Autres passifs</i>
	<u>\$ 66</u>	<u>\$ 201</u>	
Non désignés comme instruments de couverture :			
Contrats sur matières premières	\$ 3	\$ 4	<i>Fournisseurs et charges à payer</i>
Contrats de change à terme	-	5	<i>Fournisseurs et charges à payer</i>
Contrats de change à terme	25	-	<i>Autres passifs</i>
	<u>\$ 28</u>	<u>\$ 9</u>	
	<u>\$ 94</u>	<u>\$ 210</u>	

La juste valeur de tous les instruments dérivés en circulation est déterminée à l'aide d'un modèle comportant des données observables sur le marché ou peut être extrapolée de, ou corroborée par des données observables.

L'impact des instruments désignés et non désignés comme couverture de juste valeur sur le *Compte de résultat consolidé* est présenté ci-après :

(en millions de dollars)

	Gain/(perte) comptabilisé en résultat		Classement
	2009	2008	
Désignés comme instruments de couverture :			
Contrats de change à terme	\$ 105	\$ (122)	<i>Coût des ventes et des services</i>
Swaps de taux d'intérêt	6	-	<i>Charge d'intérêt</i>
	<u>\$ 111</u>	<u>\$ (122)</u>	
Non désignés comme instruments de couverture :			
Contrats de change à terme	\$ 32	\$ (11)	<i>Coût des ventes et des services</i>
Contrats sur matières premières	2	(6)	<i>Coût des ventes et des services</i>
	<u>\$ 34</u>	<u>\$ (17)</u>	

L'impact des instruments dérivés utilisés comme couverture des flux de trésorerie sur le résultat et les autres éléments du résultat global est présenté ci-après :

(en millions de dollars)

	Gain/(perte) reclassé des autres éléments du résultat global dans le résultat		Classement
	2009	2008	
Contrats de change à terme	\$ 95	\$ (19)	<i>Coût des ventes et des services</i>
Contrats de change à terme	(15)	5	<i>Études et recherche</i>
	<u>\$ 80</u>	<u>\$ (14)</u>	

(en millions de dollars)

	Gain (perte) comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	
	2009	2008
Contrats de change à terme	<u>\$ 223</u>	<u>\$ (149)</u>

13. Capitaux propres

Schlumberger est autorisé à émettre 3 000 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 dollar, dont 1 194 812 901 et 1 194 100 845 actions étaient respectivement en circulation aux 31 décembre 2009 et 2008. Schlumberger est également autorisé à émettre 200 000 000 d'actions privilégiées d'une valeur nominale de 0,01 dollar, qui peuvent être émises par tranche selon les conditions définies par le Conseil d'administration. Aucune action privilégiée n'a encore été émise. Les détenteurs d'actions ordinaires disposent d'une voix par action détenue.

Le tableau ci-après présente un rapprochement des *Autres éléments du résultat global* :

(en millions de dollars)

	Autres éléments du résultat global			Total
	Différences de conversion	Juste valeur des dérivés	Passifs différés liés aux avantages du personnel	
Solde au 1 ^{er} janvier 2007	\$ (788)	\$ 21	\$ (402)	\$ (1 169)
Différences de conversion	(33)			(33)
Variation de la juste valeur d'instruments dérivés		11		11
Amortissement du coût des services passés			(20)	(20)
Amortissement de la perte actuarielle nette			56	56
Coût des services passés non comptabilisés de l'exercice			(32)	(32)
Gain net actuariel de l'exercice			120	120
Impôts différés			(106)	(106)
Solde au 31 décembre 2007	(821)	32	(384)	(1 173)
Différences de conversion	(82)			(82)
Variation de la juste valeur d'instruments dérivés		(135)		(135)
Amortissement du coût des services passés			(20)	(20)
Amortissement de la perte actuarielle nette			34	34
Coût des services passés non comptabilisés de l'exercice			(1 077)	(1 077)
Gain net actuariel de l'exercice			(725)	(725)
Impôts différés			277	277
Solde au 31 décembre 2008	(903)	(103)	(1 895)	(2 901)
Différences de conversion	17			17
Variation de la juste valeur d'instruments dérivés		143		143
Amortissement du coût des services passés			97	97
Amortissement de la perte actuarielle nette			32	32
Impact de réduction			96	96
Coût des services passés non comptabilisés de l'exercice			27	27
Gain net actuariel de l'exercice			(237)	(237)
Impôts différés			52	52
Solde au 31 décembre 2009	<u>\$ (886)</u>	<u>\$ 40</u>	<u>\$ (1 828)</u>	<u>\$ (2 674)</u>

14. Plans de paiement en actions

Schlumberger dispose de trois plans de paiements fondés sur des actions : un plan d'options sur actions, un plan d'attribution d'actions temporairement inaccessibles et d'actions temporairement inaccessibles non encore émises, (dénommées conjointement les « actions temporairement inaccessibles ») et un plan d'achat d'actions à prix d'exercice réduit (*discounted stock purchase plan* - « DSPP »).

Options sur actions

Schlumberger octroie à ses cadres supérieurs des options sur actions entrant dans le cadre des plans d'options sur actions de la Société. Pour la totalité des options octroyées, le prix d'exercice de chaque option équivaut à la moyenne des cours plus haut et plus bas de l'action de Schlumberger à la date d'octroi, l'échéance d'une option est généralement plafonnée à dix ans, et les droits sur les options s'acquièrent généralement prorata temporis sur quatre ou cinq ans. Les gains liés aux options attribuées au cours de la période de juillet 2003 à janvier 2006 sont plafonnés à 125 % du prix d'exercice. Les droits sur les options attribuées postérieurement au mois de janvier 2006 s'acquièrent généralement prorata temporis sur cinq ans et les gains potentiels sur ces options ne sont pas plafonnés.

La juste valeur de chaque tranche d'options accordée est évaluée à la date d'octroi selon la méthode de détermination des prix d'options de Black-Scholes ; les hypothèses moyennes pondérées retenues et la juste valeur moyenne pondérée par action en résultant sont indiquées ci-après :

	2009	2008	2007
Rendement du dividende	1,2 %	1,0 %	1,1 %
Volatilité anticipée	34 %	31 %	33 %
Taux d'intérêt sans risque	2,2 %	3,2 %	4,7 %
Durée de vie anticipée de l'option	6,9 ans	7,0 ans	6,9 ans
Juste valeur moyenne pondérée par action	\$ 13,92	\$ 29,33	\$ 25,94

Le tableau ci-après résume les informations concernant les options actuellement en circulation et celles pouvant être exercées en fonction de cinq fourchettes de prix d'exercice au 31 décembre 2009 :

(nombre d'actions en milliers)

Fourchette de prix d'exercice	OPTIONS EN CIRCULATION			OPTIONS EXERCÉABLES	
	Nombre d'options en circulation	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
\$ 19,035 – \$ 32,455	7 081	3,15	\$ 28,35	7 081	\$ 28,35
\$ 32,618 – \$ 37,845	8 300	7,92	\$ 36,79	2 038	\$ 33,56
\$ 38,532 – \$ 54,235	9 431	5,45	\$ 50,48	6 644	\$ 50,11
\$ 56,605 – \$ 73,995	5 129	7,27	\$ 60,69	1 757	\$ 60,88
\$ 84,930 – \$ 110,775	5 559	8,05	\$ 88,56	1 153	\$ 89,96
	<u>35 500</u>	6,24	\$ 50,30	<u>18 673</u>	\$ 43,53

La durée de vie résiduelle moyenne pondérée des options sur actions pouvant être exercées au 31 décembre 2009 était de 4,47 ans.

Le tableau ci-dessous donne des informations sur les options sur actions pour les exercices clos les 31 décembre 2009, 2008 et 2007 :

(nombre d'actions en milliers)

	2009		2008		2007	
	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture	32 301	\$ 50,36	35 719	\$ 41,02	48 679	\$ 36,36
Octroyées	7 981	\$ 40,87	5 422	\$ 84,95	4 399	\$ 66,48
Exercées	(3 851)	\$ 29,00	(5 444)	\$ 32,69	(13 789)	\$ 34,89
Caduques	(931)	\$ 58,82	(3 396)	\$ 42,68	(3 570)	\$ 31,74
En circulation à la clôture	<u>35 500</u>	<u>\$ 50,30</u>	<u>32 301</u>	<u>\$ 50,36</u>	<u>35 719</u>	<u>\$ 41,02</u>

Au 31 décembre 2009, le total de la valeur intrinsèque des options sur actions en circulation avoisinait 660 millions de dollars. Le total de la valeur intrinsèque des options sur actions en circulation pouvant être exercées s'élevait à environ 430 millions de dollars à la même date.

Le total de la valeur intrinsèque des options exercées durant les exercices clos les 31 décembre 2009, 2008 et 2007 s'élevait respectivement à environ 103 millions de dollars, 119 millions de dollars et 607 millions de dollars.

Actions temporairement inaccessibles

Schlumberger a commencé à attribuer des actions temporairement inaccessibles en 2006. Les droits sur les actions temporairement inaccessibles s'acquièrent généralement à l'issue d'une période de trois ans, à l'exception de certaines actions, dont les droits s'acquièrent sur une période de deux ans, suivie par une période de blocage de deux ans. Il n'y a à ce jour pas eu d'attribution d'actions temporairement inaccessibles dont les droits étaient subordonnés à des conditions de performance.

Le tableau ci-dessous donne des informations résumées sur les transactions sur les actions temporairement inaccessibles :

(nombre d'actions en milliers)

	2009		2008		2007	
	Actions temporairement inaccessibles	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi	Actions temporairement inaccessibles	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi	Actions temporairement inaccessibles	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi
Non acquises à l'ouverture	1 701	\$ 66,49	885	\$ 65,14	637	\$ 65,21
Octroyées	304	48,14	863	68,04	286	64,71
Acquises	(580)	65,15	(18)	65,35	—	—
Caduques	(82)	69,23	(29)	72,44	(38)	63,12
Non acquises à la clôture	<u>1 343</u>	<u>\$ 62,75</u>	<u>1 701</u>	<u>\$ 66,49</u>	<u>885</u>	<u>\$ 65,14</u>

Plan d'achat d'actions à prix d'exercice réduit

Aux termes du plan DSPP, les membres du personnel peuvent choisir d'épargner une partie de leur salaire, sous certaines conditions, pour acheter des actions ordinaires Schlumberger. Le prix d'achat de l'action représente 92,5 % de son cours le plus bas au début ou à l'issue de la période couverte par le plan, à des intervalles de six mois.

La juste valeur des droits acquis par les membres du personnel dans le cadre de ce plan a été estimée à l'aide du modèle de Black-Scholes ; les hypothèses moyennes pondérées retenues et la juste valeur moyenne pondérée par action en résultant sont indiquées ci-après :

	2009	2008	2007
Rendement du dividende	1,1 %	0,9 %	0,9 %
Volatilité anticipée	44 %	34 %	34 %
Taux d'intérêt sans risque	0,3 %	2,7 %	5,0 %
Juste valeur moyenne pondérée par action	\$ 9,76	\$ 17,21	\$ 11,52

Total du coût de rémunération des paiements fondés sur des actions

Le tableau ci-après résume le coût de rémunération des paiements fondés sur des actions comptabilisé en résultat :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
Options sur actions	\$ 118	\$ 111	\$ 94
Actions temporairement inaccessibles	32	31	19
Plan DSPP	36	30	23
	<u>\$ 186</u>	<u>\$ 172</u>	<u>\$ 136</u>

Au 31 décembre 2009, le total des coûts de rémunération se rapportant à des paiements fondés sur des actions dont les droits n'étaient pas acquis s'élevait à 275 millions de dollars. Environ 107 millions de dollars devraient être comptabilisés en 2010, 88 millions en 2011, 56 millions en 2012, 21 millions en 2013 et 3 millions en 2014.

15. Impôts sur le résultat

Schlumberger exerce ses activités dans plus de cent juridictions fiscales différentes, dans lesquelles les taux d'imposition varient entre 0 % et 50 %.

Le *Résultat avant impôts des activités poursuivies* assujetti à l'impôt sur les bénéfices aux États-Unis et dans le reste du monde, pour chacun des trois exercices clos le 31 décembre, est analysé ci-dessous :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
États-Unis	\$ 86	\$ 1 432	\$ 1 754
En dehors des États-Unis	3 848	5 420	4 871
Résultat avant impôts	<u>\$ 3 934</u>	<u>\$ 6 852</u>	<u>\$ 6 625</u>

Schlumberger a comptabilisé des charges avant impôts de 238 millions de dollars en 2009 (73 millions de dollars aux États-Unis et 165 millions de dollars en dehors des États-Unis) et 116 millions de dollars en 2008 (15 millions de dollars aux États-Unis et 101 millions de dollars en dehors des États-Unis). En 2007, Schlumberger a comptabilisé un crédit avant impôts en dehors des États-Unis de 25 millions de dollars. Ces charges et ces crédits, qui sont inclus dans le tableau ci-dessus, sont plus amplement détaillés à la Note 3, *Charges et crédits*.

Les actifs nets d'impôts différés sont analysés ci-après :

(en millions de dollars)

	2009	2008
Avantages postérieurs à l'emploi, nets	\$ 447	\$ 556
Données sismiques multicients	104	121
Immobilisations incorporelles	(122)	(106)
Autres, nets	101	178
	<u>\$ 530</u>	<u>\$ 749</u>

Les actifs nets d'impôts différés figurent déduction faite d'une provision pour dépréciation dans certains pays, se rapportant à des pertes opérationnelles nettes aux 31 décembre 2009 et 2008 respectivement de 251 millions de dollars et 197 millions de dollars. Les actifs nets d'impôts différés figurent également déduction faite d'une provision pour dépréciation se rapportant à un report de pertes de 17 millions de dollars au 31 décembre 2009 (140 millions de dollars au 31 décembre 2008) qui expire en 2010, et à un report de crédit d'impôt à l'étranger de 30 millions de dollars au 31 décembre 2009 (49 millions de dollars au 31 décembre 2008) qui expire en 2012.

Les éléments de la charge d'impôts sont analysés ci-dessous :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
Charge de l'exercice :			
États-Unis – impôt fédéral	\$ (191)	\$ 453	\$ 538
États-Unis – impôt des États	(6)	34	54
Autres pays	594	949	834
	<u>\$ 397</u>	<u>\$ 1 436</u>	<u>\$ 1 426</u>
Impôts différés :			
États-Unis – impôt fédéral	\$ 247	\$ 23	\$ (3)
États-Unis – impôt des États	13	1	8
Autres pays	86	(12)	38
Provision pour dépréciation	27	(18)	(21)
	<u>\$ 373</u>	<u>\$ (6)</u>	<u>\$ 22</u>
Impôts consolidés sur le résultat	<u>\$ 770</u>	<u>\$ 1 430</u>	<u>\$ 1 448</u>

Le tableau ci-dessous fournit un rapprochement entre le taux d'imposition fédéral aux États-Unis (35 %) et le taux d'imposition consolidé effectif :

	2009	2008	2007
Taux de l'impôt fédéral aux États-Unis	35 %	35 %	35 %
Impôts sur le résultat – impôt des États	–	1	1
Bénéfices hors États-Unis imposés à des taux différents	(16)	(13)	(12)
Impact de la participation mise en équivalence	–	(1)	(1)
Charges	1	–	–
Autres	–	(1)	(1)
Taux d'imposition effectif	<u>20 %</u>	<u>21 %</u>	<u>22 %</u>

Schlumberger exerce ses activités dans plus de 100 juridictions fiscales dont certaines disposent de lois fiscales incomplètes et conduites à évoluer. Compte tenu du périmètre géographique des activités de Schlumberger, de nombreux contrôles fiscaux peuvent avoir lieu dans le monde à n'importe quel moment. Les passifs fiscaux sont comptabilisés sur la base d'estimations des impôts supplémentaires qui seront exigibles à l'issue de ces contrôles. Ces passifs, qui sont estimés en fonction des données historiques, sont ajustés à la lumière de l'évolution des faits et des circonstances. Toutefois, compte tenu des incertitudes et de la complexité inhérentes à l'application de la réglementation fiscale, il est possible que la résolution finale de ces contrôles se solde par des charges très différentes de ces estimations. Le cas échéant, Schlumberger comptabilisera une charge ou un crédit d'impôt supplémentaire durant l'exercice au cours duquel le contrôle fiscal est résolu.

Le tableau ci-après rapproche les montants d'ouverture et de clôture des passifs associés à des situations fiscales incertaines pour les exercices clos les 31 décembre 2009, 2008 et 2007 :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
Solde au 1 ^{er} janvier	\$ 877	\$ 858	\$ 730
Augmentations basées sur les situations fiscales de l'exercice	178	223	187
Augmentations au titre des situations fiscales des exercices précédents	36	19	16
Impact des fluctuations des taux de change	39	(72)	21
Règlements avec l'administration fiscale	(16)	(20)	(8)
Diminutions au titre des situations fiscales des exercices précédents	(68)	(111)	(55)
Diminutions liées à l'échéance des délais de prescription applicables	(20)	(20)	(33)
Solde au 31 décembre	<u>\$ 1 026</u>	<u>\$ 877</u>	<u>\$ 858</u>

Les montants ci-dessus ne comprennent pas les intérêts et les pénalités respectivement de 168 millions de dollars, 136 millions de dollars et 130 millions de dollars aux 31 décembre 2009, 2008 et 2007. La comptabilisation de tous les avantages fiscaux non comptabilisés aurait un impact sur le taux d'imposition effectif de Schlumberger.

Schlumberger classe les intérêts et les pénalités afférents aux situations fiscales incertaines dans les *Impôts sur le résultat* dans le *Compte de résultat consolidé*. En 2009, 2008 et 2007, Schlumberger a comptabilisé respectivement environ 32 millions de dollars, 25 millions de dollars et 36 millions de dollars au titre des intérêts et des pénalités.

Le tableau ci-après résume les exercices faisant actuellement l'objet d'un contrôle fiscal et qui peuvent encore être contrôlés par l'administration fiscale dans les juridictions les plus importantes dans lesquelles Schlumberger exerce des activités :

Brésil	2004 – 2009
Canada	2002 – 2009
Mexique	2004 – 2009
Russie	2006 – 2009
Arabie Saoudite	2003 – 2009
Royaume-Uni	2006 – 2009
États-Unis	2005 – 2009

Dans certaines des juridictions précitées, Schlumberger exerce des activités au travers de plusieurs entités juridiques ayant chacune des délais de reprise différents. Le tableau ci-dessus présente les délais de reprise des entités juridiques les plus importantes dans chaque juridiction. En outre, point important, les années fiscales restent techniquement contrôlables jusqu'à échéance du délai de prescription dans chaque juridiction. Dans les juridictions indiquées ci-dessus, le délai de prescription peut être étendu au-delà des années contrôlables.

16. Contrats de location et engagements de location

Le total de la charge locative s'élevait à 1,0 milliard de dollars en 2009, 1,1 milliard de dollars en 2008 et 913 millions de dollars en 2007. Les engagements minima de location au titre des contrats de location simples non résiliables pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

(en millions de dollars)

2010	\$ 247
2011	187
2012	126
2013	78
2014	62
Au-delà	258
	<u>\$ 958</u>

17. Actifs et passifs éventuels

En 2007, Schlumberger a reçu du Ministère américain de la Justice une demande d'informations entrant dans le cadre d'une enquête sur une éventuelle violation du *Foreign Corrupt Practices Act* (loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger) par Panalpina, Inc., et d'autres sociétés pétrolières et de services pétroliers, notamment Schlumberger, fournissant des services d'acheminement de fret et de dédouanement. Schlumberger coopère avec le Ministère de la Justice et poursuit actuellement sa propre enquête sur ces services.

En 2009, Schlumberger a appris que des représentants des pouvoirs publics américains ont saisi un grand jury afin de mener une investigation et une enquête réglementaire associée, ces deux procédures étant liées à certaines activités de Schlumberger dans des pays faisant l'objet de sanctions commerciales et économiques de la part des États-Unis. Schlumberger coopère avec les pouvoirs publics et n'est actuellement pas en mesure de prévoir l'issue de cette affaire.

Schlumberger et ses filiales sont engagés dans divers autres procès. Une provision est constituée lorsqu'une perte est probable et peut être raisonnablement estimée. À l'heure actuelle, il n'est pas possible de présager de l'issue de ces procès, et donc d'estimer le montant précis ou approximatif des pertes susceptibles de découler d'un jugement défavorable pour ces affaires. Toutefois, la direction de Schlumberger considère que tout passif qui pourrait en résulter ne devrait pas affecter de manière significative sa trésorerie, sa situation financière et ses résultats consolidés futurs.

18. Informations sectorielles

Schlumberger se compose de deux secteurs d'activité : Services pétroliers (OFS) et WesternGeco.

L'activité OFS, qui couvre quatre secteurs économiques et géographiques clairement définis, est évaluée sur la base suivante : l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Europe, qui comprend la CEI et l'Afrique, et le Moyen-Orient et l'Asie. Le secteur OFS offre tous les services d'exploration et de production nécessaires pendant la durée de vie d'un gisement de pétrole ou de gaz.

WesternGeco fournit à l'échelle mondiale une large gamme de services d'imagerie, de contrôle et de développement de réservoirs et dispose d'équipes de sismique étoffées ainsi que d'une importante banque de données sismiques multiclients. Ces services vont des campagnes sismiques tridimensionnelles (3D) et des campagnes sismiques tridimensionnelles et répétées dans le temps (4D) aux campagnes multicomposantes pour la délimitation de gisements potentiels et la gestion de réservoirs.

Informations financières par secteur d'activité pour les trois exercices clos les 31 décembre 2009, 2008 et 2007 :

(en millions de dollars)

	2009				
	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts	Actifs	Dotation aux amortissements et aux provisions	Acquisition d'investissements
OFS					
Amérique du Nord	\$ 3 707	\$ 216	\$ 2 264	\$ 433	\$ 272
Amérique latine	4 225	753	3 117	261	393
Europe/CEI/Afrique	7 150	1 707	4 603	653	824
Moyen-Orient et Asie	5 234	1 693	3 162	531	417
Éliminations/Autres	202	(43)	1 630	1	21
	<u>20 518</u>	<u>4 326</u>	<u>14 776</u>	<u>1 879</u>	<u>1 927</u>
WESTERNGECO	2 122	326	3 065	566	463
Goodwill et immobilisations incorporelles			6 091		
Autres actifs			1 873		
Éléments non affectés à un secteur	62	(344)	7 660	31	5
Produits d'intérêts		52			
Charges d'intérêts		(188)			
Charges et crédits		(238)			
	<u>\$ 22 702</u>	<u>\$ 3 934</u>	<u>\$ 33 465</u>	<u>\$ 2 476</u>	<u>\$ 2 395</u>

(en millions de dollars)

	2008				
	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts	Actifs	Dotation aux amortissements et aux provisions	Acquisition d'investissements
OFS					
Amérique du Nord	\$ 5 914	\$ 1 371	\$ 2 728	\$ 433	\$ 750
Amérique latine	4 230	858	2 529	223	414
Europe/CEI/Afrique	8 180	2 244	4 410	600	988
Moyen-Orient et Asie	5 724	2 005	3 503	496	762
Éliminations/Autres	234	27	2 014	(9)	128
	<u>24 282</u>	<u>6 505</u>	<u>15 184</u>	<u>1 743</u>	<u>3 042</u>
WESTERNGECO	2 838	836	2 956	518	680
Goodwill et immobilisations incorporelles			6 009		
Autres actifs			1 914		
Éléments non affectés à un secteur	43	(268)	6 031	8	1
Produits d'intérêts		112			
Charges d'intérêts		(217)			
Charges et crédits		(116)			
	<u>\$ 27 163</u>	<u>\$ 6 852</u>	<u>\$ 32 094</u>	<u>\$ 2 269</u>	<u>\$ 3 723</u>

(en millions de dollars)

	2007				
	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts	Actifs	Dotation aux amortissements et aux provisions	Acquisition d'investissements
OFS					
Amérique du Nord	\$ 5 345	\$ 1 537	\$ 2 369	\$ 367	\$ 591
Amérique latine	3 295	755	1 951	185	292
Europe/CEI/Afrique	6 602	1 885	3 489	451	920
Moyen-Orient et Asie	4 869	1 707	2 874	393	772
Autres	195	75	1 706	5	(18)
	<u>20 306</u>	<u>5 959</u>	<u>12 389</u>	<u>1 401</u>	<u>2 557</u>
WESTERNGECO	2 963	1 060	2 650	546	359
Goodwill et immobilisations incorporelles			6 045		
Autres actifs			1 748		
Éléments non affectés à un secteur	8	(311)	5 021	7	15
Produits d'intérêts		160			
Charges d'intérêts		(268)			
Charges et crédits		25			
	<u>\$ 23 277</u>	<u>\$ 6 625</u>	<u>\$ 27 853</u>	<u>\$ 1 954</u>	<u>\$ 2 931</u>

La rubrique *Autres de Services pétroliers* comprend certains frais de siège non affectés à un secteur géographique, la fabrication et certaines autres opérations et les autres produits et coûts maintenus dans OFS.

Les rubriques *Éléments non affectés à un secteur* et *Autres* comprennent principalement des frais de siège, ainsi que des produits et des charges d'intérêt non affectés à un secteur, outre les intérêts sur les avantages médicaux postérieurs à l'emploi, les coûts liés aux paiements fondés sur des actions, et certaines autres charges non opérationnelles. Les actifs non attribuables à un secteur comprennent principalement des disponibilités, des placements à court terme, des placements à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance et des participations dans des sociétés affiliées.

Les actifs des secteurs correspondent à des créances, des stocks, des immobilisations corporelles et des données sismiques multiclients.

Au cours des trois exercices clos le 31 décembre 2009, aucun client ne représentait à lui seul plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Au cours des trois derniers exercices, Schlumberger n'a dégagé aucun chiffre d'affaires autre qu'intragroupe dans son pays de domiciliation. Le chiffre d'affaires réalisé aux États-Unis s'est élevé à 3,7 milliards de dollars en 2009, 5,9 milliards de dollars en 2008 et 5,6 milliards de dollars en 2007.

Les produits d'intérêts ne comprennent pas les montants inclus dans les résultats des secteurs (2009 : 10 millions de dollars ; 2008 : 7 millions de dollars ; 2007 : 2 millions de dollars).

Les charges d'intérêts ne comprennent pas les montants inclus dans les résultats des secteurs (2009 : 33 millions de dollars ; 2008 : 30 millions de dollars ; 2007 : 7 millions de dollars).

La dotation aux amortissements et aux provisions comprend les coûts liés aux données sismiques multiclients.

19. Retraites et avantages assimilés

Régimes de retraite

Schlumberger dispose de plusieurs régimes de retraite à prestations définies en faveur de la quasi-totalité du personnel aux États-Unis embauché avant le 1^{er} octobre 2004. La valeur des droits est déterminée en fonction de l'ancienneté et de la moyenne des rémunérations.

Outre les régimes de retraite à prestations définies aux États-Unis, Schlumberger dispose de plusieurs autres régimes de retraite à prestations définies en dehors des États-Unis. Les plus importants d'entre eux sont l'*International Staff Pension Plan*, qui était un régime à cotisations définies et a été transformé en régime à prestations définies au quatrième trimestre 2008, et le régime de retraite britannique (collectivement dénommés les « Régimes en dehors des États-Unis »). L'*International Staff Pension Plan*, qui couvre certains membres du personnel de différentes nationalités, est basé sur l'ancienneté et la moyenne des rémunérations. Le régime britannique, qui couvre les membres du personnel embauchés avant le 1^{er} avril 1999, est basé sur l'ancienneté et le salaire en fin de carrière.

Le taux d'actualisation moyen pondéré, le taux d'augmentation des rémunérations et le rendement à long terme attendu des actifs des régimes de retraite retenus pour calculer la charge de retraite nette pour les régimes aux États-Unis et les régimes en dehors des États-Unis sont détaillés ci-après :

	États-Unis			En dehors des États-Unis		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Taux d'actualisation	6,94 %	6,50 %	6,00 %	6,81 %	5,80 %	5,20 %
Augmentation des rémunérations	4,00 %	4,00 %	4,00 %	4,93 %	4,90 %	4,50 %
Rendement des actifs des régimes	8,50 %	8,50 %	8,50 %	8,35 %	8,00 %	8,00 %

Le montant de la charge de retraite nette pour 2009, 2008 et 2007 est analysé ci-dessous :

(en millions de dollars)

	États-Unis			En dehors des États-Unis		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 52	\$ 56	\$ 58	\$ 67	\$ 33	\$ 35
Charge d'intérêts sur le coût des prestations projetées	143	130	120	189	58	52
Rendement attendu des actifs des régimes	(166)	(162)	(147)	(181)	(75)	(67)
Amortissement de la perte nette	29	13	26	–	11	18
Amortissement du coût des services passés	5	7	7	117	1	–
	63	44	64	192	28	38
Charge de réduction	32	–	–	98	–	–
	\$ 95	\$ 44	\$ 64	\$ 290	\$ 28	\$ 38

Du fait des mesures prises par Schlumberger pour réduire ses effectifs mondiaux (voir la Note 3 – *Charges et crédits*), le nombre anticipé d'années futures de service des collaborateurs de Schlumberger dans certains de ses régimes de retraite et de couverture médicale postérieure à l'emploi a diminué. En conséquence, Schlumberger a comptabilisé une charge de 136 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 (130 millions de dollars au titre des régimes de retraite et 6 millions de dollars au titre du régime de couverture médicale postérieure à l'emploi). Cette charge comprend la comptabilisation de la modification de l'engagement de retraite, ainsi qu'une partie du coût des services passés non comptabilisé précédemment, reflétant la réduction du nombre d'années futures de service pour les plans concernés. Du fait de cette réduction, Schlumberger a réévalué les régimes affectés sur la base d'un taux d'actualisation de 7,25 % (contre 6,50 % au 31 décembre 2008). Au 31 décembre 2008, date de l'évaluation, toutes les autres hypothèses étaient inchangées.

La charge de retraite incluse dans le tableau ci-dessus au titre de l'*International Staff Pension Plan* a été négligeable en 2008 car ce régime a été transformé en régime de retraite à prestations définies au cours du quatrième trimestre 2008.

Le taux d'actualisation moyen pondéré et le taux d'augmentation des rémunérations utilisés pour calculer l'engagement au titre des droits projetés pour les régimes aux États-Unis et les régimes en dehors des États-Unis sont les suivants :

	États-Unis		En dehors des États-Unis	
	2009	2008	2009	2008
Taux d'actualisation	6,00 %	6,50 %	5,89 %	6,48 %
Taux d'augmentation des rémunérations	4,00 %	4,00 %	4,93 %	4,80 %

Les variations de la valeur de l'ensemble des droits projetés, les actifs des régimes de retraite et le niveau de financement étaient les suivants :

(en millions de dollars)

	États-Unis		En dehors des États-Unis	
	2009	2008	2009	2008
Variation de l'ensemble des droits projetés				
Valeur de l'ensemble des droits projetés à l'ouverture	\$ 2 150	\$ 2 030	\$ 2 767	\$ 1 063
Coût des services	52	56	67	33
Charge d'intérêts	143	131	189	58
Cotisations des adhérents	—	—	61	2
(Déficits)/excédents actuariels	191	33	449	(218)
Impact de change	—	—	69	(257)
Prestations versées	(110)	(100)	(97)	(28)
Impact de la réduction	13	—	(3)	—
Impact de l' <i>International Staff Pension Plan</i>	—	—	—	2 114
Autres	—	—	16	—
Valeur de l'ensemble des droits projetés à la clôture	<u>\$ 2 439</u>	<u>\$ 2 150</u>	<u>\$ 3 518</u>	<u>\$ 2 767</u>
Variations des actifs des régimes				
Actifs des régimes à leur juste valeur à l'ouverture	\$ 1 490	\$ 2 170	\$ 1 913	\$ 977
Rendement/(perte) réel des actifs des régimes	358	(572)	444	(103)
Impact de change	—	—	69	(259)
Cotisations patronales	516	2	586	288
Cotisations des adhérents	—	—	61	2
Prestations versées	(110)	(100)	(97)	(28)
Impact de l' <i>International Staff Pension Plan</i>	—	—	—	1 037
Autres	—	(10)	—	(1)
Actifs des régimes à leur juste valeur à la clôture	<u>\$ 2 254</u>	<u>\$ 1 490</u>	<u>\$ 2 976</u>	<u>\$ 1 913</u>
Déficit de financement	<u>\$ (185)</u>	<u>\$ (660)</u>	<u>\$ (542)</u>	<u>\$ (854)</u>
Montants comptabilisés au bilan				
Autres actifs	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 23
Avantages postérieurs à l'emploi	(185)	(660)	(542)	(877)
Montant net comptabilisé	<u>\$ (185)</u>	<u>\$ (660)</u>	<u>\$ (542)</u>	<u>\$ (854)</u>
Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global				
Pertes actuarielles	\$ 833	\$ 877	\$ 335	\$ 141
Coût des services passés	36	46	881	1 080
	<u>\$ 869</u>	<u>\$ 923</u>	<u>\$ 1 216</u>	<u>\$ 1 221</u>
Engagement de retraite	<u>\$ 2 226</u>	<u>\$ 1 972</u>	<u>\$ 3 257</u>	<u>\$ 2 317</u>

Le déficit/l'excédent de financement représente la différence entre la valeur des actifs des régimes et la valeur de l'ensemble des droits projetés. La valeur de l'ensemble des droits projetés représente la valeur actuarielle des avantages en fonction des services rendus et des salaires des membres du personnel, et intègre une hypothèse sur les niveaux futurs de rémunération. L'engagement de retraite, qui représente la valeur actuarielle des prestations en fonction de l'ancienneté et de la rémunération, n'intègre pas d'hypothèse sur la progression des salaires.

Le tableau ci-dessous présente l'objectif d'allocation moyenne pondérée des actifs des fonds de pension par catégorie d'actifs :

	États-Unis			En dehors des États-Unis		
	Objectif	2009	2008	Objectif	2009	2008
Actions	50 – 60 %	48 %	57 %	55 – 70 %	59 %	64 %
Obligations	28 – 38 %	38 %	33 %	20 – 35 %	32 %	28 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	8 %	1 %	–	4 %	2 %
Autres investissements	0 – 12 %	6 %	9 %	0 – 10 %	5 %	6 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

La politique d'investissement de Schlumberger intègre différents principes et procédures destinés à assurer que les actifs sont investis prudemment et de façon à pouvoir répondre aux engagements de retraite futurs. La politique n'autorise pas à investir les actifs des fonds de pension dans des actions Schlumberger. Schlumberger a un horizon d'investissement long terme et en conséquence, l'objectif d'allocation d'actifs intègre une perspective stratégique à long terme sur les marchés financiers, les profils de risque/rendement attendu et l'évolution future de la conjoncture économique. Les principes clés d'investissement sont la diversification, l'évaluation des risques et la réalisation de rendements les plus élevés possibles compte tenu d'un niveau de risque donné. L'allocation fixée comme objectif, qui est revue régulièrement, est basée sur une projection à long terme des évolutions des marchés financiers, des taux d'inflation, des rendements obligataires, des rendements, de la volatilité et des corrélations. L'inclusion d'une catégorie d'actifs donnée dans l'objectif d'allocation est envisagée à la lumière de son impact sur le profil de risque/rendement global, ainsi que de son impact sur le rendement global. Dans le cadre de sa stratégie, Schlumberger peut utiliser certains instruments financiers dérivés, tels que des options, des contrats de futures, des swaps et des contrats à terme pour gérer les risques (risque de change, risque de taux d'intérêt, etc.) ou comme un substitut de titres physiques ou encore pour obtenir une exposition à certains marchés.

La performance des actifs est suivie fréquemment en regard d'anticipations globales de réalisation ou de dépassement de l'indice pondéré de son objectif d'allocation et de son indice de référence sur des périodes glissantes de cinq ans.

Les hypothèses de rendement à long terme attendu des actifs des régimes reflètent le taux de rendement moyen attendu sur les fonds investis ou devant être investis. Les hypothèses ont été déterminées par référence aux anticipations de rendements futurs du portefeuille compte tenu de l'allocation des actifs et des taux de rendement historiques. La pertinence des hypothèses est revue chaque année.

La juste valeur des actifs des régimes de retraite de Schlumberger au 31 décembre 2009 par catégorie d'actifs est présentée ci-après :

(en millions de dollars)

	Actifs des régimes aux États-Unis			
	Total	Prix cotés d'actifs identiques sur des marchés actifs (Niveau 1)	Données observables importantes (Niveau 2)	Données importantes non observables (Niveau 3)
Catégorie d'actifs :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ 191	\$ 191	\$ -	\$ -
Instruments de capitaux propres :				
États-Unis ^(a)	710	710		
En dehors des États-Unis ^(b)	355	280	75	
Instruments de dette :				
Obligations d'entreprise ^(c)	193		193	
Emprunts d'État et assimilés ^(d)	462	161	301	
Obligations adossées à des créances hypothécaires et titres adossés à des créances hypothécaires d'organismes gouvernementaux ^(e)	136		136	
Autres obligations adossées à des créances hypothécaires et titres adossés à des créances hypothécaires ^(f)	71		71	
Autres investissements :				
Capital-investissement ^(g)	99			99
Immobiliers ^(h)	37			37
Total	\$ 2 254	\$ 1 342	\$ 776	\$ 136

	Actif des régimes en dehors des États-Unis			
	Total	Prix cotés d'actifs identiques sur des marchés actifs (Niveau 1)	Données observables importantes (Niveau 2)	Données importantes non observables (Niveau 3)
Catégorie d'actifs :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ 111	\$ 111	\$ -	\$ -
Instruments de capitaux propres :				
États-Unis ^(a)	1 113	1 113		
En dehors des États-Unis ^(b)	643	643		
Instruments de dette :				
Obligations d'entreprise ^(c)	257	11	246	
Emprunts d'État et assimilés ^(d)	492	378	114	
Obligations adossées à des créances hypothécaires et titres adossés à des créances hypothécaires d'organismes gouvernementaux ^(e)	137	20	117	
Autres obligations adossées à des créances hypothécaires et titres adossés à des créances hypothécaires ^(f)	70		70	
Autres investissements :				
Capital-investissement ^(g)	87			87
Immobiliers ^(h)	66			66
Total	\$ 2 976	\$ 2 276	\$ 547	\$ 153

Les justes valeurs présentées ci-dessus ont été déterminées à partir des techniques d'évaluation suivantes :

- Niveau 1 : utilisation de prix cotés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 : utilisation de prix cotés d'instruments similaires négociés sur des marchés actifs ou de prix cotés d'instruments similaires ou identiques négociés sur des marchés qui ne sont pas actifs, ou autres données observables sur le marché ou qui peuvent être corroborées par des données de marché observables.

- Niveau 3 : utilisation de données importantes non observables nécessitant généralement que la direction fasse des estimations et retienne des hypothèses sur lesquelles les acteurs du marché se fonderaient pour déterminer le prix des instruments concernés.
- (a) Les actions américaines englobent des entreprises bien diversifiées sur le plan sectoriel et sur celui du type de valeur (valeur de croissance et valeur de rendement). Des stratégies de gestion active et passive sont utilisées. Les investissements portent principalement sur les valeurs de grande capitalisation et, dans une moindre mesure, sur les valeurs de moyenne et petite capitalisation.
 - (b) Les actions internationales sont investies dans des entreprises qui sont négociées sur des bourses en dehors des États-Unis et sont bien diversifiées par secteur, par région et par style de gestion. Des stratégies de gestion active et passive sont utilisées. La grande majorité des investissements portent sur des entreprises présentes dans des marchés développés, une modeste proportion étant investie dans les marchés émergents.
 - (c) Les obligations d'entreprise correspondent pour l'essentiel à des obligations appartenant à la catégorie des placements sûrs d'émetteurs présents dans différents secteurs d'activités.
 - (d) Les emprunts d'État et assimilés comprennent essentiellement des bons du Trésor américain protégés contre l'inflation et, dans une moindre mesure, d'autres obligations assimilées.
 - (e) Les obligations adossées à des créances hypothécaires et les titres adossés à des créances hypothécaires d'organismes gouvernementaux sont des titres de dette représentant un droit sur les flux de trésorerie de prêts hypothécaires qui sont achetés à des banques, des sociétés de crédit hypothécaire et d'autres établissements initiateurs, puis regroupés dans des pools par des entités publiques ou parapubliques.
 - (f) Les autres obligations adossées à des créances hypothécaires et titres adossés à des créances hypothécaires sont des titres de dette représentant un droit sur les flux de trésorerie de prêts hypothécaires qui sont achetés à des banques, à des sociétés de crédit hypothécaire et d'autres établissements initiateurs, puis regroupés en pools par des entités privées.
 - (g) Le capital-investissement englobe des investissements dans différents fonds de fonds structurés en « *limited partnerships* » (sociétés de personnes).
 - (h) L'immobilier englobe principalement des investissements dans des « *limited partnerships* » immobiliers axés sur l'immobilier commercial.

La politique de financement consiste à abonder chaque année à concurrence de montants basés sur différents facteurs, notamment la charge actuarielle cumulée, les montants déductibles fiscalement, les contraintes légales en matière de cotisations et la trésorerie disponible. À l'heure actuelle, Schlumberger anticipe de cotiser à hauteur d'environ 500 millions à 600 millions de dollars à ses régimes de retraite à prestations définies en 2010, sous réserve des conditions de marché et du niveau d'activité de la Société.

Autres avantages postérieurs à l'emploi

Schlumberger et sa filiale aux États-Unis font bénéficier les anciens membres de leur personnel de certaines prestations de couverture des frais médicaux.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'engagement cumulé au titre des avantages postérieurs à l'emploi et la charge nette de l'exercice pour le régime de couverture médicale postérieure à l'emploi aux États-Unis sont présentées ci-après :

	Engagement de retraite au 31 décembre		Charge périodique nette de l'exercice		
	2009	2008	2009	2008	2007
Taux d'actualisation	6,00 %	6,50 %	6,94 %	6,50 %	6,00 %
Rendements des actifs des régimes	—	—	8,00 %	8,00 %	8,00 %
Taux d'évolution actuelle des coûts médicaux	8,00 %	9,00 %	8,00 %	9,00 %	9,00 %
Taux d'évolution ultime des coûts médicaux	5,00 %	5,00 %	5,00 %	5,00 %	5,00 %
Année durant laquelle le taux d'évolution atteint le taux ultime	2015	2015	2015	2012	2011

La charge nette des exercices 2009, 2008 et 2007 au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux États-Unis est analysée ci-dessous :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 19	\$ 23	\$ 22
Charge d'intérêts sur l'engagement cumulé	56	52	47
Rendement attendu des actifs des régimes	(2)	(3)	(2)
Amortissement du coût relatif aux services passés	(25)	(27)	(27)
Amortissement de la perte nette	3	10	13
	<u>51</u>	<u>55</u>	<u>53</u>
Charge de réduction	6	—	—
	<u>\$ 57</u>	<u>\$ 55</u>	<u>\$ 53</u>

Les variations des engagements cumulés, des actifs des régimes et du niveau de financement au titre des avantages postérieurs à l'emploi sont analysées ci-dessous :

(en millions de dollars)

	2009	2008
Variation des engagements cumulés au titre des avantages postérieurs à l'emploi		
Engagements cumulés au titre des avantages postérieurs à l'emploi à l'ouverture	\$ 862	\$ 792
Coût relatif aux services rendus	19	23
Charge d'intérêts	56	53
Cotisations des adhérents	5	5
Pertes actuarielles	67	22
Prestations versées	(31)	(33)
Impact de la réduction	13	—
Engagements cumulés à la clôture	<u>\$ 991</u>	<u>\$ 862</u>
Variations des actifs des régimes		
Valeur au cours du marché des actifs des régimes à l'ouverture	\$ 29	\$ 39
Cotisations	47	28
Cotisations des adhérents	5	5
Prestations versées	(31)	(33)
Rendement réel des actifs des régimes	8	(10)
Valeur au cours du marché des actifs des régimes à la clôture	<u>\$ 58</u>	<u>\$ 29</u>
Déficit de financement	<u>\$ (933)</u>	<u>\$ (833)</u>
Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global		
Pertes actuarielles	\$ 223	\$ 92
Coût relatif aux services passés	(56)	(168)
	<u>\$ 167</u>	<u>\$ (76)</u>

Le déficit de financement est inclus dans la rubrique *Avantages postérieurs à l'emploi* dans le *Bilan consolidé*.

Le taux de progression du coût des prestations liées aux frais médicaux a un impact significatif sur le régime de couverture médicale postérieure à l'emploi aux États-Unis. Une variation de 1 point de pourcentage du coût des prestations de santé aurait l'impact suivant :

(en millions de dollars)

	<u>Hausse de un point de pourcentage</u>	<u>Baisse de un point de pourcentage</u>
Impact sur le coût relatif aux services rendus et sur la charge d'intérêt	\$ 13	\$ (11)
Impact sur l'engagement cumulé au titre des avantages postérieurs à l'emploi	\$ 154	\$ (126)

Autres informations

Le tableau ci-après analyse les prestations devant être servies au titre des régimes de retraite aux États-Unis et en dehors des États-Unis et du régime de couverture médicale postérieure à l'emploi (présenté net des subventions au profit des personnes à faibles revenus prévues par la partie D du *Medicare Modernization Act*, et se situent dans une fourchette de 3 à 10 millions de dollars par an) :

(en millions de dollars)

	<u>Avantages de retraite</u>		<u>Régime de couverture médicale postérieure à l'emploi</u>
	<u>États-Unis</u>	<u>En dehors des États-Unis</u>	
2010	\$ 114	\$ 118	\$ 41
2011	117	129	45
2012	121	139	47
2013	125	150	50
2014	129	162	53
2015 – 2019	733	976	309

Au 31 décembre 2009, les *Autres éléments du résultat global* comprennent des charges avant impôts sans incidence sur la trésorerie qui n'ont pas encore été comptabilisées dans la charge de retraite périodique nette. Les montants estimés qui seront amortis de chaque partie estimée des *Autres éléments du résultat global* qui devraient être comptabilisés comme une composante de la charge de retraite nette périodique durant l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont présentés ci-dessous :

(en millions de dollars)

	<u>Régimes de retraite</u>	<u>Régime de couverture médicale postérieure à l'emploi</u>
Pertes nettes actuarielles	\$ 77	\$ 11
Coût/(crédit) des services passés	116	(21)

Outre des régimes de retraite et un régime de couverture médicale postérieure à l'emploi, Schlumberger et ses filiales disposent d'autres régimes d'avantages différés, principalement des plans d'intéressement et des régimes de retraite à cotisations définies. En 2009, 2008 et 2007, les charges au titre de ces programmes se sont élevées à respectivement 418 millions de dollars, 482 millions de dollars et 408 millions de dollars.

20. Informations complémentaires

Les charges d'intérêt et les impôts sur le résultat payés sont les suivants :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
Charges d'intérêt	\$ 249	\$ 289	\$ 269
Impôts sur le résultat	\$ 665	\$ 1 158	\$ 1 127

Le poste *Fournisseurs et charges à payer* se ventile comme suit :

(en millions de dollars)

	2009	2008
Rémunérations, congés payés et autres frais de personnel	\$ 1 047	\$ 1 126
Fournisseurs	1 793	1 872
Autres	2 163	2 320
	<u>\$ 5 003</u>	<u>\$ 5 318</u>

Les *Intérêts et autres produits* sont détaillés ci-dessous :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
Produits d'intérêt	\$ 61	\$ 119	\$ 162
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	209	293	244
Autres	3	(10)	25
	<u>\$ 273</u>	<u>\$ 402</u>	<u>\$ 431</u>

La *Provision pour créances douteuses* est analysée ci-après :

(en millions de dollars)

	2009	2008	2007
Solde à l'ouverture	\$ 133	\$ 86	\$ 115
Augmentation	54	65	9
Comptabilisation en pertes	(27)	(18)	(38)
Solde à la clôture	<u>\$ 160</u>	<u>\$ 133</u>	<u>\$ 86</u>

Activités abandonnées

Au quatrième trimestre 2009, Schlumberger a comptabilisé une charge de 22 millions de dollars au titre de la résolution d'un contrôle douanier relatif à son ancienne activité de forage contractuel offshore, ainsi qu'à la résolution de certaines questions associées à d'autres activités précédemment cédées. Cette charge est incluse dans le *Résultat – activités abandonnées* du *Compte de résultat consolidé*.

Au premier trimestre 2008, Schlumberger a comptabilisé un gain après impôts de 38 millions de dollars au titre de la résolution d'un litige se rapportant à une activité cédée précédemment. Ce gain est inclus dans le *Résultat – activités abandonnées* du *Compte de résultat consolidé*.

Événements postérieurs à la clôture

Les événements postérieurs à la clôture ont été évalués jusqu'au 5 février 2010, date de publication des états financiers.

Rapport de la direction sur le contrôle interne exercé sur le reporting financier

Il appartient à la direction de Schlumberger Limited de mettre en place et de maintenir un contrôle interne adéquat sur le reporting financier, comme précisé dans la Règle 13a-15(f) du *Securities and Exchange Act* de 1934 (loi boursière américaine). Le contrôle interne du reporting financier de Schlumberger Limited est un processus destiné à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité du reporting financier et des états financiers établis à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis.

Du fait des limites inhérentes au contrôle interne, il est possible que des fausses déclarations ne soient pas systématiquement détectées ou évitées. Par ailleurs, l'évaluation de l'efficacité projetée sur des périodes futures est soumise au risque d'une inadéquation des contrôles provoquée par une évolution des conditions, ou d'une éventuelle détérioration du niveau de respect des politiques et procédures.

La direction de Schlumberger Limited a évalué l'efficacité du contrôle interne de la Société sur son reporting financier au 31 décembre 2009. Lors de cette évaluation, elle a utilisé les critères préconisés par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) dans son ouvrage intitulé *Contrôle interne – Infrastructure intégrée*. Notre évaluation nous permet de conclure qu'au 31 décembre 2009, le contrôle interne de la Société sur le reporting financier est efficace, sur la base de ces critères.

L'évaluation de l'efficacité du contrôle interne sur le reporting financier au 31 décembre 2009 conduite par Schlumberger Limited a été auditée par PricewaterhouseCoopers LLP, société d'expertise comptable indépendante, ainsi qu'exposé dans son rapport qui figure en page 77 de ce rapport annuel.

Rapport de la société d'expertise comptable indépendante

Aux administrateurs et actionnaires
de Schlumberger Limited

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints, bilan, compte de résultat, tableau des capitaux propres consolidés et tableau des flux de trésorerie, donnent une image fidèle, dans tous ses aspects significatifs, de la situation financière de Schlumberger Limited et de ses filiales aux 31 décembre 2009 et 2008, ainsi que des résultats et flux de trésorerie pour les trois exercices clos les 31 décembre 2009, 2008 et 2007, conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique. Par ailleurs, à notre avis, la Société a exercé, dans tous ses aspects significatifs, un contrôle interne efficace sur le reporting financier au 31 décembre 2009 sur la base des critères préconisés par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) dans son ouvrage intitulé *Contrôle interne – Infrastructure intégrée*. La direction de la Société est responsable de la préparation de ces états financiers, du maintien d'un contrôle interne efficace sur le reporting financier et de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne sur le reporting financier, inclus dans le rapport de la direction sur le contrôle interne exercé sur le reporting financier ci-joint. Notre responsabilité consiste, sur la base de nos audits, à émettre une opinion sur ces états financiers et sur le contrôle interne exercé par la Société sur le reporting financier sur la base de nos travaux intégrés. Nos audits ont été effectués conformément aux normes préconisées par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Selon ces normes, nous devons planifier et réaliser l'audit de façon à obtenir une assurance raisonnable que ces états financiers ne comportent pas d'anomalie significative et qu'un contrôle interne efficace a été maintenu, dans tous ses aspects significatifs, sur le reporting financier. Un audit d'états financiers comprend l'examen par sondage des éléments probants qui justifient les montants et informations figurant dans les états financiers, l'appréciation de la validité des principes comptables utilisés et des estimations significatives faites par la direction, ainsi que l'appréciation de la présentation des états financiers dans leur ensemble. Notre audit du contrôle interne exercé sur le reporting financier a englobé la compréhension du contrôle interne exercé sur le reporting financier, l'évaluation du risque de faiblesse importante, et des tests et une évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne en regard des risques évalués. Nous avons également mis en œuvre les autres procédures jugées nécessaires au vu des circonstances. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à notre opinion.

Le contrôle interne d'une entreprise sur le reporting financier est un processus destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité du reporting financier et des états financiers établis à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis. Le contrôle interne d'une société sur son reporting financier comprend les politiques et procédures qui (i) portent sur la tenue de registres reflétant, de façon raisonnablement détaillée, exacte et fidèle, les transactions sur et les cessions d'actifs de la société ; (ii) donnent l'assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées de façon adéquate pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis, et que les recettes et les dépenses de la Société sont réalisées dans le respect des autorisations de la direction et des administrateurs de la société ; et (iii) donnent une assurance raisonnable quant à la prévention ou la détection précoce de toute acquisition, utilisation ou cession d'actifs de la société qui pourraient avoir un impact significatif sur les états financiers.

Du fait des limites inhérentes au contrôle interne, il est possible que des fausses déclarations ne soient pas systématiquement détectées ou évitées. Par ailleurs, l'évaluation de l'efficacité projetée sur des périodes futures est soumise au risque d'une inadéquation des contrôles provoquée par une évolution des conditions, ou d'une éventuelle détérioration du niveau de respect des politiques et procédures.

/s/ PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP

PricewaterhouseCoopers LLP

Houston, Texas

Le 5 février 2010

Résultats trimestriels

(non audités)

Le tableau ci-dessous résume les résultats trimestriels des exercices clos les 31 décembre 2009 et 2008.

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

	Chiffre d'affaires	Marge brute ^{1,2}	Résultat net attribuable à Schlumberger ²	Résultat par action de Schlumberger ²	
				De base	Dilué
Trimestres – 2009					
Premier	\$ 6 000	\$ 1 511	\$ 938	\$ 0,78	\$ 0,78
Deuxième ³	5 528	1 119	613	0,51	0,51
Troisième	5 430	1 309	787	0,66	0,65
Quatrième	5 744	1 367	795	0,66	0,65
	<u>\$ 22 702</u>	<u>\$ 5 307</u>	<u>\$ 3 134</u>	<u>\$ 2,62</u>	<u>\$ 2,59</u>
Trimestres – 2008					
Premier	\$ 6 290	\$ 1 932	\$ 1 338	\$ 1,12	\$ 1,09
Deuxième	6 746	2 137	1 420	1,19	1,16
Troisième	7 259	2 292	1 526	1,27	1,25
Quatrième ⁴	6 868	1 835	1 150	0,96	0,95
	<u>\$ 27 163</u>	<u>\$ 8 195</u>	<u>\$ 5 435</u>	<u>\$ 4,54</u>	<u>\$ 4,45</u>

1. La marge brute représente le *Chiffre d'affaires* diminué du *Coût des ventes et des services*.
2. Les totaux peuvent présenter des différences en raison des arrondis.
3. Le résultat net du deuxième trimestre 2009 comprend un crédit après impôts de 207 millions de dollars.
4. Le résultat net du quatrième trimestre 2008 comprend un crédit après impôts de 93 millions de dollars.

Résumé des principales données financières sur cinq ans

Les principales données financières consolidées doivent être lues en liaison avec la section Commentaires et analyse de la situation financière et des résultats opérationnels, et avec la section États financiers et informations complémentaires toutes les deux contenues dans ce rapport annuel :

(en millions de dollars, sauf pour les données par action et les informations sur les effectifs)

Exercice clos le 31 décembre	2009	2008	2007	2006	2005
RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES					
Chiffre d'affaires :					
Services pétroliers	\$ 20 518	\$ 24 282	\$ 20 306	\$ 16 762	\$ 12 647
WesternGeco	2 122	2 838	2 963	2 476	1 663
Éliminations et autres	62	43	8	(8)	(1)
Total du chiffre d'affaires	\$ 22 702	\$ 27 163	\$ 23 277	\$ 19 230	\$ 14 309
% d'augmentation (diminution) sur l'année précédente	(16) %	17 %	21 %	34 %	25 %
Résultat opérationnel avant impôts :					
Services pétroliers	\$ 4 326	\$ 6 505	\$ 5 959	\$ 4 644	\$ 2 827
WesternGeco	326	836	1 060	812	295
Éliminations et autres	(344)	(268)	(312)	(346)	(233)
Résultat opérationnel avant impôts	\$ 4 308	\$ 7 073	\$ 6 707	\$ 5 110	\$ 2 889
% d'augmentation (diminution) sur l'année précédente	(39) %	5 %	31 %	77 %	68 %
Produits d'intérêt ¹	52	112	160	113	98
Charges d'intérêt ¹	188	217	268	229	187
Charges (crédits), net ²	238	116	(25)	46	(172)
Impôts sur le résultat ²	770	1 430	1 448	1 190	682
Résultat des activités poursuivies³	3 164	5 422	5 177	3 759	2 290
Résultat des activités abandonnées	(22)	38	–	–	8
Résultat net	3 142	5 460	5 177	3 759	2 298
Intérêts ne conférant pas le contrôle ²	(8)	(25)	–	(49)	(91)
Résultat net attribuable à Schlumberger	\$ 3 134	\$ 5 435	\$ 5 177	\$ 3 710	\$ 2 207
Résultat de base par action de Schlumberger					
Activités poursuivies	\$ 2,63	\$ 4,51	\$ 4,36	\$ 3,14	\$ 1,87
Activités abandonnées	(0,02)	0,03	–	–	0,01
Résultat net par action³	\$ 2,62	\$ 4,54	\$ 4,36	\$ 3,14	\$ 1,87
Résultat dilué par action de Schlumberger					
Activités poursuivies	\$ 2,61	\$ 4,42	\$ 4,20	\$ 3,01	\$ 1,81
Activités abandonnées	(0,02)	0,03	–	–	0,01
Résultat net par action	\$ 2,59	\$ 4,45	\$ 4,20	\$ 3,01	\$ 1,82
Dividende en numéraire déclaré par action	\$ 0,84	\$ 0,84	\$ 0,70	\$ 0,50	\$ 0,42

(en millions, sauf pour les effectifs)

Exercice clos le 31 décembre	2009	2008	2007	2006	2005
RÉSUMÉ DES DONNÉES FINANCIÈRES					
Acquisitions d'investissement	\$ 2 395	\$ 3 723	\$ 2 931	\$ 2 457	\$ 1 593
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	\$ 2 132	\$ 1 904	\$ 1 526	\$ 1 232	\$ 1 092
Nombre moyen d'actions en circulation :					
De base	1 198	1 196	1 188	1 182	1 179
Dilué	1 214	1 224	1 239	1 242	1 230
AU 31 DÉCEMBRE					
Endettement net ⁴	\$ 126	\$ 1 129	\$ 1 857	\$ 2 834	\$ 532
Fonds de roulement	\$ 6 391	\$ 4 811	\$ 3 551	\$ 2 731	\$ 3 121
Total de l'actif	\$ 33 465	\$ 32 094	\$ 27 853	\$ 22 832	\$ 18 077
Dettes à long terme	\$ 4 355	\$ 3 694	\$ 3 794	\$ 4 664	\$ 3 591
Capitaux propres	\$ 19 120	\$ 16 862	\$ 14 876	\$ 10 420	\$ 7 592
Effectifs – activités poursuivies	77 000	87 000	80 000	70 000	60 000

1. Exclut les montants qui sont inclus dans les secteurs.
2. Pour de plus amples informations sur les charges et les crédits, sur les impôts sur le résultat et les intérêts ne conférant pas le contrôle, veuillez consulter la Note 3 des *États financiers consolidés*.
3. Les totaux peuvent présenter des différences en raison des arrondis.
4. L'endettement net représente les dettes brutes moins les disponibilités et les placements à court terme ainsi que les placements à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance. La direction estime que l'endettement net donne des informations utiles sur le niveau d'endettement de Schlumberger en reflétant la trésorerie et les investissements qui pourraient être mobilisés pour rembourser la dette.

Conseil d'administration

Philippe Camus^{1,3}

Cogérant
Société Lagardère
Senior Managing Director
Evercore Partners Inc.
New York, New York

Jamie S. Gorelick^{2,3}

Associée
Wilmer Cutler Pickering Hale
and Dorr LLP
Washington, D.C.

Andrew Gould

Président-directeur général
Schlumberger

Tony Isaac^{1,3,4}

Retraité
Ancien Directeur général
BOC Group
Surrey, Royaume-Uni

Nikolay Kudryavtsev^{1,5}

Recteur
Institut de physique et
de technologie de Moscou
Moscou, Russie

Adrian Lajous^{1,2,4}

Consultant en Énergie
McKinsey & Company
Houston, Texas
Président
Petrometrica
Mexico, Mexique

Michael E. Marks^{2,4}

Directeur
Riverwood Capital LLC
Palo Alto, Californie

Leo Rafael Reif^{3,5}

Doyen, Directeur des formations
et Directeur du budget
Massachusetts Institute
of Technology
Cambridge, Massachusetts

Tore I. Sandvold^{3,4}

Président-directeur général
Sandvold Energy AS
Oslo, Norvège

Henri Seydoux^{3,5}

Président-directeur général
Parrot S.A.
Paris, France

Linda Gillespie Stuntz^{2,4}

Associée
Stuntz, Davis & Staffier, P.C.
Washington, D.C.

Direction

Andrew Gould

Président-directeur général

Simon Ayat

Directeur général adjoint
Directeur financier

Paal Kibsgaard

Directeur opérationnel

Alexander C. Juden

Secrétaire du Conseil
d'administration
Directeur juridique

H. Sola Oyinlola

Directeur et Trésorier

Ashok Belani

Directeur

Stephanie Cox

Directeur

Mark Danton

Directeur

David Farmer

Directeur

Rodney Nelson

Directeur

Satish Pai

Directeur

Malcolm Theobald

Directeur

Charles Woodburn

Directeur

Howard Guild

Directeur comptable

Eileen Hardell

Secrétaire adjointe
du Conseil d'administration

Saul Laureles

Secrétaire adjoint
du Conseil d'administration

Informations générales

Informations aux actionnaires

L'action Schlumberger est cotée
à la Bourse de New York
(symbole SLB), sur Euronext
Paris, à la Bourse de Londres
et sur les bourses suisses.

Pour obtenir en anglais les résultats trimestriels et les annonces de dividende, ainsi que des informations sur le Groupe, appelez le numéro 00 1 813 774 5043. Consultez également notre site Internet : www.slb.com/ir et inscrivez-vous pour recevoir des alertes électroniques.

Agent de transfert et agent chargé des registres

Computershare Trust
Company, N.A.
P.O. Box 43078
Providence, Rhode Island
02940-3078
Tél. 00 1 877 785 9341
ou 00 1 781 575 2707

Des informations aux actionnaires sont disponibles sur le site Internet de Computershare : www.computershare.com

Rapport 10-K

Il est possible d'obtenir le rapport annuel 2009 de Schlumberger, sous la forme du rapport 10-K déposé à la Securities and Exchange Commission, en appelant le 00 1 813 774 5043. Il est également possible de consulter tous les documents déposés à la SEC à l'adresse suivante : www.slb.com/ir ou en s'adressant au secrétaire du Conseil d'administration de Schlumberger Limited, 5599 San Felipe, 17th Floor, Houston, Texas 77056.

Alertes électroniques

Pour recevoir les communiqués de presse de Schlumberger, des informations sur l'actualité du Groupe et des nouvelles quotidiennes de l'industrie, inscrivez-vous à l'adresse suivante : www.slb.com/ir

Envois multiples

Un actionnaire détenant des actions sur plusieurs comptes, ou des actionnaires habitant à la même adresse, risquent de recevoir le rapport annuel en plusieurs exemplaires. Le cas échéant, il est possible d'éviter des frais superflus en demandant l'envoi d'un seul exemplaire. Vous êtes alors invité à contacter Computershare Trust Company, N.A., agent de transfert et agent chargé des registres.

Schlumberger sur Internet

Pour tout renseignement sur les technologies, les services et les solutions de Schlumberger, et pour connaître l'actualité de l'industrie, consultez notre site Internet : www.slb.com

Recrutement

Visitez notre site
www.careers.slb.com

Programmes d'intérêt

général à but non lucratif
Schlumberger soutient et encourage plusieurs programmes d'intérêt général à but non lucratif, tant à l'échelle mondiale que locale, qui sont souvent lancés et mis en œuvre par ses collaborateurs. Nous avons choisi de faire porter notre effort sur l'éducation et sur le développement social. Pour de plus amples informations sur ces programmes, visitez les sites www.seed.slb.com et www.foundation.slb.com

*Marque de Schlumberger

Photographies de Abdullah Al-Huthail (page 5), Agence WO (page 4), John Borowski (page 16), Joyce Baby Cherian (page 11), Ken Childress (première de couverture, pages 8, 9, 10 et 15), Ricardo Merendoni (page 12), Jennifer Purviance (page 14), Gerardo Serrano (page 1), et John Smallwood (page 6).
Page 13 : reproduction autorisée par l'architecte brésilien Zanetti.

Ce document est la traduction française de la majeure partie du rapport original officiel en langue anglaise, lequel seul fait foi.

Ce document a été réalisé par Kossuth S.A. sur des papiers composés à 100 % de fibres recyclées post consommation.



¹ Membre du Comité d'audit

² Membre du Comité de rémunération

³ Membre du Comité financier

⁴ Membre du Comité des nominations et de gouvernance d'entreprise

⁵ Membre du Comité technologique

Schlumberger Limited

42, rue Saint-Dominique
75007 Paris

5599 San Felipe, 17th Floor,
Houston, Texas 77056

Parkstraat 83
2514 JG La Haye

www.slb.com

Schlumberger